Rebranding Africa Forum : 10 ans d'engagement...

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL [illegible]FORMATION - 13e ANNÉE - N°98 - OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2024



LA GRANDE INTERVIEW
Serge Ekué, *président de la BOAD*
Objectif efficacité

RD CONGO
Le réveil d'un géant
Dossier special

MINES
Lilium Mining
Le pari perdu de Tiemtoré

ANGOLA

João Lourenço, audace et engagement...

À la tête de l'Angola depuis sept ans, João Lourenço continue de tracer un chemin ambitieux pour son pays. Il consolide par ailleurs son rôle de médiateur en Afrique et est aujourd'hui l'un des leaders les plus influents du continent.

EXEMPLAIRE OFFERT - NOT FOR SALE

Pivotal Africa Network



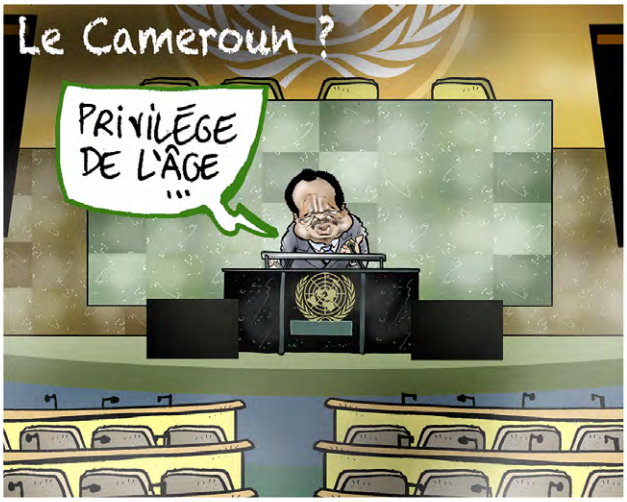
La promesse d'innovation et de transformation pour l'Afrique

- Mobilisation de ressources
- conseil en management stratégique
- Due diligence
- Lobbying
- Relations publiques
- Évènementiel

+322 517 614 2 - 11 rue des Colonies - 1000 Bruxelles - Belgique

Pivotal Africa Network | @PivotalAfNet | Pivotal Africa Network | contact@pivotalafricanetwork.com

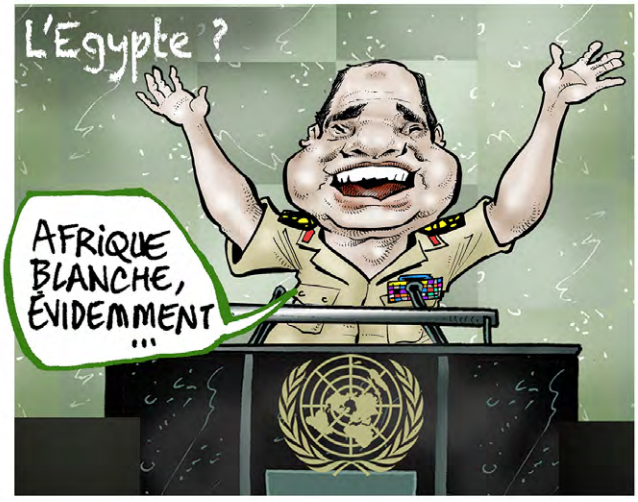
Après l'Assemblée générale de l'ONU
Quel représentant africain au Conseil de Sécurité ?















PORT AUTONOME DE KRIBI
PORT AUTHORITY OF KRIBI

PORT DE KRIBI : MATERIALISATION DE LA VISION PRESIDENTIELLE

Six ans après le début de son exploitation, le port en eau profonde de Kribi commence à montrer la pleine mesure de ses capacités et de sa vocation de hub de référence dans la sous-région Afrique centrale.

Positionné stratégiquement dans le Golfe de Guinée, le Port de Kribi, nouveau fleuron de l'économie camerounaise, devient un hub logistique et commercial pour le Cameroun, les pays de la sous-région, et même au-delà. Nonobstant un contexte mondial de crise économique et sanitaire, Kribi continue d'afficher, depuis sa mise en service en 2018, des résultats positifs dans un environnement de rude concurrence portuaire le long de la façade atlantique du Golfe de Guinée.

Croissance soutenue, horizons dégagés

Avec 468 escales de navires, 10,83 millions de tonnes de marchandises, et environ 281 milliards de francs CFA de recettes douanières enregistrées en 2023, le port de Kribi s'est une fois de plus révélé comme un stimulateur de l'économie nationale, permettant au Cameroun de renforcer son positionnement de porte d'entrée de la sous-région d'Afrique Centrale.

Une Zone Industrielle Intégrée comme levier majeur de croissance nationale

Attenante aux quais et aux terminaux, la zone industrialo-portuaire de Kribi (ZIPK) est un vaste domaine de 15 000 hectares dédié à l'implantation d'activités industrielles, logistiques et commerciales. Y est rattachée une zone industrielle intégrée (ZIIPK) de 1 500 hectares, sur laquelle foisonnent des activités industrielles de divers secteurs. Le 15 février 2023, le Port Autonome de Kribi, Bolloré Africa Logistics, l'Agence spéciale Tanger Méditerranée (TMSA), ICTSI, opérateur philippin présent sur le terminal polyvalent de Kribi, et CHEC, le constructeur de ce port, ont signé un mémorandum d'entente pour le développement d'une zone industrielle intégrée sur les 1 500 hectares prévus. D'un investissement estimé à 526 milliards de FCFA *(sans les travaux hors site)*, la ZIIPK en gestation devrait générer 50 000 emplois directs et constituer un pôle d'attraction pour les acteurs des filières bois, ciment et matériaux de construction, métallurgie-sidérurgie, coton, cacao-café, hévéa, et huile de palme.

En définitive, l'ambition initiale du Président de la République de faire de Kribi l'entité portuaire la plus dynamique de la sous-région Afrique centrale, qui irradie dans son périmètre immédiat, dans l'hinterland, et au-delà, se dessine parfaitement et rapidement. En sus de la qualité de ses infrastructures, de son importante réserve foncière et de la diversité des opportunités dont il recèle, le PAK continue de rester attentif aux différents besoins spécifiques de chacun de ses clients et usagers, et demeure focalisé sur son ambition de devenir un territoire industrialo-portuaire de référence par sa capacité à innover et à être toujours plus compétitif.



NOTRE AFRIK

Chers lecteurs,

Depuis treize ans, **Notre Afrik** a été votre boussole pour comprendre les grands enjeux politiques, économiques et culturels de notre continent. Aujourd'hui, alors que l'Afrique poursuit sa marche en avant vers plus de prospérité et d'innovation, il est temps pour nous de réaffirmer notre rôle, et d'aligner nos contenus sur les attentes toujours grandissantes de notre lectorat.

À partir de ce numéro, vous constaterez des changements importants, tant sur le fond que sur la forme. Nous avons décidé de recentrer le magazine sur deux axes clés : l'économie et l'innovation. En effet, nous sommes convaincus que ces domaines constituent les véritables leviers de transformation pour le continent. Nous mettrons en lumière les dynamiques économiques africaines et les solutions innovantes qui transforment nos sociétés, en donnant la parole à celles et ceux qui façonnent l'avenir de l'Afrique.

Notre ambition est de valoriser l'expertise africaine à travers des portraits et interviews d'acteurs institutionnels, publics ou privés, qui contribuent à façonner le destin du continent. Qu'ils soient entrepreneurs, décideurs politiques ou acteurs de la société civile, tous méritent une attention particulière pour leurs actions en faveur de l'émergence africaine.

Sur le plan de la forme, **Notre Afrik** entame une véritable cure de jouvence. Progressivement, vous verrez apparaître de nouvelles rubriques, pensées pour mettre encore plus en exergue le meilleur de l'Afrique. Notre mission reste la même : vous offrir une lecture enrichissante, captivante et ancrée dans la réalité de notre continent, tout en gardant l'élégance et la rigueur qui ont fait notre réputation.

Ce retour aux sources, marqué par notre philosophie d'origine, vise à réaffirmer **Notre Afrik** comme la référence pour les leaders, les entrepreneurs, et tous ceux qui s'intéressent au développement de l'Afrique.

Merci pour votre fidélité et votre engagement à nos côtés dans cette aventure éditoriale. Nous vous invitons à continuer de nous accompagner, et à découvrir les trésors que l'Afrique a à offrir à travers nos pages.

Avec toute notre estime.

NOTREAFRIK

Siège social
Samori Media Connection
11 Rue des Colonies
1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Serge Mathias Tomondji

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
11 Rue des Colonies , 1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
DRIFOSETT
Avenue du Four à Briques 5
1140 Evere (Belgique)

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique

SOMMAIRE

13e Année • N° 98 • Octobre-Novembre-Décembre 2024



À LA UNE

Union africaine
Qui pour succéder à Moussa Faki Mahamat ?



LA GRANDE INTERVIEW

Serge Ékué, Président de la BOAD)
« Le capital est le nerf de la guerre du développement »



SPÉCIAL

Rebranding Africa Forum
10 ans d'engagement...

CHRONIQUES

7 Edito
Chine-Afrique : l'impatience stratégique en question

32 Lucarne
Sérénades politiques et danses des urnes

90 La chronique
Un village planétaire...

ICI & AILLEURS

22 Une femme, un parcours...
Kitoko Gata Ngoulou
Une diplomate visionnaire

ACTUALITÉS

24 Côte d'Ivoire
Gbagbo contre Gbagbo

26 Sénégal
L'alternance piégée...

28 Angola
João Lourenço, audace et engagement

30 Nations unies
L'Afrique doit se faire entendre

DOSSIER

48 République démocratique du Congo
Le réveil d'un géant

ECONOMIE

66 Banques
Les premiers pas de Bangui Sana à la tête de la BEAC...

68 Banque africaine de développement
Le temps du changement...

70 Institutions
L'OEACP poursuit sa mue

74 Mines
Lilium Mining, le pari perdu de Tiemtoré

76 Transport aérien
Air Sénégal en zone de turbulence

78 Entreprises
Pivotal Africa Network sur les fonts baptismaux

86 L'invité eco
Vera Daves de Sousa, ministre des Finances de l'Angola

EPOQUES SPORTS

88 Issa Hayatou
L'atout-charme s'est éteint

Chine-Afrique : l'impatience stratégique en question



Par Emmanuel BABISSAGANA

Du 4 au 6 septembre dernier à Pékin, une cinquantaine de dirigeants africains a participé à l'édition 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). Ils sont repartis avec la promesse du président chinois d'apporter un soutien financier de 50 milliards de dollars à l'Afrique au cours des trois prochaines années.

Cette diplomatie du chéquier, déployée par la Chine à l'égard du continent africain depuis plus de deux décennies, suscite cependant des avis de plus en plus partagés. Pour certains, l'Afrique doit s'endetter pour financer son émergence, et les fonds chinois représentent une opportunité à saisir. En effet, le soutien financier de Pékin, sous forme de prêts ou d'investissements, permet à l'Afrique de se doter d'infrastructures modernes dans divers secteurs, stimule le commerce, crée des emplois, etc. La Chine est, par ailleurs, le premier partenaire commercial de l'Afrique, avec des échanges estimés à 167,8 milliards de dollars au premier semestre 2024. L'arrivée massive de produits chinois sur les marchés africains contribue également à faire baisser les prix des biens de consommation courante.

Ce tableau apparemment idyllique de la relation sino-africaine occulte cependant certaines zones d'ombre que les critiques dénoncent de plus en plus avec insistance. Outre un manque de transparence, ce que l'on reproche surtout au soutien financier chinois, c'est qu'il ne répond pas aux besoins réels de l'Afrique, mais plutôt à ceux de la Chine. Il alimente, sur le continent, le mythe de la modernisation, tout en perpétuant un échange inégal et asymétrique, héritage des temps (néo) coloniaux, qui étouffe toute réelle perspective d'émancipation.

Ce dont l'Afrique a réellement besoin, c'est de développer les compétences et les moyens nécessaires pour créer, à moindre coût, une industrie locale, transformer ses matières premières sur place, encourager l'innovation et la créativité locales, et en tirer des bénéfices substantiels pour relever ses défis. Or, le soutien financier chinois semble aller à l'encontre de cette vision : les infrastructures sont construites avec de la main-d'œuvre et des matériaux importés de Chine. Pékin est également accusé de brader les ressources naturelles africaines en échange de prêts opaques et « d'argent facile », argent qui, en plus d'alimenter la corruption et l'irresponsabilité des élites dirigeantes, tue la créativité, la culture de l'effort, et entrave la recherche de solutions locales.

> **LE PROBLÈME FONDAMENTAL DE LA RELATION SINO-AFRICAINE RÉSIDE DANS UNE IMPATIENCE STRATÉGIQUE, NUISIBLE À LONG TERME, DES DEUX CÔTÉS. LA CHINE SE PRÉCIPITE POUR SÉCURISER LES MATIÈRES PREMIÈRES DU CONTINENT AFIN DE GARANTIR L'APPROVISIONNEMENT DE SES INDUSTRIES, TANDIS QUE L'AFRIQUE S'ENGAGE DANS UNE COURSE EFFRÉNÉE VERS LA MODERNISATION ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE POUR RÉALISER SON PROPRE « GRAND BOND» EN AVANT**

Le problème fondamental de la relation sino-africaine réside dans une impatience stratégique, nuisible à long terme, des deux côtés. La Chine se précipite pour sécuriser les matières premières du continent afin de garantir l'approvisionnement de ses industries, tandis que l'Afrique s'engage dans une course effrénée vers la modernisation et la croissance économique pour réaliser son propre « grand bond en avant ».

Toutefois, le grand bond en avant chinois ne s'est pas accompli à coups d'emprunts incontrôlés, ni dans un désert stratégique. Il a nécessité du temps, une vision guidée par une forte culture, de la patience, et surtout beaucoup de travail et de sacrifices. L'Afrique n'a certes pas de leçons à recevoir concernant ses relations avec la Chine, mais elle doit veiller à ne pas reproduire les erreurs du passé, notamment l'échange inégal et le surendettement, qui conduisent à la servitude volontaire et à l'extraversion économique, politique et culturelle.

Certes, l'argent facile permet de réaliser des bonds en avant infrastructurels, mais il renforce également les dépendances et les fragilités structurelles. Il masque les manques stratégiques et culturels, favorisant des agendas d'émergence extravertis, jamais concrétisés ou irréalisables. À cet égard, la ruée désordonnée des dirigeants africains vers les sommets sino-africains laisse l'impression que peu importe le « flacon chinois », pourvu que l'on en tire l'ivresse. Cette course mimétique vers des infrastructures modernes, coûteuses à entretenir, souvent mal ou non entretenues, s'avère finalement être une régression dans la quête d'émergence.

C'est pourquoi le désir d'émergence de l'Afrique doit impérativement proscrire la précipitation et privilégier une construction locale, méthodique et durable. Il s'agit de prendre le temps de « faire vite », c'est-à-dire de créer les synergies politiques, économiques, culturelles et stratégiques nécessaires pour définir des trajectoires d'émergence viables. Cela passe par l'augmentation des plus-values dans nos échanges, condition indispensable pour accélérer notre émancipation : « Avec du temps et de la patience, les feuilles de mûrier se transforment en robe de soie », dit un proverbe chinois.

Cette leçon de patience stratégique aurait également dû s'appliquer à la Chine elle-même. En effet, pour enclencher sa propre dynamique d'émergence, l'empire du Milieu a dû, à un moment de son histoire, dénoncer les traités inégaux qui lui avaient été imposés au XIXe siècle par les puissances coloniales. Il est donc bien placé pour comprendre que tôt ou tard, les générations futures d'Africains dénonceront à leur tour toute forme d'hypothèque sur leurs ressources naturelles, tant ils en auront besoin pour répondre à leurs besoins vitaux et enclencher leur propre dynamique d'émergence. Et ce sera justice...■



Union africaine

Qui pour succéder à Moussa Faki Mahamat ?

Quatre personnalités sont en lice pour remplacer en février 2025 le président sortant de la Commission de l'organisation panafricaine dans un contexte marqué par de nombreux chantiers.

Par Claire MEZANG

Le 25 février 2025, l'Union africaine (UA) devra élire un nouveau président de la Commission. Ce rendez-vous crucial, organisé à Addis-Abeba, scellera la succession de Moussa Faki Mahamat, en poste depuis 2017. Dans un contexte marqué par d'immenses défis sécuritaires, économiques et climatiques, quatre candidats d'Afrique de l'Est sont en lice, chacun avec des atouts distincts pour présider l'organisation panafricaine. Mais la compétition s'annonce serrée, les ambitions se heurtant aux réalités complexes du continent

L'élection du successeur de Faki Mahamat se fait selon le principe de rotation géographique mis en place en 2018, qui stipule que c'est au tour de l'Afrique de l'Est de désigner un président pour la période 2025-2029. Le scrutin s'annonce déjà tendu, avec quatre candidats majeurs, tous porteurs d'une vision pour relever les défis pressants auxquels fait face le continent.

Parmi les prétendants, Raila Odinga, l'ancien Premier ministre kényan, semble avoir une longueur d'avance. Porté par le président William Ruto, Odinga bénéficie d'une solide coalition régionale, notamment avec le soutien de Paul Kagame (Rwanda) et Yoweri Museveni (Ouganda). Ce soutien politique est de taille dans



> **L'élection du successeur de Faki Mahamat se fait selon le principe de rotation géographique mis en place en 2018, qui stipule que c'est au tour de l'Afrique de l'Est de désigner un président pour la période 2025-2029. Le scrutin s'annonce déjà tendu, avec quatre candidats majeurs, tous porteurs d'une vision pour relever les défis pressants auxquels fait face le continent.**

une UA où l'influence des chefs d'État pèse lourd. Cependant, l'image d'Odinga reste clivante. Son parcours d'opposant acharné, souvent perçu comme fougueux et imprévisible, pourrait susciter des réticences parmi les décideurs africains, surtout dans un contexte où la stabilité est un enjeu majeur. À 79 ans, il affiche pourtant une détermination sans faille : « Je pourrai travailler à Addis-Abeba la semaine et rentrer au Kenya le week-end », a-t-il déclaré en mai dernier. Ses ambitions restent nationales, un facteur qui pourrait inquiéter certains pays membres.

En face de lui, Mahamoud Ali Youssouf, ancien ministre des Affaires étrangères de Djibouti, se profile comme un adversaire redoutable. Polyglotte, négociateur expérimenté, Youssouf incarne la stabilité dans une Corne de l'Afrique en proie à des crises multiples. Son pays, bien que petit en taille, a su imposer sa voix sur la scène diplomatique régionale. En misant sur Youssouf, Djibouti espère affirmer son rôle central dans la médiation africaine, notamment après avoir joué un rôle clé dans l'accord de paix entre la Somalie et l'Éthiopie. Youssouf se présente comme le candidat capable de bâtir des ponts entre les différentes régions du continent grâce à sa maîtrise du français, de l'anglais et de l'arabe, trois langues officielles de l'UA.

Le Mauricien Anil Gayan, vétéran de la scène politique, refuse de jeter l'éponge malgré les rumeurs sur un éventuel retrait de sa candidature. Bien qu'il ne soit pas parmi les favoris, sa candidature reste prise au sérieux, et son gouvernement mène un lobbying discret mais efficace.

Enfin, Richard Randriamandrato, ancien ministre des Affaires étrangères de Madagascar, tente de faire valoir ses atouts malgré un parcours politique marqué par des turbulences. Son éviction du gouvernement en 2022, suite à son soutien à la condamnation de la Russie aux Nations unies, a laissé des traces. Sa candidature semble compromise, sauf miracle de dernière minute.

Des dossiers brûlants pour le futur président

Le contexte dans lequel s'inscrit cette élection ne laisse aucune place à l'hésitation. Les défis sont multiples et pressants. La sécurité du continent reste une priorité absolue. Des foyers de tension, comme celui des Grands Lacs, continuent d'inquiéter. Le conflit larvé entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, exacerbé par la présence de groupes armés comme le M23 et les FDLR, menace d'embraser la région. Dans







Raila Ondinga, Mahamoud Ali Youssouf, Richard Randriamandrato, les trois favoris pour la succession de Moussa Faki Mahamat.

le Sahel, la progression djihadiste, en dépit des récentes transitions militaires au Mali, Burkina Faso et Niger, demeure incontrôlable. Les coups d'État successifs n'ont pas stoppé la vague de violence, et la perspective d'un retour à l'ordre constitutionnel semble de plus en plus lointaine. Le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun continuent de subir les affres d'un conflit qui, depuis 2016, oppose le gouvernement aux séparatistes anglophones. Chaque semaine apporte son lot de victimes, et la communauté internationale tarde à trouver une issue durable.

À l'Est, la Corne de l'Afrique reste instable. Outre la menace des rebelles Shebab, un conflit larvé autour du barrage éthiopien de la Renaissance menace d'éclater entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie. Une médiation rapide et efficace sera cruciale pour éviter une guerre aux conséquences incalculables pour la région.

Le Soudan, quant à lui, est plongé dans le chaos depuis la guerre entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide. La situation humanitaire y est désastreuse, et une intervention internationale coordonnée devient urgente pour éviter une catastrophe encore plus grande.

Climat et économie : les autres fronts

Parallèlement aux urgences sécuritaires, le futur président de la Commission de l'UA devra se pencher sur la question du climat. Les inondations, la sécheresse, la baisse de la production agricole : autant de phénomènes climatiques qui poussent des millions d'Africains dans l'insécurité alimentaire. La crise climatique, déjà visible, appelle des solutions structurelles à l'échelle continentale.

> **LE CONTEXTE DANS LEQUEL S'INSCRIT CETTE ÉLECTION NE LAISSE AUCUNE PLACE À L'HÉSITATION. LES DÉFIS SONT MULTIPLES ET PRESSANTS. LA SÉCURITÉ DU CONTINENT RESTE UNE PRIORITÉ ABSOLUE. DES FOYERS DE TENSION, COMME CELUI DES GRANDS LACS, CONTINUENT D'INQUIÉTER. LE CONFLIT LARVÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) ET LE RWANDA, EXACERBÉ PAR LA PRÉSENCE DE GROUPES ARMÉS COMME LE M23 ET LES FDLR, MENACE D'EMBRASER LA RÉGION.**

Sur le plan économique, l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) constitue un chantier capital pour les prochaines années. Si les ambitions sont grandes, les obstacles restent nombreux, notamment en termes d'infrastructures et de financements. La relance des échanges intra-africains pourrait transformer le continent en un véritable moteur de croissance, mais cela nécessite des réformes audacieuses et une collaboration renforcée entre les États.

Vers une Afrique plus influente sur la scène internationale

Enfin, l'Union africaine devra s'engager sur la voie de la réforme des institutions internationales. L'ouverture de deux sièges permanents pour l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies, soutenue par les États-Unis, pourrait redéfinir le rôle du continent dans les questions de paix et de sécurité mondiales. Une réforme qui, si elle aboutit, renforcerait considérablement l'influence africaine sur la scène internationale.

Le prochain président de la Commission de l'Union africaine sera donc confronté à des défis immenses, mais aussi à des opportunités historiques. Face à ces enjeux, l'élection de février 2025 s'annonce décisive pour l'avenir du continent.■

DEVENEZ
ADMINISTRATEUR CERTIFIÉ

PROGRAMME EXCLUSIF
POUR LES PROFESSIONNELS



CHARTERED DIRECTOR PROGRAM

INSTITUTE OF DIRECTOR
London (United Kingdom)

Proposé par le cabinet international

LA CONTINUITÉ DANS LE PERFECTIONNEMENT
KAIZENE

Tél. : +225 0789863513 - Email : contact@kaizene.org

Serge Ekué, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

« Le capital est le nerf de la guerre du développement »

À la tête de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) depuis quatre ans, le Béninois Serge Ékué poursuit une mission ambitieuse pour financer le développement des huit pays membres de l'union. Fort de son expérience en finance internationale, il a fait de l'augmentation des fonds propres de la BOAD une priorité afin de renforcer la capacité d'investissement de l'institution. Dans cette interview exclusive, il revient sur les défis et réussites de son mandat, au moment où l'agence de notation Moody's confirme la solidité financière de la BOAD, saluant ainsi la gestion rigoureuse de la banque dans un contexte de crises politiques et économiques.

Interview menée par Simon Pierre ETOUNDI

Il y a quatre ans vous avez quitté le secteur bancaire d'affaires en Europe et en Asie pour devenir chef d'une institution financière de développement en Afrique. Qu'est-ce qui a motivé ce changement de carrière et, après quatre ans à la tête de la BOAD, êtes-vous satisfait du chemin parcouru jusqu'à présent ?

Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier de nous avoir rejoints ici à la BOAD. C'est une excellente occasion de partager avec vous la mission et les réalisations de notre institution. Concernant ma transition du secteur bancaire privé à la direction de la BOAD, ce choix n'a pas été de mon initiative. J'ai été approché par le président de la République du Bénin, M. Patrice Talon, qui avait une vision ambitieuse pour la région et pour la banque. Nous avons longuement échangé sur cette vision, et il a décidé de proposer ma candidature aux plus hautes autorités de l'Union. C'est ainsi que j'ai été nommé à la tête de la BOAD pour un mandat de six ans.

Être choisi pour diriger une institution aussi stratégique que la BOAD est à la fois un honneur et une lourde responsabilité. La mission qui m'a été confiée est claire : contribuer activement au développement économique et social des huit pays membres de l'Union. Cela implique de garantir un financement adéquat et équilibré des projets de développement, en veillant à ce qu'aucun pays, ni aucune population, ne soit laissé pour compte. Notre région, bien que dynamique, fait face à de nombreux défis, qu'ils soient sécuritaires, économiques ou sociaux.

Mon parcours en tant que banquier d'affaires m'a donné les compétences nécessaires pour relever ces défis. Pendant ma carrière, j'ai structuré des transactions complexes, travaillé avec des investisseurs, et géré des risques liés aux taux d'intérêt, aux changes, et au crédit. Ce sont ces compétences que j'apporte aujourd'hui à la BOAD. Cela me permet d'aborder notre mission de développement avec une agilité technique et intellectuelle qui est essentielle pour structurer les meilleurs financements et projets pour nos pays. Aujourd'hui, je suis fier du chemin parcouru, même si je reste conscient du travail qu'il reste à accomplir pour répondre aux besoins de notre région.

Vous avez fait de l'augmentation de capital de la BOAD l'une de vos premières priorités. Pourquoi cet objectif était-il si crucial à vos yeux ?

Lorsque j'ai pris les rênes de la BOAD, il était évident que les besoins de financement de notre région dépassaient largement les capacités de la banque à ce moment-là. Le développement exige des ressources substantielles, et il est impossible de mobiliser ces ressources sans un niveau adéquat de fonds propres. En arrivant, j'ai rapidement constaté que l'insuffisance de nos fonds propres limitait notre capacité à répondre aux demandes croissantes de financement, que ce soit dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture ou des infrastructures.


Félix Tshisekedi
« La RDC est un scandale »
EXEMPLAIRE OFFERT - NOT FOR SALE

Les fonds propres sont essentiels pour obtenir des financements dans les meilleures conditions. Ils influencent directement notre notation financière, ce qui affecte notre capacité à emprunter à des taux compétitifs et à supporter les risques inhérents aux projets de développement. En effet, financer le développement implique de prendre des risques, car il s'agit de créer des infrastructures là où il n'y en a pas, de soutenir des secteurs clés, et de développer des entreprises.

Nous avons donc décidé de doubler les fonds propres de la BOAD. Cette augmentation permet non seulement de renforcer notre capacité d'endettement, mais aussi de mobiliser davantage de ressources à des conditions optimales pour nos pays membres. De plus, elle nous permet de maintenir un équilibre entre le secteur public et le secteur privé, en garantissant que les projets bénéficiant de nos financements contribuent à une croissance durable et inclusive.

Le capital est véritablement le socle sur lequel repose toute institution bancaire. Il donne à la banque les moyens d'agir tout en la protégeant en cas de difficultés. C'est pourquoi il était impératif d'augmenter nos fonds propres, afin de nous permettre d'accompagner pleinement le développement de la région, en prenant en compte les risques liés aux projets que nous finançons.

La BOAD a été la première banque multilatérale de développement à émettre des obligations hybrides. Pouvez-vous nous expliquer l'intérêt de ces instruments et les défis auxquels vous avez été confronté pour les mettre en place ?

L'émission d'obligations hybrides a été une étape stratégique pour la BOAD. Ces instruments financiers sont complexes, mais extrêmement efficaces pour renforcer la structure de capital de la banque. Une obligation hybride combine des éléments de la dette et du capital. C'est-à-dire qu'elle permet d'obtenir des fonds immédiatement tout en augmentant nos fonds propres, ce qui renforce notre bilan et nous permet de mobiliser davantage de ressources.

L'un des grands avantages de ces obligations est l'effet de levier qu'elles permettent. Par exemple, lorsqu'un investisseur souscrit à une obligation hybride à hauteur de 100 millions d'euros, cela nous permet de mobiliser jusqu'à 400 millions d'euros pour financer des projets. Cet effet de levier est essentiel, car il nous permet de maximiser l'impact de chaque investissement, tout en renforçant notre capacité à répondre aux besoins des pays membres.

> **ÊTRE CHOISI POUR DIRIGER UNE INSTITUTION AUSSI STRATÉGIQUE QUE LA BOAD EST À LA FOIS UN HONNEUR ET UNE LOURDE RESPONSABILITÉ. LA MISSION QUI M'A ÉTÉ CONFIÉE EST CLAIRE : CONTRIBUER ACTIVEMENT AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES HUIT PAYS MEMBRES DE L'UNION. CELA IMPLIQUE DE GARANTIR UN FINANCEMENT ADÉQUAT ET ÉQUILIBRÉ DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT, EN VEILLANT À CE QU'AUCUN PAYS, NI AUCUNE POPULATION, NE SOIT LAISSÉ POUR COMPTE.**

De plus, ces obligations hybrides nous permettent de préserver notre structure de gouvernance et notre actionnariat, ce qui était une condition importante. Les États membres restent les principaux actionnaires de la BOAD, et leur influence sur la gouvernance n'est pas diluée. Ce type d'instrument nous permet donc de lever des fonds tout en maintenant l'équilibre institutionnel de la banque.



La mise en place de ces obligations a représenté un défi, car il fallait convaincre nos investisseurs de la solidité de notre plan stratégique et de la viabilité de nos projets. Je suis fier que nous ayons été pionniers dans ce domaine, et que d'autres institutions multilatérales, comme la Banque africaine de développement, suivent désormais cette voie.

Justement vous collaborez avec de nombreuses institutions financières africaines. Pouvez-vous nous parler de la nature de cette coopération et de son importance pour le développement de la région ?

La collaboration avec d'autres institutions financières de développement est essentielle pour maximi-



ser l'impact de nos actions. Nous faisons partie d'un écosystème de banques africaines de développement, parmi lesquelles la Banque africaine de développement (BAD), Afreximbank, la BADEA et d'autres institutions régionales. Ces partenariats nous permettent de mutualiser nos ressources et nos compétences pour financer des projets d'envergure.

Nous partageons des ambitions communes, notamment en matière de développement des infrastructures, de lutte contre le changement climatique, et de financement du secteur privé. Ce réseau de coopération est renforcé par des plateformes d'échange et de discussion, qui nous permettent de partager les meilleures pratiques et de coordonner nos efforts.

« L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS HYBRIDES A ÉTÉ UNE ÉTAPE STRATÉGIQUE POUR LA BOAD. CES INSTRUMENTS FINANCIERS SONT COMPLEXES, MAIS EXTRÊMEMENT EFFICACES POUR RENFORCER LA STRUCTURE DE CAPITAL DE LA BANQUE. UNE OBLIGATION HYBRIDE COMBINE DES ÉLÉMENTS DE LA DETTE ET DU CAPITAL.

En outre, le co-financement de projets avec des partenaires tels que la BAD nous permet d'élargir notre impact et de répondre à des besoins plus importants. Ces collaborations fonctionnent particulièrement bien, car nous sommes dirigés par des équipes qui partagent une vision dynamique et pragmatique du développement de l'Afrique.

En tant que co-président de l'International Development Finance Club (IDFC), comment cette organisation aide-t-elle à relever les défis auxquels font face les banques de développement des pays émergents ?

L'IDFC est une plateforme internationale qui regroupe des banques de développement du monde entier, mais qui se concentre principalement sur les besoins des pays émergents. En tant que co-président, mon rôle est de donner une voix à ces pays et de faire en sorte que nos préoccupations spécifiques soient prises en compte. Les défis que nous rencontrons sont souvent similaires,

qu'il s'agisse du financement des infrastructures, de la gestion des risques, ou du renforcement des fonds propres.

L'IDFC nous permet de parler d'une seule voix face aux agences de notation, aux investisseurs et aux autres parties prenantes. En partageant nos expériences et en collaborant avec des institutions mieux dotées en capital, comme l'Agence Française de Développement ou la KfW allemande, nous pouvons trouver des solutions adaptées à nos besoins. Cela nous permet également de renforcer notre positionnement sur la scène internationale en tant qu'acteurs clés du développement durable.

Vous avez déjà accompli beaucoup à la tête de la BOAD. Comment envisagez-vous l'avenir de l'institution et votre propre rôle dans cet avenir ?

La BOAD n'est pas définie par ses dirigeants, mais par son ambition à long terme. Notre objectif est clair : financer le développement durable de nos pays membres. Cette mission ne change pas, mais les moyens que nous employons pour y parvenir doivent évoluer en fonction des réalités économiques et technologiques.

Aujourd'hui, la BOAD doit continuer à innover, que ce soit en matière de financement, de gestion des risques ou de structuration de projets. Nous devons rester concentrés sur les secteurs prioritaires, comme l'énergie, les télécommunications, l'agriculture, le logement social, la santé, et l'éducation. Ces secteurs sont essentiels pour assurer une croissance durable et répondre aux besoins de populations en pleine expansion. Je suis convaincu que la BOAD continuera à jouer un rôle clé dans le développement de la région.

Chaque président apporte sa touche personnelle, mais l'essentiel est de maintenir l'ambition et la vision à long terme de l'institution. Nous devons rester concentrés sur nos objectifs tout en adaptant constamment nos méthodes aux défis actuels. Par exemple, la digitalisation et l'innovation financière sont des domaines dans lesquels la BOAD devra continuer à investir pour rester pertinente et compétitive dans un environnement mondial en constante évolution.

AUJOURD'HUI, LA BOAD DOIT CONTINUER À INNOVER, QUE CE SOIT EN MATIÈRE DE FINANCEMENT, DE GESTION DES RISQUES OU DE STRUCTURATION DE PROJETS. NOUS DEVONS RESTER CONCENTRÉS SUR LES SECTEURS PRIORITAIRES, COMME L'ÉNERGIE, LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, L'AGRICULTURE, LE LOGEMENT SOCIAL, LA SANTÉ, ET L'ÉDUCATION. CES SECTEURS SONT ESSENTIELS POUR ASSURER UNE CROISSANCE DURABLE ET RÉPONDRE AUX BESOINS DE POPULATIONS EN PLEINE EXPANSION.

En ce qui concerne mon rôle personnel, je considère que chaque président de la BOAD est l'homme de son temps. Mes prédécesseurs ont chacun apporté leur pierre à l'édifice, en fonction des besoins et des circonstances de leur mandat. Je m'inscris dans cette continuité, avec l'ambition de laisser une banque plus forte, plus agile, et surtout capable de répondre aux besoins des générations futures. Mon objectif est de renforcer les acquis tout en préparant l'avenir de manière durable et pérenne.



Je suis convaincu que le développement de l'Afrique passe par une approche cohérente et sur le long terme. Il ne s'agit pas de réinventer la roue à chaque mandat, mais d'approfondir les acquis et de tirer parti des opportunités qui se présentent. L'important est de toujours veiller à ce que la BOAD reste un acteur clé dans la transformation de notre région.

Vous avez mentionné le rôle essentiel du leadership pour conduire les transformations. Comment définiriez-vous votre approche du leadership à la tête de la BOAD ?

Le leadership, à mon sens, ne se résume pas à une question de pouvoir ou d'autorité. Il s'agit avant tout de donner une direction claire et de mobiliser les équipes autour d'une vision commune. À la BOAD, nous avons la chance de disposer d'un capital humain d'une grande qualité. Mon rôle en tant que leader est de m'assurer que chaque membre de l'équipe est engagé et motivé pour contribuer à la réalisation de notre mission.

Je crois beaucoup à la responsabilisation et à la montée en compétences de nos collaborateurs. Nous avons mis en place des programmes de formation continue pour permettre à nos équipes de rester à la pointe des meilleures pratiques dans leurs domaines respectifs. De plus, j'accorde une importance particulière à la diversité au sein de nos équipes, que ce soit en termes de genre, d'expérience ou de parcours professionnel. Une équipe diversifiée est plus à même de relever les défis complexes auxquels nous faisons face.

Mon approche du leadership est aussi basée sur la transparence et la communication. Je veille à ce que nos objectifs stratégiques soient clairs pour tous et que chacun comprenne comment son travail contribue à ces objectifs. Je crois fermement que la réussite d'une institution repose sur la capacité à travailler de manière collaborative et à créer un environnement où chacun se sent valorisé et écouté.

Enfin, je dirais que le leadership, c'est aussi savoir prendre des risques. À la BOAD, nous sommes confrontés à des défis de taille, et il est de notre devoir d'innover et de trouver des solutions audacieuses. Cela implique parfois de sortir de notre zone de confort, mais c'est ainsi que nous parvenons à faire avancer les choses.

Quels sont, selon vous, les plus grands défis auxquels la BOAD et ses partenaires devront faire face dans les années à venir ?

Le premier défi est sans doute celui de la croissance démographique. Notre région connaît une croissance rapide de sa population, ce qui entraîne des besoins accrus en termes d'infrastructures, d'énergie, d'éducation, et de santé. Répondre à ces besoins avec des ressources limitées sera un défi de taille pour la BOAD et ses partenaires. Nous devons impérativement trouver des solutions innovantes pour mobiliser davantage de financements tout en veillant à ce que ces projets soient durables et bénéfiques pour l'ensemble de la population.

> **« LE PREMIER DÉFI EST SANS DOUTE CELUI DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE. NOTRE RÉGION CONNAÎT UNE CROISSANCE RAPIDE DE SA POPULATION, CE QUI ENTRAÎNE DES BESOINS ACCRUS EN TERMES D'INFRASTRUCTURES, D'ÉNERGIE, D'ÉDUCATION, ET DE SANTÉ.**

Le second défi est celui du changement climatique. Nos pays sont particulièrement vulnérables aux effets du réchauffement climatique, et il est de notre responsabilité de financer des projets qui contribuent à atténuer ces effets. Cela signifie investir dans des infrastructures résilientes, promouvoir les énergies renouvelables et soutenir des pratiques agricoles durables. La finance climatique est un domaine où la BOAD doit continuer à jouer un rôle de premier plan.

Un autre défi majeur est celui de l'intégration régionale. Nos économies doivent être plus intégrées pour maximiser leur potentiel. Cela passe par le développement de corridors de transport, la facilitation du commerce intra-régional, et la mise en place d'infrastructures transfrontalières. La BOAD a un rôle clé à jouer dans le financement de ces projets, qui sont essentiels pour renforcer la compétitivité de notre région.

Enfin, la digitalisation est un enjeu incontournable. Le monde évolue rapidement, et nos institutions doivent être prêtes à s'adapter à ces changements. La digitalisation peut nous permettre d'améliorer l'efficacité de nos opérations, d'élargir notre accès aux financements et de mieux répondre aux besoins de nos clients. Il est donc essentiel que la BOAD adopte une stratégie numérique solide pour rester compétitive et pertinente dans ce nouvel environnement.

Je dirais que la BOAD est prête à relever ces défis. Nous avons les compétences, l'expérience, et la vision nécessaire pour accompagner nos pays membres dans leur développement. Mais pour réussir, nous devrons rester agiles, innovants et engagés envers notre mission de développement durable.■

Côte d'Ivoire

La CPI met fin à ses enquêtes



© DR

Après treize années d'enquêtes sur les violences des crises de 2002 et 2010-2011, la Cour pénale internationale (CPI) va fermer ses bureaux en Côte d'Ivoire. Ces enquêtes avaient conduit à l'arrestation de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé, acquittés en 2019. La CPI annonce la fin de son programme d'assistance aux victimes pour la mi-2025, mais pour certains, cette fermeture laisse un goût d'inachevé. « Qui a tué les 3 000 victimes de la crise de 2010 ? », s'interroge Drissa Bamba, président du Mouvement ivoirien des droits de l'Homme. Du côté des autorités, cette annonce est vue comme un signe du bon fonctionnement des juridictions nationales.■

CONGO

Un méga-barrage hydroélectrique en vue

Le gouvernement congolais, en partenariat avec la Chine, lancera dès janvier 2025 la construction du plus grand barrage hydroélectrique du pays. Situé à Sounda, dans le sud, ce barrage, d'une capacité comprise entre 600 et 800 mégawatts, coûtera environ 1 300 milliards de F CFA. Le projet, mené par China Overseas Co Ltd, sera achevé d'ici 2030 et devrait combler le déficit énergétique du Congo. Cette infrastructure s'ajoutera aux trois barrages déjà construits grâce au partenariat sino-congolais.■

GHANA

la contrebande fait perdre 160 000 tonnes de cacao

Le secteur du cacao au Ghana a subi une lourde perte en raison de la contrebande. Plus de 160 000 tonnes de fèves ont été détournées en 2023-2024. Le régulateur du secteur attribue cette situation à un prix d'achat national trop faible, fixé à environ 2 000 cedis le sac, soit 113,69 euros. Cette somme est jugée dérisoire par rapport au prix de la tonne sur le marché international, qui atteint parfois 10 000 dollars. Cette différence a incité de nombreux producteurs à se tourner vers la contrebande, mieux rémunérée.■

TCHAD

la révolution numérique en marche

Le 27 septembre 2024, le gouvernement du Tchad, par l'intermédiaire du ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de la Digitalisation administrative, a signé à New York, un partenariat stratégique avec Broadsat Technologies & Innovation Labs pour lancer un projet de transformation numérique à grande échelle. Intitulée "Bridging the Digital Divide", cette initiative prévoit l'introduction de technologies de pointe, comme la 5G Broadcast et l'Internet par diffusion, pour connecter les zones rurales et sous-desservies du pays. Le projet facilitera l'accès à des services cruciaux tels que la télémédecine, l'éducation à distance et le commerce en ligne. En plus de favoriser le développement des Smart Cities, il soutiendra l'agriculture intelligente, contribuant ainsi à la modernisation du secteur agricole tchadien. Ce partenariat marque un tournant décisif dans l'avenir numérique du pays.■

GABON

Un référendum pour légitimer la candidature d'Oligui Nguema ?

Les Gabonais voteront fin 2024 sur un projet de Constitution proposé après le dialogue national d'avril. Ce texte prévoit un régime présidentiel avec un mandat de 7 ans renouvelable une seule fois. Le président de la transition, Oligui Nguema, pourrait être le seul éligible lors de la prochaine présidentielle. Le projet suspend également les responsables du Parti démocratique gabonais et leurs alliés pour trois ans. Ce référendum pourrait légitimer la position d'Oligui Nguema, dans un contexte de restructuration institutionnelle au Gabon.■

GUINÉE

Claude Pivi de retour en prison

Claude Pivi, ancien colonel et ministre de la Sécurité présidentielle en Guinée, a été capturé après son évasion de prison en novembre 2023. Condamné à perpétuité pour sa participation au massacre de civils en 2009, il avait fui au Libéria avant d'être ramené à la prison de Coyah. Ce massacre, survenu lors d'une manifestation de l'opposition, a conduit à la condamnation de plusieurs responsables, dont Moussa Dadis Camara. Le fils de Pivi reste toujours en fuite.■

METRO

DANIEL DUBOIS

Daniel Dubois a récemment marqué l'histoire de la boxe en battant Anthony Joshua pour devenir champion du monde IBF. Ce boxeur anglais, reconnu pour sa puissance et son endurance, a déjoué tous les pronostics et consolidé son statut de figure montante dans le monde de la boxe. Cette victoire lui permet d'accéder au sommet et d'inspirer une nouvelle génération de boxeurs, tout en renforçant l'attrait international de la boxe anglaise en quête de nouveaux visages.■


© DR

AKERE MUNA

Avocat engagé et fervent militant anticorruption, le Camerounais Akere Muna intensifie son combat pour la transparence dans l'affaire Glencore, en projetant une marche à Londres. Il réclame la divulgation des noms des Camerounais impliqués dans ce scandale de corruption internationale. Son activisme continu contre la malversation le positionne comme l'une des figures majeures du plaidoyer pour la bonne gouvernance et la justice en Afrique. Par ailleurs, il a été désigné candidat à la présidentielle de 2025, par une coalition de partis de l'opposition camerounaise.■


© DR

ABDOULAYE DIACK

Ingénieur chez Google, Abdoulaye Diack se distingue par son rôle dans le développement de l'intelligence artificielle « made in Africa ». Avec un parcours impressionnant, il œuvre à créer des solutions technologiques adaptées aux réalités africaines, renforçant ainsi l'écosystème numérique du continent. Sa contribution au secteur technologique mondial place l'Afrique au cœur de l'innovation et de l'IA, offrant de nouvelles perspectives aux jeunes ingénieurs africains.■


© DR

RETRO

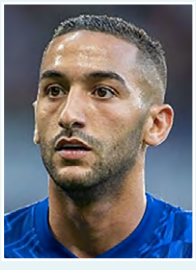
OLIVIER BOKO

Olivier Boko, ancien proche de Patrice Talon, le Président béninois a été arrêté par la brigade criminelle du Bénin, soupçonné d'implication dans une tentative de coup d'État. Selon des sources, il aurait agi en coaction avec l'ex-ministre des Sports, Oswald Homeky, et le patron de la Garde républicaine, qu'ils auraient tenté de corrompre pour faciliter leur projet. Ce complot présumé met en lumière des tensions profondes au sommet de l'État et révèle des divisions internes au sein du cercle rapproché du pouvoir. Cette affaire soulève de nombreuses interrogations sur l'avenir politique du pays.■


© DR

HAKIM ZIYECH

Hakim Ziyech a provoqué une polémique en critiquant le gouvernement marocain dans une story Instagram, rapidement supprimée, au sujet du conflit à Gaza. Si certains ont salué son soutien à la cause palestinienne, d'autres estiment qu'il est allé trop loin, surtout en utilisant le terme « génocide ». Cette sortie a suscité des appels à le destituer de son rôle de capitaine des Lions de l'Atlas, créant un fossé entre lui et une partie de l'opinion publique marocaine.■


© DR

CORNEILLE NANGAA

Ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) en République démocratique du Congo (RDC), Corneille Nangaa, désormais leader de l'Alliance Fleuve Congo (AFC), fait l'objet de critiques sévères pour son rôle dans l'insécurité persistante à l'Est du pays. L'AFC, à la fois une plateforme politico-militaire et un acteur controversé, est accusée de vouloir étendre son influence bien au-delà du Nord-Kivu. La condamnation à mort de Nangaa en août 2024, après un procès expéditif, met en lumière son implication présumée dans des violences orchestrées avec des groupes armés comme le M23. ■


© DR

ILS BOUGENT...

DANIEL TOURÉ
Ancien DG de Banque Atlantique Cameroun, Daniel Touré prend les rênes de AFG Bank Côte d'Ivoire. Diplômé en gestion bancaire, son parcours est marqué par plusieurs postes de direction au sein du secteur financier africain. À la tête de cette filiale, il doit faire face aux défis de la concurrence accrue, notamment avec le retrait de Société Générale, et relever l'ambition de prendre le leadership bancaire en Côte d'Ivoire.■

MARIAMA CIRE SYLLA
La Guinéenne, vient d'être nommée représentante résidente conjointe du Groupe de la Banque mondiale pour la Namibie. Elle a officiellement pris fonction le 1er octobre 2024. Forte de plus de 18 ans d'expérience dans le commerce, la stratégie et la finance, elle a mené plusieurs programmes visant à soutenir le secteur privé en Afrique. Titulaire de trois maîtrises, elle devra relever le défi d'améliorer les initiatives de développement économique en Namibie, tout en favorisant l'inclusion sociale et la création d'emplois.■

SHIRO THEURI
L'application multi-catégories Glovo a annoncé, le 4 septembre 2024, la nomination de la Kényane Shiro Theuri au poste de Chief Technology Officer (CTO). Elle occupe désormais un poste clé où elle dirigera les équipes technologiques dans 23 pays. Après avoir occupé des postes de leadership dans des startups au Kenya et à Glovo en Espagne, elle se concentre sur l'optimisation de l'expérience utilisateur. Elle fait face au défi d'accélérer l'innovation technologique tout en renforçant la diversité dans le secteur, avec un objectif d'élargir la plateforme à l'échelle mondiale.■

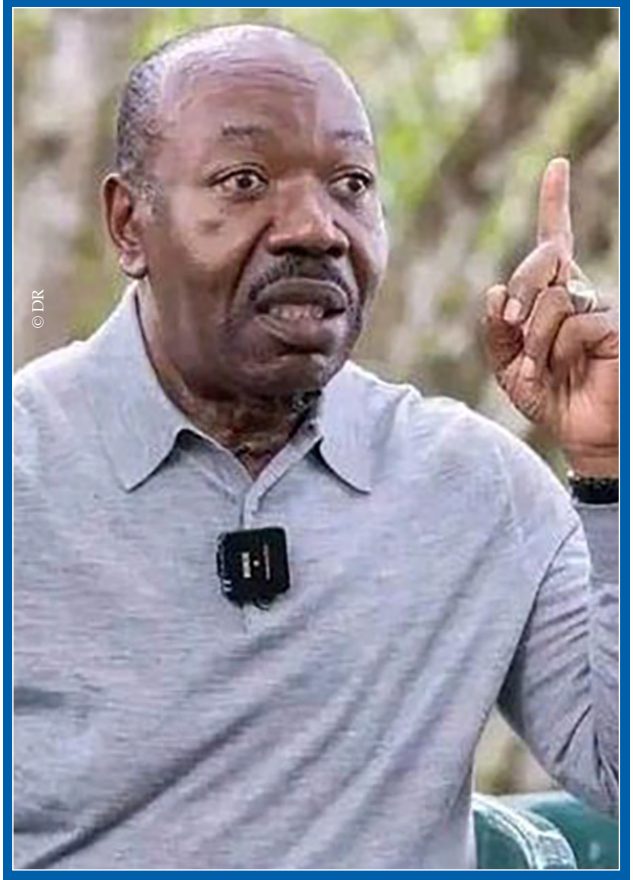
ANNABELLE BONGO
Nommée Directrice générale de SUNU Assurances IARD depuis septembre 2024, Annabelle Bongo est la deuxième femme à occuper ce poste. Diplômée en droit et en gestion des risques, elle possède une solide expérience dans le secteur des assurances. Elle devra maintenir la compétitivité de la filiale dans un marché en forte évolution tout en gérant des risques accrus liés à l'incendie et aux accidents dans la région.■

ÉRIC VALÉRY ZOA
Le mandat d'Éric Valéry Zoa à la tête de Banque Atlantique Cameroun a été renouvelé il y a quelques semaines pour trois ans. Diplômé en finance et gestion, il a une longue carrière dans le secteur bancaire camerounais. Les défis à venir incluent la consolidation de la position de la banque sur un marché en expansion et l'adaptation aux évolutions numériques du secteur. Son adjoint, Sayouba Ouedrago, continuera de l'épauler dans cette mission.■

ABDOURAHMANE DIALLO
Nommé récemment à la tête du Fonds de Solidarité Africain (FSA), Abdourahmane Diallo est un économiste et expert en développement régional. Diplômé de l'École nationale d'administration (ENA) de Paris, il a occupé plusieurs fonctions dans des institutions panafricaines. Ses défis incluent l'augmentation des financements pour le développement en Afrique et la gestion des risques liés aux investissements dans les pays membres du FSA.■

GABON

Ali Bongo se retire de la vie politique


© DR

Ali Bongo Ondimba, renversé en août 2023, a annoncé dans une lettre publique son retrait de la vie politique et son « renoncement à toute ambition nationale ». Il appelle également à la libération de son épouse Sylvia et de son fils Noureddin, accusés de haute trahison et de détournement de fonds publics. Depuis son AVC en 2018, Ali Bongo vit en résidence surveillée, loin des projecteurs.

MALI

11 personnalités politiques toujours en prison

Les 11 dirigeants politiques maliens arrêtés en juin 2023 pour « opposition à l'autorité légitime » resteront en détention, selon le procureur de Bamako. Ces personnalités, membres de la « Déclaration du 31 mars » demandant un retour à l'ordre constitutionnel, avaient été interpellées lors d'une réunion privée. Leur demande de libération sous contrôle judiciaire a été rejetée, mais la Cour d'appel doit encore examiner le dossier.■

LE CHIFFRE

6

milliards de dollars

Le projet de budget de 6 milliards USD pour 2025 au Bénin représente une augmentation significative de 11 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse traduit la volonté du gouvernement d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles pour stimuler la croissance économique et améliorer les conditions de vie. L'accent sera mis sur des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, indispensables pour désenclaver certaines régions, l'éducation pour soutenir la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, et la santé pour améliorer l'accès aux soins. Le défi majeur sera de concilier ces investissements ambitieux avec une gestion prudente de la dette publique, afin de préserver la stabilité macroéconomique et d'éviter une dépendance excessive vis-à-vis des emprunts extérieurs, tout en maintenant l'élan réformateur.■

SANS LANGUE DE BOIS

AKINWUMI Adesina

Président de la Banque Africaine de Développement (BAD)



« L'Afrique n'a pas besoin de ces importations alimentaires, elle a tellement de potentialités agricoles, de terres disponibles. Elle détient même 65 % des terres arables non exploitées du monde. C'est l'Afrique qui devrait nourrir le monde, pas l'inverse. »

« Il n'est pas acceptable que l'Afrique subisse de plein fouet l'impact du réchauffement climatique alors qu'elle contribue peu aux émissions de polluants. Il faut que chacun soit responsable et respecte l'accord signé. »

« Il faut véritablement renforcer la transparence dans la gestion de la dette. On ne peut pas gérer ce qu'on ne connaît pas. Il faut de la clairvoyance sur le réel niveau d'endettement des pays. C'est d'ailleurs pour contribuer à changer les choses que la BAD a créé une académie sur la gestion de la fiscalité de l'Etat.»

« Il faut absolument que le continent africain devienne plus indépendant, parce que les situations géopolitiques changent, mais notre avenir ne doit pas dépendre de la géopolitique mondiale. Il faut que le système multilatéral serve aussi les intérêts de l'Afrique. Mais par-dessus tout, nous devons prôner notre avenir à notre manière. »

« Pour certains, le secteur agricole est un secteur social, comme la santé, l'éducation, etc. Ils n'ont pas compris à quel point il était vital à l'économie, à la fiscalité, l'emploi. »

« L'ordre mondial créé après la deuxième guerre mondiale a conçu une certaine architecture financière au travers des institutions qui ont été créées à cette époque, dont notre continent était absent. Le moment est venu de revoir cette architecture financière mondiale en ce qui concerne l'Afrique, afin de prendre en compte nos besoins. »

« Le mégawatt de paroles a pour la plupart abouti à zéro financement pour l'Afrique. L'Afrique souffre et a besoin de ressources et ce n'est pas une question de parole, mais de financement. »

« On ne mange pas le PIB. Nous devons nous assurer que nos systèmes fonctionnent, que les gens ont des emplois ou qu'ils créent des emplois pour gagner leur vie. Nous devons promouvoir et permettre l'entreprenariat des jeunes. »

« Pour intégrer l'Afrique, nous devrions faire tomber tous les murs ! La libre circulation des personnes, et en particulier la mobilité de la main-d'œuvre, sont essentielles pour promouvoir les investissements.»

UNE FEMME, UN PARCOURS

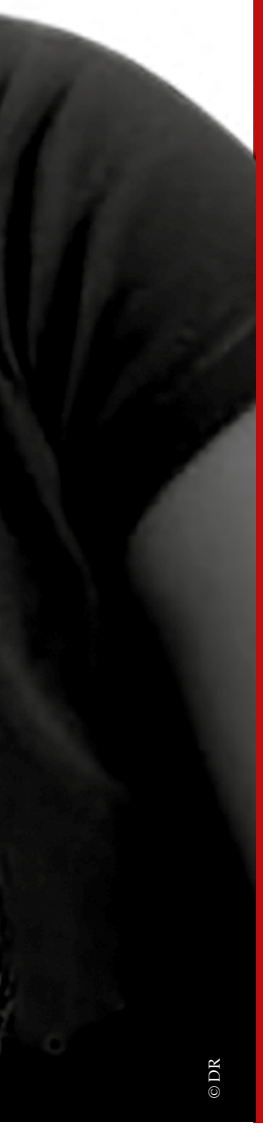


« L'AFRIQUE NE DOIT PLUS ATTENDRE L'AIDE EXTÉRIEURE. NOUS AVONS EN NOUS LA CAPACITÉ DE CHANGER LES CHOSES, ET C'EST À TRAVERS L'UNITÉ, LA SOLIDARITÉ ET L'INNOVATION QUE NOUS Y PARVIENDRONS »

Kitoko Gata Ngoulou

Une diplomate visionnaire

L'actuelle ambassadrice du Tchad aux États-Unis, incarne la nouvelle génération de leaders africains, audacieux, innovants et résolument tournés vers l'avenir du continent.



© DR

Par Simon Pierre ETOUNDI

À la croisée des enjeux mondiaux et des ambitions africaines, Kitoko Gata Ngoulou incarne une vision résolument tournée vers l'avenir de son continent. Elle s'impose comme une diplomate audacieuse, afrocentrée et déterminée à redéfinir la place de l'Afrique dans le concert des nations. Diplômée en sciences économiques et en commerce, Kitoko Gata Ngoulou a su se frayer un chemin dans les hautes sphères diplomatiques. Pourtant rien ne la prédestinait à ce parcours. Sa carrière démarre en tant que consultante, où elle met ses talents au service de gouvernements et d'organisations internationales dans plusieurs pays africains, notamment le Tchad, le Cameroun, Zanzibar et l'Afrique du Sud. Animée par une seule ambition — celle de mettre en lumière les richesses du continent africain — elle conçoit et met en œuvre des stratégies de développement, contribuant à attirer des investissements étrangers dans des secteurs clés, comme l'énergie.

Son expertise dans l'analyse des risques de marché et sa capacité à négocier des partenariats cruciaux entre les gouvernements et les entreprises privées ont fait d'elle une figure incontournable des projets d'envergure. « L'Afrique n'est pas un continent de besoins, mais de solutions », aime-t-elle rappeler. Sa conviction est claire : le potentiel africain doit être valorisé au plus haut niveau.

Un afrocentrisme assumé et militant

Kitoko Gata Ngoulou est bien plus qu'une diplomate. À travers son engagement pour l'unité africaine, elle a fondé l'association Black Majesty, qui promeut la collaboration entre les communautés africaines et la diaspora. Pour elle, le développement du continent passe par une autosuffisance économique et une redéfinition de l'identité africaine. « L'avenir de l'Afrique repose sur nos propres forces », clame-t-elle, persuadée que l'unité et la solidarité sont les clés d'un développement durable.

Cette démarche s'illustre par des projets concrets visant à renforcer les économies locales tout en valorisant les cultures africaines. En unissant les talents de la diaspora avec ceux du continent, Kitoko Gata Ngoulou entend positionner l'Afrique comme un pôle d'innovation et de créativité sur la scène mondiale.

Ambassadrice visionnaire aux États-Unis

Nommée ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Tchad aux États-Unis en 2023, Kitoko Gata Ngoulou n'a pas tardé à imprimer sa marque. Sa vision ? Renforcer les relations bilatérales entre le Tchad et les États-Unis, en misant sur les échanges commerciaux, culturels et technologiques. Sous sa houlette, des délégations de haut niveau ont vu le jour, visant à stimuler les investissements américains au Tchad.

« Le Tchad possède un potentiel énorme », explique-t-elle, en référence aux ressources naturelles et aux talents africains. Son objectif est de transformer cette richesse latente en résultats concrets. Pour ce faire, elle met en place des partenariats stratégiques entre entreprises américaines et africaines, tout en promouvant une Afrique active et engagée dans l'innovation.

Un avenir radieux pour l'Afrique

Pour Kitoko Gata Ngoulou, le chemin vers la prospérité africaine ne passe plus par l'aide extérieure, mais par l'action collective des Africains eux-mêmes. « Nous avons en nous la capacité de changer les choses », martèle-t-elle. Son engagement envers la diaspora africaine, qu'elle considère comme un levier essentiel pour le développement du continent, reflète sa vision inclusive et collaborative.

Kitoko Gata Ngoulou incarne une Afrique en mouvement, ambitieuse et résolument tournée vers l'avenir. À travers son travail diplomatique et ses actions entrepreneuriales, elle redessine les contours d'un continent qui se veut leader dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, la technologie et le commerce. Sa mission est claire : faire de l'Afrique une puissance incontournable sur la scène internationale, tout en célébrant son patrimoine et ses talents. ■

Côte d'Ivoire

Gbagbo contre Gbagbo

Alors qu'il reste encore frappé d'inéligibilité, l'ancien président ivoirien semble confronté à des tensions internes au sein de son propre camp, notamment ses anciens soutiens.

Par Claire MEZANG

Bien que gracié en 2022 par Alassane Ouattara, l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo reste sous le coup d'une condamnation par contumace de 20 ans de prison pour le braquage du siège de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 2011. Cette condamnation continue de le priver de ses droits civiques, l'empêchant pour le moment de briguer la magistrature suprême. Pourtant, en mai 2024, il a été investi candidat pour la présidentielle de 2025 par le Parti des Peuples Africains - Côte d'Ivoire (PPA-CI), son nouveau parti. Cette décision, bien que symbolique, est semée d'embûches.

Cependant, Gbagbo ne fait pas seulement face à des obstacles judiciaires. Le climat au sein de son propre camp est tendu. La rupture avec son ex-épouse, Simone Ehivet, devenue une adversaire politique, a franchi un nouveau cap récemment. Le camp Gbagbo a réagi vivement en exigeant que l'ex-première dame cesse d'utiliser le nom Gbagbo dans le cadre politique, un fait sans précédent dans l'histoire des couples politiques ivoiriens. À la tête du Mouvement des Générations Capables (MGC), Simone Gbagbo reste néanmoins une figure influente et conserve une partie de la base militante historique du FPI, ce qui complique encore les ambitions de Laurent Gbagbo de rassembler ses troupes.

Des alliances brisées et des défis internes

Les tensions ne s'arrêtent pas là. Une autre figure emblématique, Pascal Affi N'Guessan, ancien Premier ministre de Laurent Gbagbo et actuel chef du Front Populaire Ivoirien (FPI), continue d'entretenir une relation glaciale avec son ancien mentor. Bien que Affi N'Guessan ait officiellement rompu son alliance avec le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) d'Alassane Ouattara, il semble peu enclin à se rapprocher de son ancien camp. Malgré la rupture avec le parti au pouvoir, le dialogue avec le PPA-CI paraît impossible, laissant Laurent Gbagbo de plus en plus isolé.

Ces divisions internes affaiblissent la gauche ivoirienne, et Laurent Gbagbo, s'il parvient à retrouver son éligibilité, pourrait se retrouver sans de solides alliances pour affronter un Alassane Ouattara toujours aussi puissant. Les tentatives de rapprocher les factions dissidentes semblent vaines pour l'instant, et l'ex-président devra redoubler d'efforts pour éviter une implosion politique qui pourrait annihiler ses ambitions pour 2025.



Ouattara : un sphinx imbattable ?

Pendant ce temps, Alassane Ouattara poursuit son chemin avec une force politique indéniable. L'embellie économique du pays, la réussite de la Coupe d'Afrique des Nations 2024 et la domination du RHDP sur l'échiquier politique renforcent la position du président en exercice. Bien que Ouattara n'ait pas encore confirmé s'il serait candidat pour un quatrième mandat, beaucoup estiment qu'il reste le favori incontesté pour 2025. Sa victoire lors des municipales et régionales de septembre 2023, où le RHDP a remporté 123 des 201 communes et 25 des 31 régions, n'a fait que renforcer sa mainmise.


© DR

Face à cette machine électorale bien huilée, Laurent Gbagbo semble pris dans un piège politique et judiciaire. S'il ne parvient pas à rétablir son éligibilité, son avenir politique pourrait se solder par une sortie de scène précipitée, accentuée par les défections au sein de son camp et ses rapports difficiles avec ses anciens alliés.

L'horizon 2025 : une Côte d'Ivoire entre continuité et incertitude

La Côte d'Ivoire se prépare donc à une élection cruciale, avec en toile de fond un paysage politique en recomposition. Alassane Ouattara, fort de ses réalisations, demeure un acteur incontournable, tandis que Laurent Gbagbo lutte contre ses propres démons, internes comme externes. Si son destin politique est encore suspendu à une éventuelle réhabilitation, ses chances semblent compromises sans une refonte des alliances politiques au sein de la gauche ivoirienne.

> **FACE À CETTE MACHINE ÉLECTORALE BIEN HUILÉE, LAURENT GBAGBO SEMBLE PRIS DANS UN PIÈGE POLITIQUE ET JUDICIAIRE. S'IL NE PARVIENT PAS À RÉTABLIR SON ÉLIGIBILITÉ, SON AVENIR POLITIQUE POURRAIT SE SOLDER PAR UNE SORTIE DE SCÈNE PRÉCIPITÉE.**

Avec des acteurs tels que Tidjane Thiam, qui reste en retrait pour le moment, et un Pascal Affi N'Guessan peu disposé à retourner dans le giron de Gbagbo, l'opposition pourrait se disperser face à un Ouattara plus que jamais maître du jeu. L'élection de 2025 pourrait bien être un tournant décisif dans l'histoire politique du pays, marquant la fin d'une époque ou l'avènement de nouvelles dynamiques. ■



Sénégal

L'alternance piégée...

Après l'euphorie de la victoire le duo Diomaye-Sonko est confronté aux réalités de l'exercice du pouvoir alors que la dégradation des finances publiques rétrécit sa marge de manœuvre. C'est dans ce contexte que le président de la République a annoncé la dissolution du parlement et convoqué des élections législatives anticipées.

Par Suzanne CHEVALIER

Le « *Projet* » serait-il mal parti? L'opposition en est convaincue, mais le doute commence également à gagner certains partisans du nouveau régime. Dans un texte largement commenté sur les réseaux sociaux, Arona Oumar Kane, qui se réclame pourtant de Pastef, le parti au pouvoir, lance l'alerte. Selon lui, en dépit des bonnes intentions, de la vision et des discours volontaristes, *« l'examen des faits et des chiffres montre que le « Projet » est parti pour être un échec, si rien n'est fait pour modifier rapidement la trajectoire enclenchée »*. Pour étayer son propos, il cite une panoplie de chiffres et de décisions prises par le nouveau régime qui à son avis constituent *« les germes d'un probable échec »*. Les défenseurs du *« Projet »* demandent de la patience, estimant qu'on ne peut pas redresser le pays en seulement six mois. Il reste que la situation économique s'est nettement dégradée. A l'issue de sa dernière mission (du 5 au 12 septembre), le Fonds monétaire international (Fmi) constate une sérieuse dégradation des finances publiques sur fond de ralentissement de l'activité économique au cours du premier semestre 2024 et des *« perspectives difficiles »* pour le reste de l'année. En somme, la croissance devrait se situer à 6% contre une prévision initiale de 7,1%, tandis que le déficit budgétaire devrait dépasser 7,5% du Pib bien au-delà des 3,9% prévus dans le budget initial, sans compter une dette publique qui explose, dépassant les 80% du Pib contre une norme communautaire fixée à 70%.

Pour le pouvoir, cette situation est un héritage du régime déchu et de sa *«ges-*


© DR

tion calamiteuse ». « Nous avons hérité d'un pays en ruines », affirme le Premier ministre Ousmane Sonko alors que le président de la République Bassirou Diomaye Faye évoque des *«dérapages»* dans plusieurs domaines. La nouvelle opposition rejette ces accusations, estimant que cette situation est le résultat de *«l'incompétence »* et des *« tâtonnements »* du duo à la tête de l'Etat. L'audit en cours des finances publiques devrait aider à y voir plus clair et situer les responsabilités. Quoiqu'il en soit, cette détérioration des finances publiques réduit la marge de manœuvre des nouvelles autorités pour faire face aux urgences sociales et tenir ses promesses de campagne. A commencer par offrir des perspectives d'insertion à une jeunesse de plus en plus tentée par le mirage d'un hypothétique Eldorado européen à travers le phénomène de l'émigration irrégulière qui a connu une nette recrudescence ces derniers mois.

Clarification du jeu politique

C'est dans ce contexte économique et social difficile que le président de la République, Bassirou Diomaye Faye a annoncé la suppression de certaines institutions *« budgétivores et inutiles »* comme le Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT) et le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) au motif de rationaliser les dépenses publiques. La majorité parlementaire fidèle à Macky Sall ayant refusé d'entériner cette décision, le chef de l'Etat a annoncé le 12 septembre la dissolution du parlement et convoqué des élections législatives anticipées prévues le 17 novembre 2024. Si la décision en soi était attendue après l'alternance, certains accusent le président de la République d'avoir pris cette décision *«sous la dictée »* de son mentor et Premier ministre. *« Donc, si j'ai bien compris certains analystes, il fallait attendre le rejet de la Déclaration de politique générale, le rejet de la loi de finances, la révision constitutionnelle pour supprimer la dissolution et une motion de censure pour faire tomber le gouvernement pour que le président Diomaye dissolût l'Assemblée nationale de façon républicaine et convenable. En gros, attendre l'ingouvernabilité du pays avant d'agir »*, ironise Amadou Ba, député de Pastef dans la législature sortante. Lui, comme d'autres analystes, voit dans ces élections législatives anticipées une occasion pour clarifier le jeu politique. Le nouveau pouvoir espère se doter d'une majorité parlementaire afin de pouvoir mettre en œuvre son programme et honorer ses promesses de campagne. Ce qui devrait être le cas, sauf surprise, face à une opposition désorganisée. En effet, si l'on se fie à l'histoire politique du Sénégal, à chaque fois que les Sénégalais ont élu un nouveau président de la République, ils lui ont donné dans la foulée une majorité parlementaire pour gouverner. Les réformes voulues par le président Diomaye – la rationalisation des institutions – sont tributaires de l'issue de ces élections.

> **LES DÉFENSEURS DU « PROJET » DEMANDENT DE LA PATIENCE, ESTIMANT QU'ON NE PEUT PAS REDRESSER LE PAYS EN SEULEMENT SIX MOIS. IL RESTE QUE LA SITUATION ÉCONOMIQUE S'EST NETTEMENT DÉGRADÉE. À L'ISSUE DE SA DERNIÈRE MISSION (DU 5 AU 12 SEPTEMBRE), LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) CONSTATE UNE SÉRIEUSE DÉGRADATION DES FINANCES PUBLIQUES.**

Mais les choses ne seront pas faciles. Pour ces élections législatives anticipées, l'alliance Takku Wallu Sénégal, formée d'opposants au duo Ousmane Sonko-Bassirou Diomaye Faye, a désigné l'ancien président, Macky Sall comme tête de liste. La coalition Takku Wallu Sénégal regroupe notamment l'Alliance pour la République (APR), fondée par l'ancien chef de l'État, et le Parti démocratique sénégalais (PDS) de Karim Wade.

Reddition des comptes

L'autre enjeu fondamental concerne la reddition des comptes que réclame une bonne partie des soutiens du nouveau régime. Ainsi plus de 200 anciens responsables et proches de l'ancien président Macky Sall soupçonnés de malversations financières seraient interdits de sortir du territoire. Le Pool judiciaire financier lancé officiellement le 17 septembre 2024 est chargé d'examiner les délits de corruption, de blanchiment d'argent, de détournement de fonds publics et d'autres infractions économiques graves. Cette initiative n'est pas sans rappeler la fameuse traque des biens mal-acquis lancée par Macky Sall au début de son premier mandat dont le cas le plus emblématique a été Karim Wade. Cette traque-là avait surtout servi à neutraliser des adversaires politiques. C'est pourquoi certaines voies de la société civile appellent à la vigilance. *«Alors que le Pastef a fini de montrer son incompétence et ses tâtonnements, son pli autoritaire, que le reste de la classe politique ne vaut guère mieux, c'est le peuple qui doit se lever derrière une liste capable, compétente et crédible pour en faire son cheval de bataille et de survie »*, appelle de ses vœux le journaliste Adama Gaye, l'un des plus grands pourfendeurs du nouveau régime. L'enjeu, c'est d'avoir un parlement qui joue réellement son rôle de contre-pouvoir.■

Angola

João Lourenço, audace et engagement


© DR

À la tête de l'Angola depuis sept ans, João Lourenço continue de tracer un chemin ambitieux pour son pays et pour l'Afrique, en consolidant son influence sur le continent.

Par Suzanne CHEVALIER

João Lourenço n'a pas perdu de temps pour imposer sa marque après son arrivée au pouvoir en 2017. Succédant à José Eduardo dos Santos, il rompt rapidement avec les pratiques du passé. Là où son prédécesseur cultivait l'opacité et le centralisme, Lourenço opte pour la transparence et l'efficacité. Il s'attaque directement aux problèmes qui gangrènent l'Angola, notamment la corruption et la gestion centralisée de l'économie.

Lourenço se distingue par un style direct et pragmatique. Contrairement à certains chefs d'État, il s'adresse régulièrement à la population dans des discours qui rompent avec le langage bureaucratique traditionnel. Dès ses premiers mois à la tête du pays, il lance une vaste campagne anticorruption. Personne n'échappe à son regard réformateur, y compris les proches de l'ancien président, comme sa fille Isabel dos Santos. En s'attaquant à ces personnalités puissantes, Lourenço envoie un message fort : l'impunité appartient désormais au passé.

Mais sa volonté de réformer va au-delà de la moralisation de la vie politique. Lourenço met en œuvre une série de réformes économiques pour réduire la dépendance du pays au pétrole. Confronté à une récession aggravée par la chute des prix du brut, il privatise des entreprises publiques, réforme le sec-

teur pétrolier et libéralise le marché des changes. Il attire les investissements étrangers tout en diversifiant l'économie angolaise, avec des investissements massifs dans les infrastructures, les énergies renouvelables et l'agriculture.

Réformes économiques et ambition régionale

Ces réformes ont rapidement produit des résultats. L'économie angolaise connaît une reprise modeste, la dette extérieure se réduit, et Lourenço améliore les finances publiques. Sa politique rigoureuse permet à l'Angola de bénéficier d'une meilleure notation souveraine, renforçant la confiance des investisseurs internationaux.

Sur le plan régional, Lourenço ne néglige pas le rôle stratégique de l'Angola. Il ambitionne de transformer son pays en un hub économique régional, en misant sur sa position géographique et ses ressources naturelles. Il investit massivement dans les infrastructures portuaires et ferroviaires pour faire de l'Angola une porte d'entrée commerciale en Afrique centrale et australe. Partisan actif de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), il y voit une opportunité pour stimuler le commerce intra-africain et réduire la dépendance du continent aux marchés internationaux.

Lourenço, médiateur et leader africain

Sur la scène internationale, Lourenço s'impose comme un médiateur respecté. Depuis 2022, il joue un rôle clé dans les pourparlers entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, facilitant le dialogue pour apaiser les tensions dans l'est congolais. Il est toujours à la manœuvre aujourd'hui et représente le lien le plus solide pour des échanges entre Congolais et Rwandais. Il s'engage également dans la résolution d'autres crises, notamment en Guinée-Bissau et au Soudan du Sud, affirmant ainsi son rôle de diplomate influent pour la stabilité du continent. Ce positionnement le place au centre des stratégies de coopération avec des acteurs mondiaux de premier plan. Lourenço entretient des relations équilibrées avec la Chine, les États-Unis et la Russie, tout en restant concentré sur les intérêts de son pays. En multipliant les partenariats économiques et diplomatiques, il projette l'image d'un Angola résolument tourné vers l'avenir.

Des défis en stocks

Malgré les succès, João Lourenço fait face à de nombreux défis. L'économie angolaise, bien que diversifiée, reste fragile et vulnérable aux fluctuations du marché pétrolier. Sur le plan social, la population angolaise attend des résultats concrets, notamment en matière de réduction du chômage des jeunes, un problème critique dans un pays où plus de la moitié de la population a moins de 25 ans.

> **“ SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE, LOURENÇO S'IMPOSE COMME UN MÉDIATEUR RESPECTÉ. DEPUIS 2022, IL JOUE UN RÔLE CLÉ DANS LES POURPARLERS ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) ET LE RWANDA, FACILITANT LE DIALOGUE POUR APAISER LES TENSIONS DANS L'EST CONGOLAIS.**

Politiquement, Lourenço doit également consolider sa base de soutien. Bien que son combat contre la corruption lui ait attiré la sympathie de la société civile, il fait face à une opposition croissante, notamment menée par l'UNITA et son leader charismatique, Adalberto Costa Júnior. Lourenço sait que sa réélection en 2022 n'est pas un blanc-seing : les Angolais exigent des résultats tangibles. De plus, certains critiques lui reprochent de restreindre les libertés publiques, malgré ses promesses de réformes démocratiques.

Quelles perspectives pour l'avenir ?

Malgré les obstacles, João Lourenço reste déterminé à moderniser l'Angola et à renforcer son influence en Afrique. À 69 ans, il entame la deuxième moitié de son mandat avec une vision claire : laisser à l'Angola une économie moins dépendante des hydrocarbures et une nation plus apaisée, politiquement et socialement.

Pour y parvenir, il continue de miser sur la diversification économique et l'intégration régionale. Lourenço soutient avec conviction les projets d'intégration africaine, qu'il considère essentiels à la prospérité du continent. Il plaide pour un renforcement des institutions africaines et une plus grande solidarité entre les États dans un monde de plus en plus incertain.

João Lourenço incarne un leadership moderne, pragmatique et orienté vers l'action. En peu de temps, il a su redynamiser l'Angola, imposer des réformes économiques majeures et redorer l'image de son pays sur la scène internationale. Malgré les défis, il se distingue comme l'un des leaders africains les plus influents de sa génération, avec une approche marquée par l'audace et l'engagement. Sa capacité à moderniser l'Angola, tout en consolidant son rôle de médiateur en Afrique, en fait aujourd'hui l'un des leaders les plus influents du continent..■



© DR

Nations unies

L'Afrique doit se faire entendre

Le continent revendique une plus grande représentation au sein de l'organisation planétaire, notamment dans le Conseil de sécurité afin de peser dans la prise de décisions sur la marche du monde.

Par Claire MEZANG

Le monde change, mais l'Afrique reste encore largement marginalisée dans la prise de décisions internationales, notamment au sein des Nations Unies. Alors que le continent abrite plus d'un quart des États membres de l'ONU et joue un rôle crucial dans les opérations de maintien de la paix, sa voix peine à se faire entendre dans les instances les plus influentes, en particulier au Conseil de sécurité. C'est un constat amer, que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, n'a pas manqué de souligner lors d'un débat du Conseil de sécurité, le 23 mai 2024. « L'Afrique mérite de faire entendre sa voix dans l'architecture de paix et de sécurité », a-t-il déclaré, déplorant le fait que trop d'Africains soient encore pris dans l'engrenage des conflits et du terrorisme, sans avoir de réel pouvoir de décision au niveau mondial.

Une injustice historique à réparer

Ce plaidoyer de Guterres résonne comme l'écho d'une frustration qui date de la fondation même des Nations Unies en 1945. À cette époque, seules quelques puissances – la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS – se sont arrogé le pouvoir de décider pour le reste du monde, reléguant l'Afrique à une simple spectatrice. Certes, la domination coloniale justifiait en partie cette exclusion à l'époque, mais plus de soixante ans après les indépendances, cette situation est devenue intenable. Le continent africain, qui représente désormais 55 des 193 États membres de l'ONU, se voit toujours privé d'un siège permanent au Conseil de sécurité, un organe stratégique qui définit la marche du monde.

Il est paradoxal de constater que, bien que l'Afrique soit le théâtre de la majorité des opérations de maintien de la paix, et qu'elle soit le principal pourvoyeur de contingents, elle n'a que peu d'influence sur les décisions qui concernent directement son avenir. Cette iniquité flagrante a été dénoncée à plusieurs reprises, notamment par Dennis Francis, pré-


© DR

sident de la 78e Assemblée générale de l'ONU, qui a souligné que cela va à l'encontre des principes d'équité, d'inclusion et d'égalité souveraine des États.

Une redistribution des cartes devenue incontournable

La question n'est plus de savoir si l'Afrique doit être mieux représentée au sein du Conseil de sécurité, mais comment cette réforme peut s'opérer. Depuis 1945, le monde a évolué et de nouveaux équilibres géopolitiques se sont dessinés. La réforme de cette institution s'impose donc comme une nécessité, surtout à une époque où la gouvernance mondiale doit refléter la réalité des puissances émergentes. Le président sierra-léonais Julius Maada Bio, à la tête du Comité des 10 chefs d'État africains chargés de la réforme du Conseil de sécurité, a proposé une solution concrète : accorder à l'Afrique deux sièges permanents et deux sièges non permanents supplémentaires. Cette configuration permettrait au continent d'être davantage impliqué dans les processus décisionnels globaux, en particulier dans la gestion des conflits et les opérations de maintien de la paix.

Au-delà de la représentativité, cette réforme permettrait à l'Afrique de jouer un rôle plus actif et efficace dans la résolution des crises qui secouent le continent, tout en offrant une marge de manœuvre accrue pour défendre ses intérêts stratégiques. Comme l'a fait remarquer Antonio Guterres, il est impératif de « remédier à l'injustice historique et de renforcer la représentation effective de l'Afrique » au sein de cet organe décisionnel.

Le droit de veto : un privilège à partager ?

Cependant, obtenir des sièges permanents ne suffirait pas si le droit de veto – un privilège réservé aux cinq membres permanents – continue d'échapper à l'Afrique. En effet, ce droit, qui permet à n'importe lequel des cinq membres d'annuler une résolution, est l'un des leviers les plus puissants du Conseil de sécurité.

> **« OBTENIR DES SIÈGES PERMANENTS NE SUFFIRAIT PAS SI LE DROIT DE VETO – UN PRIVILÈGE RÉSERVÉ AUX CINQ MEMBRES PERMANENTS – CONTINUE D'ÉCHAPPER À L'AFRIQUE. EN EFFET, CE DROIT, QUI PERMET À N'IMPORTE LEQUEL DES CINQ MEMBRES D'ANNULER UNE RÉSOLUTION, EST L'UN DES LEVIERS LES PLUS PUISSANTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ.**

L'Algérie a ainsi mis en garde : « Une représentation sans efficacité ne suffira pas, et une efficacité sans représentation ne sera pas utile ». Le débat autour de l'élargissement du droit de veto à tous les membres permanents est donc crucial pour garantir une véritable influence de l'Afrique dans les décisions qui touchent non seulement le continent, mais l'ensemble de la planète.

Réformer les institutions économiques mondiales

La marginalisation de l'Afrique ne se limite pas aux questions de sécurité. Elle s'étend également aux sphères économiques, où les institutions de Bretton Woods – la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) – continuent de fonctionner selon des règles qui désavantagent le continent. La dette africaine, par exemple, est souvent contractée à des taux insoutenables, et les pays se retrouvent piégés dans une spirale d'endettement. Une réforme de ces institutions s'impose pour permettre à l'Afrique de négocier des conditions plus favorables et d'investir dans son développement sans être asphyxiée par le service de la dette.

L'Afrique, un acteur clé de la gouvernance mondiale

La question de la représentation de l'Afrique dépasse le simple cadre d'un rééquilibrage historique. Elle concerne l'avenir même de la gouvernance mondiale dans un contexte où le continent est appelé à jouer un rôle de plus en plus central. Avec sa croissance démographique fulgurante, ses ressources naturelles stratégiques et sa position géopolitique clé, l'Afrique ne peut plus être ignorée.

Les prochaines années seront déterminantes pour voir si les grandes puissances acceptent enfin d'inclure pleinement l'Afrique dans les cercles de décision, ou si elles persistent à maintenir le statu quo. Dans tous les cas, les dirigeants africains devront rester unis dans leur plaidoyer pour une réforme en profondeur, tant au niveau du Conseil de sécurité que des institutions économiques mondiales. Une chose est certaine : l'Afrique est prête à prendre sa place dans la gestion des affaires du monde. Il revient maintenant à la communauté internationale de l'y accueillir.■



Par *Serge Mathias TOMONDJI*

Sérénades politiques et danses des urnes

Nous sommes déjà dans la dernière ligne droite de cette année 2024, marquée par de nombreux rendez-vous électoraux majeurs. Plusieurs scrutins présidentiels sont encore attendus au cours des trois prochains mois. Parmi les 19 processus initialement prévus, trois ont finalement été annulés : au Mali, au Burkina Faso et en Guinée.

Les urnes ont déjà parlé dans plusieurs pays du continent, conformément au calendrier électoral. Les Comores le 14 janvier, le Sénégal le 24 mars (avec un léger décalage), le Tchad le 6 mai, l'Afrique du Sud le 29 mai, la Mauritanie le 29 juin, le Rwanda le 15 juillet et l'Algérie le 7 septembre ont tous respecté cette exigence démocratique, malgré un contexte sociopolitique et sécuritaire souvent tendu.

Mais c'est au cours de ce dernier trimestre que se concentrent la majorité des scrutins présidentiels de cette année. Des élections auront lieu en Tunisie, au Mozambique, au Botswana, au Somaliland et en Namibie. Les électeurs de Maurice, du Ghana, du Soudan du Sud et de la Guinée-Bissau seront également appelés aux urnes. Ces élections seront à surveiller de près, car elles oscillent entre la reconduction des mandats en place et l'alternance au sommet de l'État.

Le Ghana, en particulier, se prépare à un scrutin très attendu, où l'actuel président, Nana Akufo-Addo, termine son second mandat et ne peut pas se représenter, conformément à la Constitution. Le camp du pouvoir, mené par le vice-président Mahamudu Bawumia du Nouveau Parti Patriotique (NPP), cherche à conserver le pouvoir, tandis que l'opposition, avec John Dramani Mahama, ancien président et chef du Congrès National Démocratique (NDC), espère un retour aux affaires. Ces deux favoris font partie des treize candidats validés pour la présidentielle du 7 décembre prochain. Ce qui rend ce scrutin encore plus fascinant, c'est qu'il marque une première dans l'histoire politique du pays : les deux principaux candidats sont originaires du nord du Ghana.

En Guinée-Bissau, l'élection présidentielle de cette fin d'année suscite des inquiétudes. Ce pays, qui sort difficilement d'une longue période de troubles, espère conclure sa toute première alternance politique relativement pacifique. Après l'élection en 2020 de Umaro Sissoco Embaló, la Guinée-Bissau a semblé s'éloigner de son passé de coups d'État récurrents, même si des tentatives de putsch ont eu lieu pendant son mandat. Son prédécesseur, José Mário Vaz, a été le premier président à ne pas être renversé par un coup d'État, bien que son mandat ait été marqué par une crise institutionnelle profonde, l'amenant à travailler avec pas moins de sept Premiers ministres.

> **« EN GUINÉE-BISSAU, L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE CETTE FIN D'ANNÉE SUSCITE DES INQUIÉTUDES. CE PAYS, QUI SORT DIFFICILEMENT D'UNE LONGUE PÉRIODE DE TROUBLES, ESPÈRE CONCLURE SA TOUTE PREMIÈRE ALTERNANCE POLITIQUE RELATIVEMENT PACIFIQUE. APRÈS L'ÉLECTION EN 2020 DE UMARO SISSOCO EMBALÓ, LA GUINÉE-BISSAU A SEMBLÉ S'ÉLOIGNER DE SON PASSÉ DE COUPS D'ÉTAT RÉCURRENTS…**

L'annonce, le 11 septembre dernier, par Umaro Sissoco Embaló, de ne pas briguer un second mandat a soulagé une partie de la population. Toutefois, dès le lendemain, il émettait une réserve, estimant qu'aucun de ses adversaires politiques ne devrait lui succéder, créant ainsi une atmosphère d'incertitude et de tension.

Ainsi, alors que l'année 2024 s'achève, l'Afrique politique et électorale est en pleine effervescence. C'est dans ce contexte contrasté, marqué par d'innombrables défis, que se tiendra, du 17 au 19 octobre à Bruxelles, la dixième édition du Rebranding Africa Forum.

Grâce à son panel de qualité, à ses solutions innovantes et à sa démarche prospective, le Rebranding Africa Forum s'impose comme un rendez-vous incontournable pour redessiner l'avenir du continent. Face aux multiples défis sociopolitiques et sécuritaires, nous avons tous le devoir de nous investir dans la construction de cette Afrique, riche de ses contrastes mais porteuse d'espoir.■

REBRANDING AFRICA FORUM
Make Africa Great

Ensemble, Construisons l'Afrique
Building Africa Together

17-19 OCT 2024
BRUXELLES I BRUSSELS

SPEAKERS AND MODERATORS



SE Judith Suminwa Tuluka
Premier Ministre
R.D.CONGO



Serge Ekue
Président
BOAD



André Flahaut
Ministre d'Etat
BELGIQUE



Sa Majesté Mouhammad-Nabil Mforifoum Mbombo Njoya
Sultan Roi des Bamoun



Dr Diene Keita
Sous Secrétaire Générale **UN**
Dir. Exécutive Adjointe **UNFPA**



Dr. Sidi Ould Tah
Président
BADEA



Thierry Hot
Président **REBRANDING AFRICA FORUM / PIVOTAL AFRICA NETWORK**



Patrick Muyaya
Ministre Com. / Porte-parole du Gouvernement **R.D.CONGO**



Wamkele Mene
Secrétaire Général
ZLECAf



Abdoul Salam Bello
Executive Director Groupe II
BANQUE MONDIALE



Damtien Tchintchibidja
Vice-Présidente
COMMISSION CEDEAO



Jacques Bonjawo
Président
ASSOCIATION AFRICAINE POUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ETHIQUE



Julien Paluku
Ministre du Commerce Extérieur
R.D.CONGO



Dr Edoh Kossi Amenounvé
CEO
BRVM



Emilienne E. Biboum
Directrice Ressources Humaines
MTN CAMEROUN



Georges Rebelo Chikoti
Secrétaire Général
OEACP



Ama Okyere
Conseillère spéciale du Président
AFREXIMBANK



George Donkor
Président
BIDC



Luis Filipe Lopes Tavares
Ancien Min. des Aff. Etrangères
RÉPUBLIQUE DU CAP-VERT



Ngueto Tiraina Y.
CEO
FAGACE



Massandjé Touré-Litsé
Commissaire aux affaires écon. et Agriculture **CEDEAO**



Salif Traoré
Président
FONDATION MAGIC SYSTEM



Louisette Thobi
Secrétaire Générale
CONFEJES



Mario Giro
Ancien ministre et médiateur
COMMUNAUTÉ SANT'EGIDIO



Ngabo Seli Mbogo
Commissaire / Dép. Marché Commun **COMMISSION CEMAC**



Hugues Fabrice Zango
Champion du monde en salle - Triple Saut



Anne-Rachel Inné
Founder
D4D@AUE



Julius Rone
PDG
UTM OFFSHORE LTD



Dative Uwimana
Fondatrice
IKAZE VENTURES



Alioune Tine
Fondateur
AFRIKAJOM CENTER



Jean Van Wetter
Directeur Général
ENABEL



Albert Zeufack
Directeur Régional
BANQUE MONDIALE



Moise Convolbo
Senior Data Manager
LVMH



Stéphane Ouedraogo
Managing Partner
STALLION CAP AFRICA



Bridget Uzezi Ugwe
Modératrice



Jacques Jonathan Nyemb
Président
THE OKWELIANS



Christopher Fomunyoh
Conseiller Spécial du Président
NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE



Myriam Ferran
DGA **PARTENARIATS INTERNATIONAUX COMMISSION EUROPÉENNE**



Seidik Abba
Président
CIRES



Anne-Marie Dias Borges
Modératrice

Hamet Aguemon
Fondateur et PDG
FINCO

Didier Acouetey
Modérateur

Léocadie Ebakissé
Modératrice

Hamadou Tidiane Sy
Modérateur

REBRANDING AFRICA FORUM

10 ans d'engagement...

Cet événement phare, devenu incontournable au fil des années, continue de fédérer des acteurs clés autour des enjeux du développement africain. Retour sur un parcours remarquable qui, dix ans après la création du RAF, démontre la pertinence et la résilience d'un projet ambitieux pour l'avenir du continent.

Dossier réalisé par Simon Pierre ETOUNDI, Vanessa ITGNIA, René MATEA et Georges Auréole BAMBA


© AFP
© RAF

La 10e édition du Rebranding Africa Forum (RAF), du 17 au 19 octobre 2024 à Bruxelles, marque un jalon symbolique pour cet événement incontournable dédié au développement de l'Afrique. Depuis sa création, le RAF s'est imposé comme une plateforme privilégiée pour les échanges entre décideurs politiques, économiques et acteurs de la société civile, tous animés par une volonté commune de transformer l'Afrique.

Dix ans de débats, de réflexions, et surtout d'actions concrètes pour faire progresser le continent témoignent de la solidité du concept. Cet anniversaire ne symbolise pas seulement la longévité d'une initiative, mais la réussite d'un forum qui continue d'attirer des leaders d'opinion, des investisseurs, et des partenaires internationaux. C'est également l'occasion de réfléchir sur le chemin parcouru. En une décennie, le RAF a su adapter ses thèmes et ses discussions aux défis émergents de l'Afrique, allant de la transformation numérique aux enjeux climatiques, en passant par les questions de gouvernance et de financement des infrastructures. Ce processus d'évolution montre bien que l'événement n'a cessé de se réinventer pour rester en phase avec les réalités africaines et internationales.

L'année 2024 n'est pas un simple anniversaire de plus : c'est la démonstration d'une vision durable et d'un engagement sans faille des organisateurs. Le RAF continue d'innover et de fédérer autour de lui des voix influentes. La présence annoncée de Félix-Antoine Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo, en tant qu'invité d'honneur cette année, est à la fois symbolique et stratégique. Elle illustre l'importance géopolitique du forum et renforce l'idée que la construction du continent est une affaire de tous, acteurs étatiques et acteurs privées.

Ce 10e anniversaire est aussi une preuve de résilience. Maintenir un événement de cette envergure dans un contexte global souvent marqué par des crises économiques et politiques est un exploit. Les fondateurs et initiateurs du RAF ont su non seulement capter l'attention, mais également conserver l'intérêt, année après année, d'un public exigeant et diversifié. Cela démontre que les idées portées lors de ces forums résonnent au-delà des simples discussions théoriques et trouvent écho dans des initiatives concrètes sur le terrain.

Pour cette décennie à venir, les défis à relever sont nombreux, mais le RAF, avec sa maturité croissante, se positionne comme une force incontournable dans l'architecture institutionnelle africaine. La symbolique de cette 10e édition ne doit pas simplement célébrer les réussites passées,



mais aussi fixer un cap pour les dix prochaines années, en solidifiant sa place comme un acteur central dans la transformation de l'Afrique. Le RAF de 2024 est donc plus qu'un forum. Il incarne une vision, un engagement pour un avenir prospère et inclusif.

Dans cette optique, il est clair que la longévité de l'événement n'est pas le fruit du hasard. Loin des effets d'annonce et des concepts éphémères, le Rebranding Africa Forum s'est ancré dans une démarche de construction et de transformation. C'est cette capacité à perdurer tout en restant pertinent qui fait de ce forum un rendez-vous incontournable pour tous ceux qui croient en une Afrique forte et prospère.■

« POUR CETTE DÉCENNIE À VENIR, LES DÉFIS À RELEVER SONT NOMBREUX, MAIS LE RAF, AVEC SA MATURITÉ CROISSANTE, SE POSITIONNE COMME UNE FORCE INCONTOURNABLE DANS L'ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE AFRICAINE. LA SYMBOLIQUE DE CETTE 10E ÉDITION NE DOIT PAS SIMPLEMENT CÉLÉBRER LES RÉUSSITES PASSÉES, MAIS AUSSI FIXER UN CAP POUR LES DIX PROCHAINES ANNÉES.



Le miroir des ambitions africaines...

En une décennie, le Rebranding Africa Forum a su se transformer en une tribune unique pour les leaders africains et internationaux. À travers ses thèmes, ses échanges et les engagements pris, il a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'avenir du continent.

Dix ans, c'est l'âge de la maturité pour le Rebranding Africa Forum (RAF), une initiative qui, année après année, a su catalyser des réflexions profondes sur le développement du continent africain. Cet événement, qui a vu le jour en 2014, s'est rapidement imposé comme une plate-forme d'échanges pour les dirigeants politiques, économiques, et la société civile, tous désireux de dessiner les contours d'une Afrique résiliente et prospère. Mais au-delà des idées, cette 10e édition symbolise une vérité ancestrale que nous enseigne la sagesse africaine : "Si tu veux aller vite, marche seul. Si tu


© RAF

veux aller loin, marchons ensemble."
Le RAF a été, et reste, cet espace où les esprits brillants se rencontrent pour réinventer l'Afrique. Depuis ses débuts, les thèmes abordés ont toujours reflété les grands défis du continent, tout en mettant en avant les opportunités à saisir. Comme le rappelait Albert Zeufack, économiste en chef pour l'Afrique à la Banque mondiale, lors de l'édition 2022 : « Ce forum est une invitation permanente à la prise de responsabilité collective, car l'avenir de l'Afrique doit être écrit par les Africains eux-mêmes ». Cette déclaration résonne encore aujourd'hui, alors que le RAF s'apprête à célébrer cette décennie de réflexion.

En effet, au fil des années, plusieurs thèmes ont marqué les esprits, mais toujours avec un fil conducteur : l'impératif pour les Africains de prendre leur destin en main. Des discussions autour de l'économie verte aux débats sur l'industrialisation, chaque édition a cherché à concilier modernité et authenticité. C'est cette dualité qui permet de comprendre la profondeur des réflexions du RAF. Comme le disait l'ancien président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré lors de l'édition de 2018, « L'Afrique a tout pour réussir, mais il est temps que nous soyons les acteurs principaux de cette réussite ».

> **LE RAF A LABOURÉ LES ESPRITS PENDANT UNE DÉCENNIE ; LE MOMENT EST VENU DE SEMER, POUR QUE L'AFRIQUE RÉCOLTE LES FRUITS DE SES RÉFLEXIONS. C'EST DANS CET ESPRIT QUE LE FORUM POURSUIVRA SON CHEMIN, EN SE RÉINVENTANT, MAIS TOUJOURS AVEC LA MÊME AMBITION : CONSTRUIRE UNE AFRIQUE FORTE, UNIE ET MAÎTRESSE DE SON AVENIR.**

Si les éditions passées ont souvent été des espaces de diagnostic et de débats passionnés, cette 10e édition se veut résolument tournée vers l'action. Et il est grand temps de donner un coup d'accélérateur. Comme le rappelle un adage africain : « La rivière ne se remplit pas d'un seul coup, mais goutte à goutte ». Les idées posées au RAF depuis dix ans forment ces gouttes qui, ensemble, peuvent créer un torrent de changement. Désormais, l'enjeu est de transformer ces discussions en projets concrets, qui répondent aux aspirations des populations africaines.
Les thématiques qui ont traversé le RAF – l'émergence, l'inclusion financière, la révolution numérique ou encore l'économie verte – montrent bien l'évolution des priorités pour le continent. Mais il ne s'agit plus seulement de constater ces défis. Comme le disait le Président Félix Tshisekedi : « le moment est venu pour l'Afrique de se réapproprier son destin, et cela passe par des actions fortes, ici et maintenant ». Ce discours résonne comme un appel à l'autodétermination, une valeur profondément enracinée dans la tradition africaine.
À l'occasion de cette 10e édition, il est donc temps de dresser un bilan lucide mais optimiste des neuf années précédentes. Le RAF a permis de rassembler des leaders aux horizons divers, comme Didier Acouetey, président du cabinet AfricSearch, qui a souvent rappelé que « l'Afrique ne peut plus se contenter d'attendre des solutions venues d'ailleurs ». Ces paroles, entendues lors de l'édition de 2019, trouvent un écho particulier aujourd'hui. Car si les diagnostics ont été posés, il est maintenant question de prendre la route de l'action, dans un esprit collectif et inclusif.
Ainsi, en atteignant le cap symbolique des dix éditions, le Rebranding Africa Forum se trouve à un tournant décisif. Le proverbe africain nous enseigne : « Celui qui apprend mais n'agit pas est comme celui qui laboure mais ne sème pas ». Le RAF a labouré les esprits pendant une décennie ; le moment est venu de semer, pour que l'Afrique récolte les fruits de ses réflexions. C'est dans cet esprit que le forum poursuivra son chemin, en se réinventant, mais toujours avec la même ambition : construire une Afrique forte, unie et maîtresse de son avenir.
La symbolique de cette 10e édition ne réside donc pas seulement dans la célébration d'une longévité, mais dans la volonté de faire de chaque mot prononcé une action concrète, de chaque idée un projet qui transforme la réalité du continent. Ensemble, construisons l'Afrique, non plus en paroles, mais en actes.■

Des thèmes qui parlent...

2014 : « L'émergence de l'Afrique, à quel prix ? »
2015 : « Investir en Afrique, Entreprendre pour l'Afrique »
2016 : « Relever le défi de l'industrialisation de l'Afrique. Comment y parvenir, avec quels moyens, quels partenaires, quel agenda, etc. ?
2017 : « Enjeux et défis des systèmes financiers africains face au dividende démographique »
2018 : « Défis et opportunités de l'économie verte en Afrique »
2019 : "Enjeux socio-économiques de l'exploitation minière en Afrique"
2021 : «Les opportunités de la révolution numérique pour le continent africain»
2022 : « Quelles stratégies d'attractivité pour les États africains ? »
2023 : « Les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité et modernité : Les chemins de l'inclusion financière. »
2024 : «Ensemble, construisons l'Afrique »

Speakers et modérateurs du RAF 2024

Judith Suminwa Tuluka



Première femme à occuper le poste de Première ministre en République Démocratique du Congo, Judith Suminwa Tuluka est une figure de proue de la gouvernance. Diplômée en économie appliquée, elle a forgé son expérience au sein des institutions internationales et congolaises. Sa nomination comme cheffe du gouvernement congolais marque une nouvelle ère de réformes et de stabilité pour la RDC, avec un accent sur le développement durable et la transparence institutionnelle.

Dr Edoh Kossi Amenounve



À la tête de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), Dr. Edoh Kossi Amenounve est un acteur clé de la finance africaine. Titulaire d'un doctorat en finance de l'Université Laval, il a transformé la BRVM en une plateforme incontournable pour les marchés financiers d'Afrique de l'Ouest. Fervent défenseur de la digitalisation des transactions, il œuvre pour rendre les investissements accessibles à un plus grand nombre, contribuant ainsi à la modernisation des marchés financiers africains.

Ngueto Tiraina Yambaye



Directeur Général du FAGACE, Ngueto Tiraina Yambaye est un économiste aguerri avec un doctorat en économie. Après une carrière marquée par son passage à la BEAC, il se consacre désormais à faciliter l'accès des PME africaines aux capitaux. Sous son impulsion, le FAGACE est devenu un acteur majeur du développement économique dans la sous-région, soutenant des projets qui renforcent la compétitivité des entreprises locales et favorisent la croissance.

André Flahaut



Vétéran de la scène politique belge, André Flahaut a occupé des postes stratégiques, dont celui de ministre de la Défense. Ardent défenseur des relations Nord-Sud, il milite pour un partenariat équitable entre la Belgique et l'Afrique. À travers son engagement pour des programmes de coopération dans l'éducation et le développement durable, Flahaut joue un rôle crucial dans le renforcement des liens entre l'Europe et l'Afrique

Jean Van Wetter



Jean Van Wetter, Directeur Général d'ENABEL, dirige avec passion l'Agence Belge de Développement. Expert en coopération internationale, il œuvre à améliorer l'accès à l'éducation, la santé et à lutter contre le changement climatique, avec un accent particulier sur l'Afrique subsaharienne. Grâce à sa riche expérience dans les ONG, Van Wetter apporte une approche innovante et durable aux défis du développement.

Serge Ekué



Serge Ekué, Président de la BOAD, incarne la modernité des institutions financières ouest-africaines. Fort de son expérience chez Natixis et de son Executive MBA à HEC Paris, il dirige la Banque Ouest Africaine de Développement avec une vision tournée vers l'avenir. Sous sa houlette, la BOAD a initié plusieurs projets structurants dans les infrastructures et les énergies renouvelables, contribuant ainsi à l'essor économique de la région.

Dr Sidi Ould Tah



Dr Sidi Ould Tah, Président de la BADEA, a marqué son passage par une augmentation notable des investissements arabes en Afrique. Ancien ministre mauritanien des Affaires économiques, il détient un doctorat en économie et a transformé la BADEA en un acteur clé du financement du développement. Sa vision : un partenariat renforcé entre l'Afrique et le monde arabe, axé sur l'agriculture, les infrastructures et le développement durable.

Anne-Marie Dias Borges



Journaliste aguerrie et modératrice de renom, Anne-Marie Dias Borges a su se forger une place de choix dans les médias internationaux. Actuellement à la BBC Business TV, elle anime des débats pointus sur les enjeux politiques et économiques africains. Son style incisif et sa capacité à poser les bonnes questions en font une voix respectée sur la scène médiatique africaine.

Wamkele Mene



Wamkele Mene, Secrétaire Général de la ZLECAF, est un pilier du commerce intra-africain. Formé au droit et en régulation financière à Londres, il a joué un rôle clé dans la création de la Zone de libre-échange continentale africaine. Mene se consacre à l'intégration économique du continent, visant à faire de l'Afrique un marché unique et compétitif sur la scène internationale.

Dr Diene Keita



Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies et Directrice Exécutive Adjointe de l'UNFPA, Dr Diene Keita est une figure influente de la santé reproductive et des droits des femmes en Afrique. Avec plus de 30 ans d'expérience, elle défend activement l'autonomisation des femmes et des jeunes. Son engagement au sein de l'UNFPA est marqué par la mise en place de programmes ambitieux en faveur de l'égalité des sexes et du bien-être des populations.

Damtien Tchintchibidja



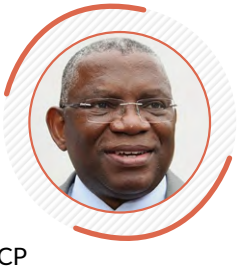
Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO, Damtien Tchintchibidja est une fervente promotrice de l'intégration régionale et de la paix en Afrique de l'Ouest. Diplômée de l'Université George Mason, elle a occupé divers postes dans le gouvernement togolais avant de rejoindre la CEDEAO. Son parcours est un modèle de diplomatie au service du développement et de la stabilité régionale.

Julien Paluku



Julien Paluku, Ministre du Commerce extérieur de la République Démocratique du Congo, est un homme politique aguerri. Ancien gouverneur du Nord-Kivu, il a su relever les défis sécuritaires de sa région avant de devenir un acteur majeur des échanges internationaux de la RDC. Paluku est déterminé à renforcer la diversification économique de son pays, en mettant l'accent sur l'industrialisation et la compétitivité à l'échelle mondiale.

Georges Rebelo Chikoti



Secrétaire Général de l'Organisation des États ACP, Georges Rebelo Chikoti a une riche expérience diplomatique acquise notamment comme ministre des Affaires étrangères de l'Angola. Il est aujourd'hui à la tête des relations entre les pays ACP et leurs partenaires internationaux, cherchant à renforcer la coopération multilatérale pour le développement durable et le bien-être des populations.

Jacques Bonjawo



Jacques Bonjawo, Président de l'Association Africaine pour l'Intelligence Artificielle Éthique, est un pionnier de l'innovation technologique en Afrique. Son travail se concentre sur la promotion d'une IA responsable et éthique, capable de répondre aux défis socio-économiques du continent. Ingénieur informatique de formation, Bonjawo est également auteur et conférencier, engagé dans des initiatives qui visent à démocratiser l'accès à la technologie et à améliorer la qualité de l'éducation en Afrique.

Dr George Agyekum Donkor



À la tête de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO, Dr George Agyekum Donkor met à profit ses trois décennies d'expérience en finance pour impulser des projets structurants en Afrique de l'Ouest. Diplômé en administration des affaires, il œuvre pour un financement inclusif, notamment dans les infrastructures et les énergies renouvelables, contribuant à la transformation économique de la région.

Bridget Uzezi Ugwe



Bridget Uzezi Ugwe, journaliste chevronnée, a fait de la dynamique politique et sociale africaine son terrain d'analyse. Forte d'une décennie d'expérience dans le journalisme numérique et audiovisuel, elle modère des discussions de haut niveau sur l'économie et la gouvernance en Afrique. En parallèle, elle forme les dirigeants à maîtriser leurs interventions publiques, renforçant ainsi la qualité des échanges avec les médias.

Anne-Rachel Inné



Anne-Rachel Inné, co-fondatrice d'Africa Ultimate Expertise, est une pionnière dans le développement des infrastructures numériques en Afrique. Avec une carrière riche dans des organisations telles que l'ICANN, elle milite pour une transformation numérique inclusive. Inné s'investit particulièrement dans la formation des femmes aux compétences numériques, contribuant ainsi à la réduction des inégalités dans l'accès aux technologies sur le continent.

Emilienne Evangeline Biboum



À la tête des ressources humaines chez MTN Cameroun, Emilienne Evangeline Biboum est une gestionnaire accomplie, spécialiste de la valorisation du capital humain. Avec une expérience internationale, elle a implanté des politiques innovantes favorisant la diversité et l'inclusion. Sa vision stratégique transforme MTN en un environnement de travail où le bien-être des employés et l'optimisation des talents sont au cœur des priorités.

Moise Convolbo



Moise Convolbo est Senior Data Manager chez LVMH, où il utilise son expertise en ingénierie des données pour optimiser les performances de l'entreprise. Diplômé en gestion de l'information, il a travaillé à travers le monde pour des entreprises de renom. Chez LVMH, il intègre la data dans les stratégies marketing, contribuant ainsi à la croissance continue du géant du luxe. Sa maîtrise des données en fait un atout précieux pour le secteur.

Dative Uwimana



Dative Uwimana, entrepreneure burundaise et fondatrice d'IKAZE Ventures, se consacre au soutien des jeunes entreprises africaines. Diplômée en administration des affaires, elle accompagne les start-ups dans leur quête de financement et leur accès aux marchés internationaux. Avec un accent sur la promotion des talents locaux, Uwimana contribue au dynamisme entrepreneurial du Burundi et au-delà, faisant d'elle une figure montante du développement des jeunes entreprises africaines.

AGL

AFRICA GLOBAL LOGISTICS



Didier Acouetey



Didier Acouetey, président d'Afric-Search, est un expert en ressources humaines qui aide les entreprises africaines à recruter et former leurs cadres. Diplômé de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, il est également une figure médiatique, animant des programmes sur RFI traitant des enjeux de l'emploi et de la formation en Afrique. Acouetey joue un rôle clé dans le développement des talents en Afrique, œuvrant pour renforcer les capacités des entreprises locales.

SAR Mouhammad Nabil Mforifoum Mbombo-Njoya



Le Sultan des Bamoun, SAR Mouhammad Nabil Mforifoum Mbombo-Njoya, incarne la modernité tout en restant ancré dans la tradition. Diplômé de l'ENAM et de l'Université de Yaoundé II, il allie son rôle de monarque à des projets de développement communautaire et de préservation culturelle. Son engagement pour l'éducation et la modernisation des institutions traditionnelles en fait un leader respecté, à la croisée des héritages ancestraux et des défis contemporains.

Abdoul Salam Bello



Abdoul Salam Bello, administrateur du Groupe Afrique II à la Banque Mondiale, est un expert en économie du développement. Ancien cadre de la BAD, il est aujourd'hui une figure clé dans la mise en œuvre de projets structurants pour le continent. Diplômé de Harvard, il apporte son expertise dans la mobilisation de ressources pour des initiatives visant à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique en Afrique.

Mbogo Ngabo Seli



Ancien ministre tchadien des Finances, Mbogo Ngabo Seli est aujourd'hui Commissaire en charge du marché commun à la CEMAC. Son parcours dans la gestion des politiques économiques régionales fait de lui un acteur clé de l'intégration en Afrique centrale. En tant que Commissaire, il œuvre pour le renforcement des échanges et la libre circulation des biens et des services, contribuant ainsi à accélérer le développement économique de la sous-région.

Patrick Muyaya



Patrick Muyaya, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement de la République Démocratique du Congo, est un homme politique de la nouvelle génération. Ancien journaliste, il a su allier ses compétences en communication à une carrière politique marquée par la transparence et le progrès. Très engagé dans la modernisation de la communication institutionnelle, Muyaya travaille à donner une image positive et dynamique du gouvernement congolais, tout en plaidant pour une meilleure gouvernance et une gestion transparente des affaires publiques.

Léocadie Ebakissé



Léocadie Ebakissé est une consultante et coach exécutive reconnue pour son expertise en transformation organisationnelle. Fondatrice de Talents Awake, elle accompagne les dirigeants dans le développement de leur leadership. Ebakissé modère également des événements internationaux, apportant son sens aiguisé de l'analyse et sa capacité à aborder des sujets complexes. Son approche unique en fait une figure incontournable dans l'accompagnement des leaders et des entreprises en Afrique.

Ama Okyere



Ama Okyere, conseillère spéciale auprès du président d'Afreximbank, est une experte chevronnée en financement du commerce. Elle a contribué à des projets de grande envergure chez Ecobank et d'autres institutions financières. Son expertise en matière de commerce intra-africain et de gestion des projets d'infrastructures renforce la position de l'Afreximbank en tant qu'acteur majeur du développement économique du continent.

Julius Rone



Julius Rone, PDG d'UTM Offshore Ltd, est un leader incontournable dans l'industrie de l'énergie au Nigeria. Diplômé en ingénierie pétrolière, il a piloté plusieurs projets dans le domaine du gaz naturel liquéfié (GNL), contribuant à la diversification énergétique du pays. Rone est également engagé dans la création d'infrastructures énergétiques durables, faisant de lui un acteur clé de l'industrialisation du secteur énergétique en Afrique.



UNE PASSERELLE VERS DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS

L'IATF est le lieu où l'Afrique converge pour créer de Nouvelles Opportunités Commerciales. Plus de 44 milliards de dollars de transactions commerciales et d'investissements, plus de 2000 exposants et plus de 35 000 visiteurs sont attendus en 2025.

L'IATF est la première Foire Commerciale d'Afrique, la place de marché privilégiée de la ZLECAF pour présenter les biens et services de l'Afrique. Saisissez les opportunités et participez à l'accélération du commerce et de l'investissement en Afrique.

Inscrivez-vous dès maintenant pour participer ou exposer sur le site www.intrafricantradefair.com

IATF 2025

Le marché de la ZECLAf

PROMUE PAR AFREXIMBANK | EN COLLABORATION AVEC Union Africaine | ACCUEILLIE PAR L'ALGERIE

ALGER, ALGÉRIE

4-10 SEPTEMBRE 2025

Restez au courant des dernières informations

customerservice@intrafricantradefair.com

Jacques Jonathan Nyemb



Jacques Jonathan Nyemb, avocat d'affaires et président de The Okwelians, s'engage pour un nouveau leadership africain basé sur l'éthique et la transparence. Diplômé de l'Université Paris II Panthéon-Assas et de Harvard, il conseille de grandes entreprises tout en menant des initiatives pour inspirer la jeune génération. À travers The Okwelians, Nyemb œuvre à promouvoir une gouvernance responsable et un développement durable en Afrique.

Christophe Fomunyoh



Christophe Fomunyoh est Conseiller spécial du Président de l'Institut Démocratique National (NDI) et expert des processus démocratiques en Afrique. Avec une vaste expérience dans l'accompagnement des transitions politiques, il a conseillé plusieurs gouvernements sur des réformes constitutionnelles et électorales. Fomunyoh est un acteur clé dans la promotion de la démocratie en Afrique, plaidant pour une gouvernance transparente et respectueuse des droits humains.

Salif Traoré (A'Salfo)



Salif Traoré, alias A'Salfo, est le leader du groupe Magic System et président de la Fondation Magic System. Artiste engagé, il utilise sa notoriété pour promouvoir des causes sociales et environnementales en Afrique, notamment à travers le festival FEMUA. A'Salfo incarne le modèle d'un artiste qui allie succès musical et responsabilité sociale, s'investissant dans l'éducation et le développement des jeunes à travers tout le continent.

Dr Hugues Fabrice Zango



Champion du monde et médaillé olympique burkinabè, Dr Hugues Fabrice Zango excelle dans le triple saut. Premier médaillé olympique de l'histoire du Burkina Faso, il est également détenteur d'un doctorat en génie électrique. Zango incarne la persévérance et l'excellence, à la fois sur le plan sportif et académique. Il inspire de nombreux jeunes à travers son parcours, prouvant que l'on peut briller dans plusieurs domaines tout en restant fidèle à ses racines.

Louisette-Renée Thobi



Ancienne championne d'athlétisme, Louisette-Renée Thobi est aujourd'hui Secrétaire Générale de la CONFEJES, où elle milite pour l'inclusion des jeunes et des femmes dans le sport. Avec une carrière internationale, elle s'investit dans des programmes visant à promouvoir l'égalité des sexes et à développer les infrastructures sportives dans l'espace francophone. Son engagement est un levier essentiel pour l'épanouissement de la jeunesse à travers le sport.

Seidik Abba



Seidik Abba, journaliste nigérien et président du Centre International de Réflexions et d'Études sur le Sahel (CIRES), est un expert des questions de sécurité au Sahel. Auteur de plusieurs ouvrages sur le djihadisme et les conflits dans cette région, il a couvert de nombreuses crises en tant que journaliste. Son engagement en faveur de la paix et du développement fait de lui une voix incontournable sur les enjeux géopolitiques du Sahel.

Myriam Ferran



C'est une figure clé des institutions européennes. Ingénieure agronome et diplômée en droit européen, elle a renforcé son expertise à l'Université Libre de Bruxelles avant de suivre un programme de leadership à Harvard. Forte d'une carrière impressionnante, elle occupe depuis novembre 2021 le poste de Directrice générale adjointe à la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (en anglais, Directorate-General for Neighbourhood and Enlargement Negotiations- DG NEAR), où elle supervise les politiques de voisinage et d'élargissement de l'Union européenne. Son parcours, marqué par des responsabilités au sein du Ministère français de l'Environnement et des Finances, témoigne de son engagement pour une gouvernance européenne ouverte et inclusive. Son impact se traduit par sa capacité à piloter des politiques stratégiques qui favorisent l'intégration européenne, renforçant les relations avec les pays voisins tout en promouvant les valeurs européennes.

CANEX WKND 2024

16-19 OCTOBRE 2024 | ALGER, ALGÉRIE

Organisé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA), le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire.

CANEX WKND 2024 promet d'être le rassemblement le plus important et le plus influent de l'année pour les créatifs provenant de toute l'Afrique et de la diaspora.

Mode
Musique
Cinéma
Arts visuels et artisanat
Littérature
Sports
Gastronomie

Les points forts de l'événement sont les suivants :

- Exposition et marché
- Exposition d'art
- Gastronomie et démonstrations en direct
- Spectacles en direct
- Réseautage et salles de marché
- Masterclasses
- CANEX Book Factory [Fabrique de livres CANEX]
- CANEX Music Factory [Fabrique de musique CANEX]
- CANEX Shorts (concours de courts métrages et récompenses)
- Conversations

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR PARTICIPER GRATUITEMENT

www.canex.africa

Il vous suffit de créer un compte et de vous inscrire gratuitement sur www.canex.africa pour garantir votre place à toutes les séances, masterclasses et autres !

UN SEUL PEUPLE
UNI DANS LA CULTURE
CRÉANT POUR LE MONDE

PROMUE PAR AFREXIMBANK

EN COLLABORATION AVEC Union Africaine, AfCFTA

ACCUEILLIE PAR

Luis Filipe Lopes Tavares



Ancien ministre des Affaires étrangères du Cap-Vert, Luis Filipe Lopes Tavares est un diplomate chevronné. Il a renforcé les relations de son pays avec l'Union européenne et les organisations régionales africaines, positionnant le Cap-Vert comme un acteur clé dans les discussions sur la gouvernance et le développement durable en Afrique de l'Ouest. Sa vision stratégique pour le Cap-Vert continue de marquer son engagement politique.

Alioune Tine



Alioune Tine, fondateur du Think Tank Afrikajom Center, est une figure emblématique des droits humains en Afrique de l'Ouest. Ancien directeur régional d'Amnesty International, il milite pour des réformes institutionnelles qui garantissent le respect des libertés et des droits humains sur le continent. Son engagement lui a valu une reconnaissance internationale, en particulier pour son travail sur la justice sociale et la paix.

Mario Giro



Mario Giro, ancien ministre italien et médiateur de la communauté Sant'Egidio, est reconnu pour son travail dans la médiation des conflits en Afrique, notamment en République Centrafricaine et au Mozambique. Avec un parcours marqué par la diplomatie humanitaire, Giro a contribué à de nombreux processus de paix à travers le monde. Sa capacité à créer des dialogues constructifs entre des parties en conflit lui confère une stature internationale dans la résolution pacifique des crises.

Hamadou Tidiane Sy



Journaliste sénégalais de renom, Hamadou Tidiane Sy est un pionnier de la presse numérique en Afrique francophone. Fondateur d'Ouestaf News, il défend l'indépendance et l'éthique journalistique. En tant que fondateur de l'école de journalisme E-jicom, il contribue à former une nouvelle génération de journalistes africains. Sy est également reconnu pour ses travaux d'investigation sur des sujets globaux comme les Panama Papers.

Albert Zeufack



Albert Zeufack est le Directeur régional de la Banque Mondiale pour la RDC, l'Angola, le Burundi et São Tomé. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Clermont-Ferrand et est un économiste spécialisé dans les stratégies de développement en Afrique. Zeufack a une longue carrière à la Banque Mondiale, où il a travaillé sur des projets d'infrastructure, d'éducation et de gouvernance. Il est un fervent défenseur de la diversification économique en Afrique, plaidant pour des réformes économiques qui favorisent la résilience et la croissance inclusive.

Stéphane Ouedraogo



Stéphane Ouedraogo, Associé Gérant de Stallion Cap Africa, est un acteur clé du capital-investissement en Afrique. Passionné par l'accompagnement des PME africaines, il œuvre pour leur accès aux financements nécessaires à leur croissance. Convaincu de l'importance d'un capitalisme africain responsable, Ouedraogo promeut des investissements durables dans des secteurs stratégiques pour le développement économique du continent.

Massandjé Touré-Litse



Massandjé Touré-Litse, Commissaire aux Affaires Économiques et à l'Agriculture de la CEDEAO, est une spécialiste de la transformation agricole en Afrique de l'Ouest. Diplômée de la George Washington University, elle milite pour une agriculture durable et inclusive, capable d'améliorer les revenus des producteurs locaux. Son action au sein de la CEDEAO est déterminante pour garantir la sécurité alimentaire dans la région.

Hamet Aguemon



Hamet Aguemon, fondateur de Finco, est un expert en financement des infrastructures et des entreprises en Afrique. Après une carrière au sein de grandes institutions financières internationales, il a lancé sa propre entreprise pour améliorer l'accès au capital en Afrique. Aguemon est un fervent défenseur de l'innova- t i o n financière, qu'il considère comme un levier essentiel pour le développement économique et social du continent.

CANEX WKND 2024

16-19 OCTOBRE 2024 | ALGER, ALGÉRIE

Organisé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA), le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire.

CANEX WKND 2024 promet d'être le rassemblement le plus important et le plus influent de l'année pour les créatifs provenant de toute l'Afrique et de la diaspora.

Les points forts de l'événement sont les suivants :

- Exposition et marché
- Exposition d'art
- Gastronomie et démonstrations en direct
- Spectacles en direct
- Réseautage et salles de marché
- Masterclasses
- CANEX Book Factory [Fabrique de livres CANEX]
- CANEX Music Factory [Fabrique de musique CANEX]
- CANEX Shorts (concours de courts métrages et récompenses)
- Conversations

Mode

Musique

Cinéma

Arts visuels et artisanat

Littérature

Sports

Gastronomie

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR PARTICIPER GRATUITEMENT

Il vous suffit de créer un compte et de vous inscrire gratuitement sur www.canex.africa pour garantir votre place à toutes les séances, masterclasses et autres !



UN SEUL PEUPLE UNI DANS LA CULTURE

CRÉANT POUR LE MONDE

PROMUE PAR

AFREXIMBANK

EN COLLABORATION AVEC

Union Africaine

AfCFTA

ACCUEILLIE PAR

SOMMAIRE

UNE ÉCONOMIE EN QUÊTE DE REDRESSEMENT P.50

LA NOUVELLE FRONTIÈRE POUR LES INVESTISSEMENTS P.52

Infrastructures
LA CLÉ POUR DÉBLOQUER LE POTENTIEL ÉCONOMIQUE P.54

Sécurité
LE TALON D'ACHILLE D'UNE PAIX FRAGILE P.56

Gouvernance
FÉLIX TSHISEKEDI LE COMBATIF… P.58

Démocratie
UN CHEMINEMENT ARDU VERS LA LÉGITIMITÉ P.59

Santé et éducation
DES PILIERS FRAGILES… P.60

LA CULTURE, CE TRÉSOR … P.62

Interview
DIDIER M'PAMBIA MUSANGA P.64

Ce dossier a été réalisé à Kinshasa par Simon Pierre ETOUNDI, avec la participation de Suzanne CHEVALIER et René MATEA



République démocratique du Congo

Le réveil d'un géant

La République démocratique du Congo (RDC) est souvent décrite comme un pays de contrastes, à la fois puissant et vulnérable, riche et démuni. Ce vaste territoire, équivalent à quatre fois la superficie de la France, regorge de trésors naturels qui font rêver, tout en étant marqué par une histoire mouvementée qui a souvent détourné l'attention de ses immenses potentiels. Pourtant, la RDC est en train de se redéfinir, de se relever, et surtout, de se projeter vers un avenir qu'elle veut prospère et stable.

Un trésor culturel unique en Afrique centrale

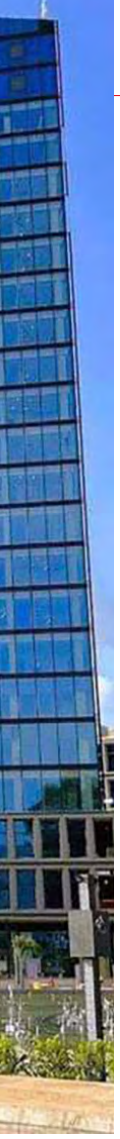
Parcourir la RDC, c'est s'immerger dans une diversité culturelle sans égale. Le pays compte plus de 200 groupes ethniques, chacun avec ses langues, ses coutumes et ses traditions. De la danse envoûtante des Luba aux masques mystérieux des Pende, en passant par les chants polyphoniques des Pygmées, chaque coin du pays raconte une histoire riche et complexe. Et ces expressions culturelles ne sont pas de simples vestiges du passé, mais des réalités vivantes qui continuent de façonner le quotidien de millions de Congolais.

À Kinshasa, la capitale trépidante, cette diversité s'exprime dans une effervescence artistique bouillonnante. La scène musicale congolaise, connue pour sa rumba entraînante, résonne bien au-delà des frontières nationales, influençant des générations d'artistes à travers le continent. Des noms comme Koffi Olomidé, Papa Wemba, Rochereau Tabu Ley, Franco, Pepe Kalle, Fally Ipupa and Co. sont devenus au fil des années, synonymes de créativité et de résilience, inspirant une jeunesse qui voit dans la culture un moyen d'affirmer son identité et de se projeter vers l'avenir.

Une terre aux ressources incommensurables

Mais la richesse de la RDC ne s'arrête pas à sa culture. Sous ses sols fertiles et ses forêts denses, le pays recèle des ressources naturelles parmi les plus abondantes au monde. Le cuivre, le cobalt, l'or, le coltan… Autant de minerais essentiels à l'économie mondiale, en particulier dans l'ère numérique où ils sont indispensables à la fabrication de smartphones, d'ordinateurs et de voitures électriques. Selon certaines estimations,

> **LA RDC OCCUPE UNE POSITION GÉOSTRATÉGIQUE CLÉ EN AFRIQUE CENTRALE. LE FLEUVE CONGO, L'UN DES PLUS LONGS DU MONDE, TRAVERSE LE PAYS ET CONSTITUE UNE ARTÈRE VITALE POUR LE TRANSPORT ET LE COMMERCE, RELIANT LES RÉGIONS ENCLAVÉES DU PAYS AUX MARCHÉS INTERNATIONAUX.**







la RDC pourrait détenir jusqu'à 60 % des réserves mondiales de cobalt, un métal critique pour les batteries rechargeables.
Cependant, ces trésors miniers sont souvent source de convoitises, et les conflits autour de leur exploitation ont trop souvent ravagé des régions entières. C'est le cas actuellement à l'Est du pays où des groupes armés soutenus par des pays étrangers, notamment le Rwanda, menacent l'intégrité territoriale et la sécurité du Congo. Néanmoins, le gouvernement congolais, conscient des enjeux, s'efforce de mettre en place des réformes pour mieux encadrer ce secteur, lutter contre la corruption et assurer que les bénéfices tirés de ces ressources profitent enfin à l'ensemble de la population.

Un rôle stratégique en Afrique et au-delà

Au-delà de ses ressources, la RDC occupe une position géostratégique clé en Afrique centrale. Le fleuve Congo, l'un des plus longs du monde, traverse le pays et constitue une artère vitale pour le transport et le commerce, reliant les régions enclavées du pays aux marchés internationaux. De plus, avec ses neuf voisins, la RDC est un véritable carrefour des échanges régionaux, faisant de sa stabilité une condition sine qua non pour la paix et le développement de l'ensemble de la région.
Ces dernières années, la RDC a multiplié les initiatives pour renforcer ses partenariats internationaux, que ce soit avec ses voisins africains, mais aussi avec des puissances globales. Ces efforts visent à consolider sa position en tant qu'acteur incontournable sur la scène continentale, tout en attirant les investissements nécessaires pour soutenir son développement économique.

Vers une prospérité durable

Aujourd'hui, la RDC se trouve à un carrefour décisif. Après des décennies d'instabilité, le pays semble déterminé à tracer une nouvelle voie, faite de réformes, d'innovation et de coopération. Le chemin est encore semé d'embûches, mais les signaux sont encourageants. De la jeunesse dynamique qui entreprend à Kinshasa, aux initiatives locales pour une agriculture durable à l'Est en dépit de la guerre, en passant par les projets d'infrastructures qui émergent dans tout le pays, la RDC se redéfinit, se réinvente.
Le défi est de taille, mais la RDC a tous les atouts pour réussir. Parce que derrière chaque difficulté se cache une opportunité, et derrière chaque crise, une chance de renaissance. En tout état de cause, les aspects les plus fascinants de ce pays en pleine mutation méritent d'être connus. Ces dernières semaines, le pays fait la une des médias du monde entier. Entre la guerre à l'Est du pays qui perturbe la météo des relations sous régionales et internationales, la crise sanitaire de l'épidémie du mpox ou encore l'actualité politique, les sujets ne manquent pas. En même temps, le visiteur qui séjourne à Kinshasa la capitale, est frappée par une effervescence dans le secteur du bâtiment et des travaux publics où on bâtit à tout va. Les immeubles poussent comme des champignons, ce qui est un indicateur palpable de ce que le pays se construit.■

Une économie en quête de redressement

L'un des pays les plus riches en ressources naturelles au monde, est aussi paradoxalement, une économie fragile avec des défis structurels auxquels il est confronté.

Véritable trésor de ressources naturelles, la République démocratique du Congo (RDC), se bat pour sortir de la spirale de la pauvreté et des fragilités structurelles. Bien que le pays dispose d'atouts majeurs dans le secteur minier, agricole et énergétique, la route vers un redressement économique durable reste longue et semée d'embûches.

La RDC est mondialement connue pour son immense richesse en ressources minières, notamment le cuivre, le cobalt, l'or et les diamants. Premier producteur mondial de cobalt, essentiel à la fabrication des batteries pour véhicules électriques, le pays occupe une position centrale dans la transition énergétique mondiale. Ce secteur représente près de 70 % des recettes d'exportation, mais cette dépendance au secteur minier pose problème.

En effet, l'instabilité dans les zones minières, la mauvaise gestion des ressources et la corruption empêchent



ces richesses de bénéficier à l'ensemble de la population. Des acteurs étrangers et une élite locale captent une grande partie des bénéfices. Davantage, les violations des droits humains dans les mines artisanales, où des milliers de Congolais travaillent dans des conditions déplorables, accentuent la nécessité d'une révision profonde des politiques d'exploitation. Pour que les revenus miniers profitent à tous, des réformes doivent être accompagnées de mécanismes de redistribution plus équitables.

Agriculture et hydroélectricité : des leviers sous-exploités

Bien que le secteur minier soit le principal moteur de l'économie, d'autres secteurs clés tels que l'agriculture et l'hydroélectricité restent sous-exploités. L'agriculture emploie près de 60 % de la population, mais la faiblesse des infrastructures, l'insécurité et le manque de financement freinent son développement. L'hydroélectricité, autre force majeure du pays, pourrait transformer la RDC en un leader énergétique en Afrique. Le projet du Grand Inga, considéré comme l'un des plus grands projets hydroélectriques au monde, pourrait alimenter plusieurs pays voisins. Toutefois, des retards dans sa mise en œuvre, dus à des problèmes de financement et de gouvernance, continuent de freiner son développement.



Un secteur des hydrocarbures en devenir

En juillet 2022, Félix Tshisekedi a lancé des appels d'offres pour l'exploration de 30 blocs pétroliers et gaziers, avec l'ambition de faire passer la contribution du secteur à 40 % des recettes de l'État. Actuellement, seule la région de Muanda produit du pétrole, mais les ambitions des autorités congolaises sont claires : diversifier l'économie pour réduire la dépendance aux mines. Cependant, le défi est d'équilibrer cette exploitation avec des engagements environnementaux de plus en plus stricts, surtout dans un contexte où la préservation de la biodiversité devient une priorité mondiale.

> **FÉLIX TSHISEKEDI A LANCÉ DES APPELS D'OFFRES POUR L'EXPLORATION DE 30 BLOCS PÉTROLIERS ET GAZIERS, AVEC L'AMBITION DE FAIRE PASSER LA CONTRIBUTION DU SECTEUR À 40 % DES RECETTES DE L'ÉTAT. ACTUELLEMENT, SEULE LA RÉGION DE MUANDA PRODUIT DU PÉTROLE, MAIS LES AMBITIONS DU PRÉSIDENT CONGOLAIS SONT CLAIRES : DIVERSIFIER L'ÉCONOMIE POUR RÉDUIRE LA DÉPENDANCE AUX MINES.**

Les défis structurels : un frein persistant

Malgré son potentiel naturel impressionnant, l'économie congolaise reste vulnérable à de nombreux défis structurels. La corruption, l'insécurité, le manque d'infrastructures modernes et une gouvernance défaillante freinent l'essor de l'économie. Les investisseurs étrangers, bien que séduits par les richesses naturelles du pays, hésitent à s'engager à long terme en raison de l'instabilité politique et des incertitudes réglementaires.

Pour inverser la tendance, l'Etat a lancé plusieurs réformes dans le cadre du Plan national de développement. Ces initiatives visent à améliorer la gouvernance économique, renforcer l'état de droit et créer un environnement plus attractif pour les investisseurs. "Nous devons garantir la transparence et la sécurité juridique pour attirer les capitaux étrangers. Cela passe par un environnement des affaires stable et des institutions solides," a souligné le président lors de la présentation du plan en avril 2023.

Vers un redressement économique…

Le redressement économique de la RDC repose sur la capacité du pays à résoudre ses défis structurels tout en exploitant intelligemment son potentiel. La diversification économique, la bonne gouvernance et l'investissement dans les infrastructures sont essentiels pour assurer un développement inclusif. Si le secteur minier continuera de jouer un rôle clé, le pays doit s'appuyer sur ses autres atouts, comme l'agriculture, l'hydroélectricité et les hydrocarbures, pour se transformer en véritable moteur économique africain.

Le chemin est encore long, mais avec un engagement soutenu, la RDC pourrait un jour exploiter pleinement ses ressources et offrir à sa population les bénéfices qu'elle mérite.■

La nouvelle frontière pour les investissements

Le pays s'impose progressivement comme une destination de choix pour les investisseurs étrangers. Le gouvernement met en place des politiques pour attirer les capitaux, le pays se positionne comme la nouvelle frontière pour les investissements en Afrique.

Avec ses vastes ressources naturelles et son marché en pleine croissance, la République démocratique du Congo, attire de plus en plus l'attention des investisseurs étrangers. Longtemps freinée par l'instabilité politique et les faiblesses infrastructurelles, la RDC se présente aujourd'hui sous un nouveau jour, cherchant à se positionner comme une terre d'opportunités en Afrique. Le gouvernement congolais, a multiplié les réformes pour rendre le climat des affaires plus attractif et sécuriser les investissements.

Politiques d'investissement : un cadre en mutation

Pour attirer les investisseurs, le gouvernement congolais a initié plusieurs réformes visant à améliorer le climat des affaires. La mise en place de l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) témoigne de cette volonté de faciliter l'entrée des capitaux étrangers et de promouvoir les partenariats public-privé.

Parmi les mesures phares, on note la simplification des procédures administratives pour la création d'entreprises, la réduction des charges fiscales pour les nouvelles entreprises, et la protection accrue des droits de propriété. Ces efforts commencent à porter leurs fruits, avec une augmentation notable des investissements directs étrangers (IDE) au cours des deux dernières années.

Secteurs porteurs : des opportunités à saisir

La RDC, riche en ressources naturelles, offre des opportunités d'investissement particulièrement intéressantes dans plusieurs secteurs. Le secteur minier reste bien sûr le plus attractif, avec des réserves de cuivre, de cobalt, et d'or parmi les plus importantes au monde. Cependant, d'autres secteurs commencent à émerger, notamment l'agriculture, l'énergie, et les télécommunications.

L'agriculture, qui occupe une place centrale dans l'économie congolaise, présente un potentiel énorme en raison de la fertilité des terres et de la diversité des cultures possibles. Le secteur énergétique, en particulier l'hydroélectricité, est un autre domaine prometteur. Le projet du Grand Inga, s'il est pleinement réalisé, pourrait faire de la RDC un exportateur majeur d'électricité en Afrique. Ce projet titanesque, qui a déjà attiré l'intérêt de nombreux investisseurs internationaux, est vu comme un catalyseur pour l'industrialisation du pays. « La RDC nécessite des investissements annuels d'environ 32 milliards USD pour être en adéquation avec les ODD », a résumé récemment le président Félix Tshisekedi à la tribune des Nations Unies.

Les télécommunications et le numérique représentent également des secteurs en pleine expansion. Avec une population jeune et de plus en plus connectée, le marché des technologies de l'information connaît une croissance rapide, ouvrant la voie à de nouvelles entreprises dans le domaine du numérique.

> **L'AGRICULTURE, QUI OCCUPE UNE PLACE CENTRALE DANS L'ÉCONOMIE CONGOLAISE, PRÉSENTE UN POTENTIEL ÉNORME EN RAISON DE LA FERTILITÉ DES TERRES ET DE LA DIVERSITÉ DES CULTURES POSSIBLES.**

Défis et perspectives : un avenir prometteur mais incertain

Bien que la RDC se présente comme une nouvelle frontière pour les investissements, des défis majeurs subsistent. L'instabilité politique, les problèmes de gouvernance, et l'insécurité dans certaines régions du pays restent des obstacles significatifs pour les investisseurs.

La lutte contre la corruption, un autre enjeu crucial, reste une priorité pour le gouvernement. Des efforts sont déployés pour renforcer la transparence et l'intégrité dans la gestion des affaires publiques. Néanmoins, des progrès substantiels doivent encore être réalisés pour convaincre pleinement les investisseurs étrangers.

En dépit de ces défis, les perspectives pour l'investissement en RDC sont prometteuses. Le pays dispose d'un potentiel immense qui, s'il est bien exploité, pourrait transformer l'économie congolaise et offrir de nouvelles opportunités pour les investisseurs. Les réformes en cours, combinées à l'abondance des ressources naturelles et à un marché en croissance, placent la RDC en bonne position pour devenir un acteur clé de l'économie africaine dans les années à venir.■



FAGACE : Les Performances d'une transformation réussie sous le leadership de M. Ngueto Yambaye, Directeur Général du FAGACE



Dans un contexte de « polycrises », il est plus que jamais difficile d'œuvrer en faveur du développement et plus que jamais primordial pour nous de parvenir à affronter et gérer les menaces actuelles et futures de nos pays en général et sur l'environnement direct de notre Institution en particulier.

Au plan interne, ces derniers mois ont été stimulants pour le Fonds, qui tirant parti de son Plan stratégique s'est résolument tourné vers de nouvelles ambitions en mettant en œuvre des réformes indispensables à son repositionnement stratégique.

Ainsi, sur le plan institutionnel, les activités majeures ont concerné :

- l'intensification et le développement d'un partenariat de proximité avec toutes les institutions financières, pour favoriser l'accès au crédit d'investissement au plus grand nombre ;
- la diversification de l'offre de services du Fonds avec l'introduction de la mobilisation de ressources et l'entremission ;
- l'opérationnalisation de l'Institut du FAGACE, le think tank du Fonds chargé de la formation, des études, de la recherche et de l'assistance technique aux Etats membres et aux promoteurs ;
- le démarrage du Programme Jeunes Professionnels ;
- la révision des textes de base : le règlement financier, le règlement du Personnel, la politique de mobilisation de ressources ;
- un capital social porté à 500 milliards FCFA depuis octobre 2023.

Au plan opérationnel, pour assurer une meilleure compréhension de son offre, le Fonds poursuit les communications dans ses Etats membres sur son mode opératoire articulé autour de la garantie aussi bien des PME que des projets structurants des Etats avec une distribution des produits principalement à travers les banques et les SGI.

Aujourd'hui, au terme de la 3ème année de mise en œuvre du Plan, on peut dire que les résultats sont satisfaisants, notamment en termes d'interventions nouvelles, et d'amélioration de la qualité du portefeuille du Fonds. En effet, le niveau d'activités réalisé par le Fonds au cours de la période, s'élève à 395 359 549 015 de francs CFA, soit 262% des prévisions représentant une performance exceptionnelle.

La qualité du portefeuille quant à elle s'est améliorée avec un taux de dégradation en baisse continue. Ce qui traduit l'efficacité du processus d'amélioration du dispositif de maitrise des risques, avec un focus sur le risque de crédit. Dans la même dynamique, un dispositif de Conformité a été mis en place avec un suivi permanent.

Par ailleurs, un accent particulier a été porté au recouvrement conformément à la stratégie d'assainissement du portefeuille. Dans ce cadre, le suivi des projets en difficulté et en contentieux s'est poursuivi avec de très bonnes perspectives pour 2024. A cet égard, les actions de recouvrement en cours, la politique sélective des projets, devraient contribuer à améliorer le coût du risque à court et moyen termes.

En outre, la gouvernance du Fonds a été renforcée par le démarrage effectif des activités du Bureau Indépendant d'Evaluation (BIE) qui intervient consécutivement à la nomination de trois (03) administrateurs indépendants et consacre la volonté du Conseil des Gouverneurs de voir appliquer au FAGACE les meilleurs standards en matière de gouvernance pour rendre le Fonds plus performant et plus apte à répondre plus efficacement aux attentes du marché.

Enfin, conformément aux meilleures pratiques, le FAGACE a procédé pour la cinquième année consécutive à sa notation financière. Cette année, l'agence Global Credit Rating (GCR Ratings), filiale de Moodys, a attribué au Fonds pour l'exercice 2023, la note d'émetteur de long terme de AA (WU), avec une perspective positive.



Ces résultats traduisent surtout les acquis des transformations profondes observables et en ordre de marche au sein du Fonds. La dynamique dans laquelle s'inscrit le FAGACE est également un signal aux partenaires et aux marchés financiers car la notation apporte un grand confort aux institutions de crédit notamment celles qui se conforment aux normes des conventions de Bâle II et III.

Le FAGACE a vocation à être au CŒUR du développement de l'Afrique cette année, confirme l'orientation de notre Institution focalisée sur l'impact de nos interventions et notre contribution au développement de nos Etats.

+d'infos : www.fagace.org

FAGACE
FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE
UNE INSTITUTION FINANCIÈRE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Infrastructures

La clé pour débloquer le potentiel économique

Les projets énergétiques et les infrastructures de transport pourraient bien être les catalyseurs de la transformation économique tant attendue. En misant sur ces secteurs stratégiques, le pays entend libérer son potentiel de croissance et se positionner comme un pilier du développement en Afrique.

Au cœur du continent africain, la République démocratique du Congo dispose d'atouts naturels colossaux, mais c'est dans l'énergie et le transport que le pays voit son avenir se jouer. Des barrages géants aux routes transnationales, la RDC mise gros sur ces secteurs pour stimuler son économie et améliorer la qualité de vie de ses citoyens. Mais comment ces projets, souvent gigantesques, pourraient-ils transformer ce géant africain ?

L'énergie est sans conteste l'une des priorités du gouvernement congolais. Avec un potentiel hydroélectrique parmi les plus importants au monde, la RDC pourrait non seulement satisfaire ses propres besoins énergétiques, mais aussi en exporter vers ses voisins. Le projet du Grand Inga, emblématique et controversé, en est le meilleur exemple.

"Le Grand Inga, s'il est pleinement réalisé, pourrait produire jusqu'à 40 000 MW d'électricité, ce qui en ferait le plus grand projet hydroélectrique au monde," explique Albert Zeufack, ex-économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, aujourd'hui son directeur pour l'Angola, le Burundi, la RDC et Sao Tomé-et-Principe. Il est l'un des architectes du réengagement de l'institution dans le projet Inga III. Ce barrage, situé sur le fleuve Congo, est vu par beaucoup comme une solution pour électrifier toute la région, fournissant de l'énergie à une bonne partie de l'Afrique centrale et au-delà.

Mais les défis restent immenses. Financer un projet de cette envergure, attirer des investisseurs, et naviguer à travers les complexités politiques et logistiques sont autant de défis que la RDC doit surmonter. Pourtant, le président Félix Tshisekedi reste opti-



miste : "Le Grand Inga n'est pas seulement un projet pour la RDC, c'est un projet pour tout le continent africain. Nous devons unir nos forces pour le réaliser."

Parallèlement au Grand Inga, plusieurs autres projets hydroélectriques de moindre envergure sont en cours à travers le pays, visant à améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales et à réduire la dépendance aux énergies fossiles. Ces initiatives, bien que moins médiatisées, sont essentielles pour le développement local et la création d'emplois.

Transport : relier les régions et stimuler les échanges

Le développement du réseau de transport est l'autre pilier sur lequel repose la vision du gouvernement pour un développement économique soutenu. Avec un territoire vaste et varié, la RDC fait face à un défi de taille : comment relier efficacement ses provinces, souvent isolées les unes des autres par des forêts denses, des rivières et des montagnes ?

Pour répondre à cette question, plusieurs projets d'infrastructures routières et ferroviaires sont en cours. La réhabilitation de la route nationale numéro 1, qui relie Kinshasa à Lubumbashi sur près de 2 000 kilomètres, est l'un des projets phares. "Cette route est cruciale pour le commerce intérieur et pour relier les centres économiques du pays," souligne Paul Lumbi, un homme d'affaires local.

En complément des routes, le secteur ferroviaire connaît aussi une revitalisation. Le chemin de fer Matadi-Kinshasa, reliant le principal port du pays à la capitale, est en cours de modernisation pour améliorer la logistique et réduire les coûts de transport. De plus, le projet de relier par rail Lubumbashi, la capitale minière, à Dar es Salaam en Tanzanie, offrirait un accès stratégique à l'océan Indien, ouvrant ainsi de nouvelles voies pour les exportations congolaises.

Le duo énergie-transport : un levier pour la croissance



Le développement énergétique et le renforcement des infrastructures de transport ne sont pas des initiatives isolées. Ils sont intimement liés dans une vision plus large de la transformation économique de la RDC. "Sans énergie, les usines ne peuvent pas tourner. Sans routes, les produits ne peuvent pas atteindre les marchés. Ces deux secteurs doivent se développer en parallèle pour que notre économie puisse décoller," affirme Béatrice Bangala, cadre dans une institution bancaire à Kinshasa.

Le transport et l'énergie sont également essentiels pour attirer des investissements étrangers. En effet, les investisseurs internationaux recherchent des infrastructures fiables et une énergie stable pour soutenir leurs activités. C'est pourquoi la RDC s'efforce de créer un environnement propice à l'investissement, en améliorant non seulement ses routes et ses réseaux électriques, mais aussi en simplifiant les démarches administratives pour les entreprises.

> **LE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE TRANSPORT EST L'AUTRE PILIER SUR LEQUEL REPOSE LA VISION DU GOUVERNEMENT POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SOUTENU. AVEC UN TERRITOIRE VASTE ET VARIÉ, LA RDC FAIT FACE À UN DÉFI DE TAILLE : COMMENT RELIER EFFICACEMENT SES PROVINCES.**

Un chemin semé d'embûches mais porteur d'espoir

Si les ambitions du gouvernement sont grandes, la route vers leur réalisation est semée d'embûches. Les problèmes de gouvernance, la corruption, et l'insécurité dans certaines régions continuent de freiner les progrès. "Il est crucial que ces projets ne soient pas entravés par les mêmes problèmes qui ont affecté tant d'autres initiatives par le passé," avertit Albert Likolo, membre de la société civile congolaise.

Cependant, les progrès réalisés jusqu'à présent offrent des raisons d'espérer. La RDC est déterminée à exploiter pleinement ses ressources naturelles et à moderniser ses infrastructures pour enfin libérer tout son potentiel économique. L'énergie et le transport, catalyseurs essentiels de ce développement, pourraient bien être les moteurs d'une transformation durable.■

Sécurité

Le talon d'Achille d'une paix fragile

Depuis des décennies le pays est le théâtre de conflits armés dévastateurs, en particulier dans sa région orientale. Alors que les causes de ces violences sont multiples et complexes, les efforts de paix se multiplient pour tenter de tourner la page sombre de cette histoire.

Riche en ressources naturelles, ce pays de la région des Grands Lacs peine pourtant à en tirer profit pour son développement, en raison de conflits armés incessants. Malgré des efforts pour ramener la paix, les violences et l'insécurité demeurent des obstacles majeurs à la stabilisation de la région et à la reconstruction nationale.

L'instabilité dans l'est de la RDC est alimentée par une combinaison complexe de facteurs historiques, économiques, et ethniques. Depuis les années 1990, cette région a été le théâtre de conflits dévastateurs, principalement motivés par la lutte pour le contrôle des ressources minières précieuses, telles que l'or, le coltan et les diamants. Ces ressources, exploitées de manière anarchique, attirent non seulement des groupes armés locaux, mais aussi des acteurs internationaux.

Denis Mukwege, prix Nobel de la paix et ardent défenseur des droits humains, résume ainsi la situation : « Tant que les ressources naturelles seront pillées sans aucun contrôle, la paix en RDC ne sera qu'un mirage. » L'implication de forces étrangères, notamment du Rwanda et de l'Ouganda, qui soutiennent certains groupes armés dans la région, complique davantage la situation. La porosité des frontières entre ces pays a transformé l'est de la RDC en un véritable champ de bataille, où les civils sont souvent les premières victimes.

Les groupes armés : un défi majeur

Les Forces démocratiques alliées (ADF) et le M23 sont parmi les principaux groupes armés qui déstabilisent la région. L'ADF, affiliée à des mouvements islamistes, mène des attaques violentes contre les civils, tandis que le M23, un mouvement rebelle d'origine congolaise, revendique une autonomie pour certaines régions de l'est du pays. Ces groupes utilisent la terreur pour contrôler les populations et les zones minières, perpétuant ainsi un cycle de violences difficile à briser.

En réponse, la RDC et l'Ouganda ont lancé, depuis deux ans, l'opération militaire conjointe « Shuja » pour éradiquer ces groupes armés. Bien que plusieurs bases aient été détruites, ces opérations militaires n'ont pas encore réussi à éliminer complètement la menace. Selon le Major Général Dick Olum, ancien commandant de l'opération, « Ces individus sont des criminels qui recrutent par la force, en enlevant des civils et en s'emparant de villages entiers. » Pourtant, malgré les efforts militaires, les zones de conflit continuent de s'étendre, alimentant une crise humanitaire sans précédent.

> **« SELON LES NATIONS UNIES, ENVIRON SEPT MILLIONS DE PERSONNES ONT ÉTÉ DÉPLACÉES À CAUSE DES VIOLENCES DANS L'EST DU PAYS. CES DÉPLACEMENTS MASSIFS PERTURBENT NON SEULEMENT LA VIE DES HABITANTS, MAIS AFFECTENT ÉGALEMENT LES PAYS VOISINS, EN CRÉANT DES FLUX MIGRATOIRES INCONTRÔLÉS ET DES TENSIONS GÉOPOLITIQUES.**



Les conséquences de cette insécurité se manifestent principalement à travers une crise humanitaire qui touche des millions de Congolais. Selon les Nations unies, environ sept millions de personnes ont été déplacées à cause des violences dans l'est du pays. Ces déplacements massifs perturbent non seulement la vie des habitants, mais affectent également les pays voisins, en créant des flux migratoires incontrôlés et des tensions géopolitiques.



Les initiatives de paix : entre espoir et désillusion

Face à cette situation dramatique, des initiatives de paix se multiplient à l'échelle nationale et internationale. Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour tenter de rétablir l'autorité de l'État dans les zones affectées par les conflits. En 2023, le président a renforcé la présence de l'armée dans l'est du pays, tout en lançant des dialogues intercommunautaires pour encourager la réconciliation. « Restaurer l'État de droit dans ces régions est essentiel pour ramener la paix. Cela passe par des solutions militaires, mais aussi par un développement économique inclusif », selon le numéro un congolais.

Sur le plan international, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) joue un rôle clé dans la protection des civils et la désescalade des violences. Toutefois, l'efficacité de cette mission est souvent remise en question, tant par la population congolaise que par les observateurs internationaux.

Des lueurs d'espoir

Malgré les échecs répétés des négociations de paix et les tensions persistantes, des signes d'espoir commencent à émerger. Des accords de paix locaux, bien que temporaires, ont été signés dans certaines régions, réduisant ponctuellement les violences. De plus, la société civile congolaise joue un rôle crucial dans la promotion de la réconciliation et la reconstruction du tissu social.

Pour Espérance Kalala, une militante pour la paix, « La paix doit venir des communautés elles-mêmes. Ce n'est qu'à travers un dialogue inclusif que nous pourrons surmonter nos différences et bâtir un avenir commun. » Cette perspective est partagée par Denis Mukwege, Prix Nobel de la paix, qui croit fermement que la paix en RDC est possible, à condition que les efforts soient collectifs et soutenus par la communauté internationale.

En somme, si la sécurité reste le talon d'Achille de la RDC, l'engagement des acteurs locaux et internationaux offre une lueur d'espoir pour un futur plus stable. Le chemin vers une paix durable est long et semé d'embûches, mais chaque initiative de réconciliation rapproche un peu plus le pays de cette ambition.■

Gouvernance

Félix Tshisekedi le combatif...

Sous sa présidence, la République démocratique du Congo vit une ère de transformations politiques et diplomatiques. En quête de stabilité et de prospérité, le président congolais a adopté une méthode singulière mêlant diplomatie proactive et réformes internes

Depuis son accession à la présidence en janvier 2019, Félix Tshisekedi a marqué un tournant décisif dans la gouvernance de la République démocratique du Congo. Son style de leadership s'articule autour de deux axes principaux : la consolidation du pouvoir interne et une diplomatie orientée vers le renforcement des relations internationales.

Un leadership pragmatique

À son arrivée au pouvoir, le Président congolais a dû composer avec une coalition fragile, issue des élections de 2018, où le Front Commun pour le Congo (FCC) de son prédécesseur Joseph Kabila détenait une influence considérable. Toutefois, déterminé à affirmer son autorité, il a entrepris un processus de rupture en 2021, créant l'Union sacrée de la nation, une nouvelle majorité parlementaire. « Pour mener les réformes dont notre pays a besoin, il était essentiel de m'entourer de personnes partageant ma vision du changement, » expliquait récemment Tshisekedi lors d'une interview avec la presse congolaise.

Ce repositionnement politique lui a permis de lancer plusieurs réformes, notamment dans le domaine de la lutte contre la corruption et la modernisation de l'administration publique. « La corruption est le plus grand frein au développement de notre nation. Nous devons la combattre avec fermeté si nous voulons offrir un avenir meilleur à nos enfants, » a-t-il notamment déclaré lors d'un discours à la nation en 2022.

Diplomatie proactive

Sur le plan international, Félix Tshisekedi a adopté une approche proactive pour redorer l'image de la RDC et attirer des investissements étrangers. En 2021, en tant que président en exercice de l'Union africaine, il a plaidé pour une plus grande intégration économique africaine et pour le règlement pacifique des conflits sur le continent. « La RDC doit jouer un rôle clé en Afrique centrale, non seulement par sa position géographique, mais aussi par la richesse de ses ressources naturelles, » souligne-t-il.

Par ailleurs, il a renforcé les relations bilatérales avec des puissances mondiales comme les États-Unis, la Chine et les membres de l'Union européenne. « Notre ambition est de faire de la RDC un partenaire incontournable sur la scène internationale, en capitalisant sur nos ressources et en diversifiant nos partenariats, » a-t-il affirmé à Washington en décembre 2022.

> **« À SON ARRIVÉE AU POUVOIR, TSHISEKEDI A DÛ COMPOSER AVEC UNE COALITION FRAGILE, ISSUE DES ÉLECTIONS DE 2018, OÙ LE FRONT COMMUN POUR LE CONGO (FCC) DE SON PRÉDÉCESSEUR JOSEPH KABILA DÉTENAIT UNE INFLUENCE CONSIDÉRABLE.**

De nombreux défis ...

Néanmoins, la gouvernance de Félix Tshisekedi n'est pas sans défis. L'insécurité persistante à l'Est du pays, avec les conflits armés et les déplacements massifs de populations, reste un problème majeur. « La paix et la sécurité sont des préalables indispensables pour toute forme de développement durable, » a-t-il admis, tout en réaffirmant son engagement à restaurer l'autorité de l'État dans ces régions instables.

Pour les observateurs, la « méthode Tshisekedi » se caractérise par une capacité à s'adapter aux réalités politiques tout en cherchant à positionner la RDC comme un acteur influent en Afrique et au-delà. Alors qu'il est plein dans son second mandat, il reste à voir si cette stratégie sera couronnée de succès, tant sur le plan national qu'international.■



Démocratie

Un cheminement ardu vers la légitimité

Les élections générales de décembre 2023 ont été un test crucial pour la démocratie congolaise. Alors que le pays a connu un scrutin décisif, les défis pour renforcer la démocratie et la légitimité des institutions restent considérables.

Les élections générales de décembre 2023 ont marqué un moment déterminant dans l'histoire politique du pays. Après les controverses des précédents scrutins, ces élections représentaient une opportunité de réaffirmer la volonté démocratique de la nation. Si des progrès ont été réalisés, notamment grâce à une meilleure organisation par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), des défis persistent, illustrant la complexité du chemin vers une véritable légitimité démocratique.

La CENI, sous la direction de Denis Kadima, a œuvré pour garantir une transparence accrue, notamment en modernisant le fichier électoral et en intégrant des technologies visant à minimiser les fraudes. Kadima, conscient des critiques qui avaient entaché les élections de 2018, soulignait avec fermeté : "Nous avons appris de nos erreurs passées, et cette fois-ci, nous avons travaillé sans relâche pour garantir un processus plus transparent et crédible." Cependant, malgré ces efforts, les résultats du scrutin ont été contestés, notamment par l'opposition, avec Martin Fayulu dénonçant des "irrégularités flagrantes" qui, selon lui, ont biaisé la volonté populaire.

La réponse du président Félix Tshisekedi à ces critiques a été de rappeler les réformes entreprises depuis son arrivée au pouvoir en 2019. Il a insisté sur l'importance de ces réformes pour la consolidation démocratique du pays, tout en reconnaissant que le chemin restait parsemé d'obstacles. "Il est impératif que la RDC dispose d'un système électoral moderne qui reflète fidèlement la volonté de son peuple," déclarait-il quelques mois avant les élections. Mais les réformes ne peuvent à elles seules transformer un paysage politique marqué par la méfiance et les tensions.



> **L'UN DES ASPECTS LES PLUS PRÉOCCUPANTS DE CE SCRUTIN A ÉTÉ LE CLIMAT SÉCURITAIRE DANS L'EST DU PAYS. CETTE RÉGION, EN PROIE À DES VIOLENCES PERSISTANTES, A POSÉ UN DÉFI MAJEUR POUR L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS.**

L'un des aspects les plus préoccupants de ce scrutin a été le climat sécuritaire dans l'Est du pays. Cette région, en proie à des violences persistantes, a posé un défi majeur pour l'organisation des élections. Mais au bout du compte, l'élection a pu se tenir tant bien que mal. Cependant, la faible participation électorale montre que la population reste largement sceptique. Cette situation est symptomatique d'un malaise plus profond, lié à un manque de confiance dans les institutions électorales, perçues comme étant sous influence.

Face à ces défis, les perspectives pour la démocratie en RDC restent fragiles. Les élections de 2023, bien qu'améliorées, ont montré les limites d'un système encore en quête de crédibilité. Les appels à l'unité nationale et à la réforme des institutions ne manqueront pas de se multiplier dans les mois à venir. Comme le rappelait Moïse Katumbi, figure emblématique de l'opposition, « les Congolais doivent sentir que leur vote peut changer les choses, sans quoi la démocratie ne pourra prospérer. »

La RDC se trouve à un carrefour décisif. Le scrutin de 2023 a ouvert la voie à des réformes nécessaires, mais celles-ci devront être approfondies pour que le pays parvienne à une véritable légitimité démocratique. Pour le président congolais, « la démocratie est un processus, et chaque étape nous rapproche de notre objectif. Mais pour y parvenir, nous devons rester unis et déterminés. » Si ces paroles se concrétisent en actions, la RDC pourrait enfin tracer son chemin vers une démocratie solide et respectée.■

Santé et éducation

Des piliers fragiles...

Le pays fait face à une nouvelle crise sanitaire avec l'épidémie de mpox, alors que les systèmes de santé et d'éducation révèlent leurs failles. Mais les autorités veulent changer les choses.



En République démocratique du Congo, la santé et l'éducation sont les deux piliers sur lesquels repose l'avenir du pays. Pourtant, ces deux secteurs essentiels continuent de souffrir de graves insuffisances qui freinent le développement du pays. L'épidémie de mpox, qui sévit actuellement, en est la triste illustration, mettant en lumière les faiblesses du système de santé congolais tout en rappelant l'importance d'un système éducatif solide pour former une génération capable de relever les défis de demain.

Mpox: une crise sanitaire qui s'aggrave

Depuis le début de l'année, la RDC fait face à une flambée sans précédent de la variole du singe, également appelée mpox. Avec plus de 16 700 cas recensés et 570 décès, l'épidémie touche désormais toutes les provinces du pays, y compris la capitale Kinshasa. Face à cette situation alarmante, le gouvernement a réagi en lançant un plan de riposte de 49 millions de dollars, accompagné de l'attente de doses de vaccin en provenance des pays donateurs. Ce plan comprend des mesures de surveillance accrue, de prise en charge des patients, et de sensibilisation des populations, mais aussi des efforts pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en médicaments et vaccins.

Cependant, malgré ces efforts, les infrastructures de santé restent insuffisantes, avec des hôpitaux souvent sous-équipés et un personnel médical débordé. "Les hôpitaux sont saturés, et beaucoup de patients ne peuvent pas recevoir les soins dont ils ont besoin," déploré Dr. Marc Kabamba, un médecin travaillant dans une zone fortement touchée à l'est du pays. Ce constat met en lumière la nécessité urgente de réformer le système de santé pour le rendre plus résilient face aux crises.

Des réformes indispensables

La crise actuelle liée à la mpox n'est pas un cas isolé. Depuis des années, la RDC fait face à des défis sanitaires majeurs, exacerbés par un sous-financement chronique et une mauvaise gestion des ressources. Le pays a pourtant connu des épidémies répétées, de l'Ebola à la rougeole, qui ont mis en évidence la fragilité de son système de santé.

Pour surmonter ces défis, il est crucial que la RDC investisse davantage dans ses infrastructures de santé, notamment en renforçant les centres de soins primaires et en améliorant l'accès aux services de santé dans les zones rurales. De plus, la formation continue du personnel médical est essentielle pour garantir des soins de qualité. "Nous devons non seulement renforcer nos infrastructures, mais aussi investir dans la formation de notre personnel pour qu'il soit prêt à répondre à toutes les situations," souligne le ministre de la Santé Samuel Roger Kamba.

Éducation : la clé pour un avenir prospère

Parallèlement aux défis sanitaires, l'éducation en RDC est un autre secteur en grande difficulté. Les écoles sont souvent sous-équipées, et l'accès à une éducation de qualité reste un luxe pour beaucoup d'enfants congolais, en particulier dans les zones rurales. Le taux de scolarisation reste faible, et le décrochage scolaire est un problème récurrent, aggravé par la pauvreté et l'insécurité.

Pourtant, une éducation solide est la clé pour sortir de la pauvreté et construire une société résiliente. Le gouvernement a annoncé plusieurs initiatives pour améliorer le système éducatif, notamment en construisant de nouvelles écoles, en formant davantage d'enseignants et en introduisant des programmes plus adaptés aux réalités du pays. Mais là encore, les défis sont nombreux. Les investissements sont souvent insuffisants, et les initiatives peinent à être mises en œuvre de manière cohérente.

Vers un avenir plus solide : des priorités à redéfinir

Pour que la RDC puisse vraiment se développer, il est indispensable de renforcer simultanément les secteurs de la santé et de l'éducation. L'un ne peut aller sans l'autre. Une population en bonne santé et bien éduquée est la pierre angulaire d'un développement durable et inclusif.

L'épidémie de mpox a servi de rappel brutal des faiblesses existantes, mais elle a également offert une opportunité : celle de repenser les priorités et de mobiliser les ressources nécessaires pour construire un système de santé et d'éducation capable de faire face aux défis du futur. En investissant dans la santé et l'éducation, le pays peut jeter les bases d'un avenir plus prospère et équitable.■

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

Une Bourse au service des économies de l'UEMOA

Depuis plus de 25 ans



La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'Afrique de l'Ouest (BRVM) est la bourse commune aux huit pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à savoir le Bénin, le Burkina Faso,la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La BRVM offre aux investisseurs un environnement de classe internationale avec des outils technologiques de pointe.

Abidjan, Plateau 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
+225 27 20 31 55 50
crpinfo@brvm.org
brvm@brvm.org
www.brvm.org
www.brvmtv.org

La culture, ce trésor ...

De la musique aux arts plastiques, en passant par la mode et le cinéma, les artistes congolais continuent de mettre en relief la créativité et la résilience d'un pays à la diversité incommensurable.

Au fil des années des icônes comme Papa Wemba, Koffi Olomidé, Fally Ipupa etc. ont fait de la rumba congolaise un joyau mondialement connu, désormais inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Mais la République Démocratique du Congo (RDC) est bien plus qu'une terre de musique. C'est une nation qui brille à travers des domaines artistiques et culturels variés, et dont l'influence dépasse largement ses frontières.

Dans le domaine des arts plastiques, Alfred Liyolo demeure une figure emblématique. Sculpteur de renommée mondiale, ses œuvres, profondément ancrées dans les traditions africaines tout en embrassant des formes modernes, continuent d'inspirer les générations. Ses sculptures, présentes dans des collections privées et publiques à travers le monde, incarnent le dialogue entre l'identité africaine et l'universalité artistique.

Cinéma, mode et éveil littéraire

Outre la musique et les arts plastiques, le cinéma congolais commence à s'imposer sur la scène internationale. Des réalisateurs tels que Balufu Bakupa-Kanyinda et des films comme "Maki'la" de Machérie Ekwa Bahango montrent que la RDC est également une terre de narration cinématographique. Ces productions reflètent des histoires locales avec un impact universel, révélant ainsi des facettes de la vie congolaise qui ne sont souvent pas visibles dans les médias internationaux.



Dans le domaine de la mode mouvement des sapeurs reste un phénomène culturel emblématique du pays, où l'élégance devient un art de vivre. Les Sapeurs (membres de la Société des ambianceurs et des personnes élégantes) se distinguent par leur style vestimentaire raffiné, inspiré des codes occidentaux, mais réinterprété avec une touche africaine unique. Plus qu'une simple mode, la sape est une forme d'expression sociale et de revendication identitaire.

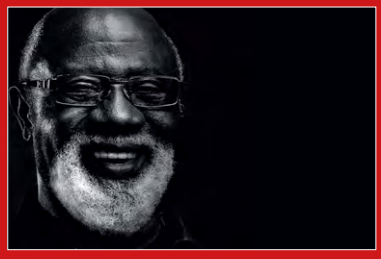
Mais au-delà de la sape, des créateurs congolais font rayonner le pays sur les podiums internationaux, valorisant les tissus locaux et les traditions artisanales. Enfin, la littérature congolaise contemporaine, représentée par des figures comme In Koli Jean Bofane et Fiston Mwanza Mujila, explore les complexités sociales, politiques, et économiques du pays, tout en offrant une voix puissante et poétique aux réalités congolaises.

L'engagement de l'Etat

Le gouvernement congolais ne reste pas en retrait dans cette dynamique de valorisation culturelle. Conscient du rôle central que joue la culture dans l'identité nationale et dans son rayonnement international, plusieurs initiatives ont vu le jour. Le projet phare de la construction du Centre International des Cultures du Congo en est un parfait exemple. Ce centre, qui sera bientôt inauguré au cœur de la capitale, Kinshasa, est destiné à devenir une véritable vitrine du potentiel culturel congolais. Il servira de plateforme pour exposer non seulement la musique et les arts plastiques, mais aussi la mode, la danse, le cinéma, et bien d'autres disciplines.

Par ailleurs, l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa, continue de former des talents dans les arts visuels, la musique, et le design. Cet établissement joue un rôle crucial dans la préservation et le renouvellement de l'héritage culturel congolais, et de nombreux artistes contemporains y trouvent leur tremplin pour une carrière internationale.■

La Fondation Liyolo



La Fondation Liyolo, créée en mémoire du célèbre sculpteur congolais Alfred Liyolo, se consacre à la préservation et à la promotion de son œuvre tout en soutenant la scène artistique émergente en République Démocratique du Congo (RDC). Véritable pont entre tradition et modernité, la fondation offre une plateforme de formation aux jeunes talents congolais dans les arts plastiques et visuels. Par son action, la Fondation Liyolo perpétue la vision de son fondateur : faire rayonner la culture congolaise à l'échelle internationale tout en nourrissant l'expression artistique locale.■

Le Centre International des cultures du Congo



Actuellement en attente de son inauguration, le Centre International des Cultures du Congo se positionne comme un projet phare du gouvernement congolais pour la promotion de la diversité culturelle du pays. Ce centre vise à devenir un espace dédié à la valorisation des multiples facettes de la culture congolaise : musique, danse, arts plastiques, cinéma, et bien plus encore. Il s'agira non seulement d'une vitrine pour les talents locaux, mais aussi d'un lieu de rencontre et d'échange entre artistes du monde entier. Le Centre ambitionne de faire rayonner le potentiel artistique et culturel de la RDC tout en favorisant des opportunités de collaborations internationales.■


AGL
AFRICA GLOBAL LOGISTICS
msc
AGL
AFRICA GLOBAL LOGISTICS
AGL
AFRICA GLOBAL LOGISTICS
Au cœur des transformations de l'Afrique
www.aglgroup.com

Didier M'Pambia Musanga, *le ministre du Tourisme de la République démocratique du Congo (RDC) détaille la vision stratégique de son ministère pour transformer le secteur touristique du pays.*

« La politique nationale vise à assurer un tourisme durable »

Quelle est la vision globale de votre ministère pour le développement du secteur touristique en RDC, et quels objectifs souhaitez-vous atteindre d'ici la fin de votre mandat ?

Notre vision s'appuie sur les deux premiers engagements du chef de l'État, exposés lors de son discours d'investiture du 24 janvier 2024, notamment en matière de création d'emplois et de protection du pouvoir d'achat des ménages. Nous ambitionnons de valoriser le potentiel touristique de la RDC à travers plusieurs axes, dont la création d'emplois par le développement de villages touristiques, l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire, et la mise en œuvre d'une stratégie marketing efficace pour promouvoir la destination RDC. À titre d'exemple, nous comptons créer environ 145 000 emplois via ces villages touristiques, conformément au programme de développement local des 145 territoires (PDL 145T).

Quels sites touristiques souhaitez-vous promouvoir, et quelles mesures prenez-vous pour en accroître l'attractivité ? Comment collaborez-vous avec les gouvernements locaux pour les valoriser ?

Depuis ma nomination, j'ai entrepris une tournée dans plusieurs sites, en mettant un accent particulier sur les aires protégées. J'ai visité Bombo Lumene, seule aire protégée de Kinshasa, ainsi que des sites dans le Nord et le Sud-Kivu, comme le Parc des Virunga et l'île d'Idjwi. Nous envisageons de faire de Bombo Lumene un site pilote pour le concept de village touristique avant de l'étendre à d'autres provinces. En ce qui concerne la collaboration avec les gouvernements locaux, le tourisme étant une compétence concurrente entre le pouvoir central



et les provinces, nous avons une étroite coopération avec les autorités provinciales. Le Forum de validation de la Politique Nationale du Tourisme a d'ailleurs réuni plusieurs ministres provinciaux, témoignant de cette synergie.

Comment votre ministère intègre-t-il les principes de développement durable dans la gestion du tourisme, et quels projets sont en cours pour promouvoir un tourisme responsable ?

La RDC, membre de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) depuis 1972, suit les principes internationaux de protection de l'environnement et de la biodiversité. La Politique Nationale du Tourisme, en cours de promulgation, vise à assurer un tourisme durable, en préservant les coutumes locales et le patrimoine culturel. Par ailleurs, le programme des villages touristiques met en avant la valorisation des populations locales, en promouvant la gastronomie, les savoirs et les cultures du terroir, faisant du tourisme un levier de développement pour les économies locales.



Le manque d'infrastructures est souvent cité comme un obstacle au développement touristique en RDC. Quelles actions sont prises pour améliorer l'accès aux sites, et comment collaborez-vous avec d'autres ministères à cet égard ?

Nos sites touristiques, notamment les aires protégées, se trouvent souvent dans des zones difficiles d'accès. Le tourisme dépend donc de la qualité des infrastructures comme les routes, les aéroports et les centrales électriques. Le programme des villages touristiques vise à mettre en synergie plusieurs secteurs pour faciliter l'accès à ces sites. La transversalité du tourisme avec d'autres secteurs est inscrite dans la loi, et lors du Forum de validation de la Politique Nationale du Tourisme, plusieurs ministres ont souligné l'importance de cette collaboration pour valoriser les destinations.

Le tourisme est un secteur créateur d'emplois. Quelles initiatives prenez-vous pour former les jeunes aux métiers du tourisme, et quels partenariats avez-vous noués pour renforcer les compétences locales ?

La formation aux métiers du tourisme est une priorité du programme gouvernemental. Nous avons pour projet de créer des écoles spécialisées dans le domaine et de formaliser des curricula adaptés à la professionnalisation des métiers touristiques, encore largement informels. En ce qui concerne les partenariats, nous collaborons avec le ministère de la Formation professionnelle et d'autres institutions nationales et internationales. La ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) a également participé à la validation de la Politique Nationale du Tourisme, démontrant l'engagement des autorités en faveur du renforcement des compétences locales.

Comment la situation sécuritaire en RDC impacte-t-elle le tourisme, et quelles mesures sont prises pour assurer la protection des touristes ?

> **LE PROGRAMME DES VILLAGES TOURISTIQUES MET EN AVANT LA VALORISATION DES POPULATIONS LOCALES, EN PROMOUVANT LA GASTRONOMIE, LES SAVOIRS ET LES CULTURES DU TERROIR, FAISANT DU TOURISME UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT POUR LES ÉCONOMIES LOCALES.**

La situation sécuritaire est certes une contrainte, mais il est important de relativiser. Plus de deux millions de kilomètres carrés de territoire sont sous contrôle du gouvernement et donc accessibles aux touristes. Les zones sous influence rebelle sont gérées par les forces de l'ordre, et le Corps de Protection des Parcs et Réserves Nationaux (Cor-PPN), aux côtés des écogardes, joue un rôle crucial dans la sécurisation des aires protégées. Lors du Forum de validation de la Politique Nationale du Tourisme, des représentants des ministères de la Défense et des Affaires Coutumières ont exprimé leur soutien à cette démarche.

Quels partenariats internationaux avez-vous développés pour renforcer le secteur du tourisme en RDC, et comment ces collaborations contribuent-elles à l'amélioration des standards et à l'accroissement des investissements ?

Nous avons un partenariat solide avec l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), et la RDC occupe la première vice-présidence du Conseil Exécutif de cette organisation. Nous avons également des discussions avec plusieurs ambassadeurs et clubs de football prestigieux pour promouvoir la destination RDC. Ces collaborations nous aident à améliorer les standards touristiques et à attirer davantage d'investissements dans le secteur.

Quelles initiatives prenez-vous pour encourager les Congolais à découvrir leur propre pays, et avez-vous organisé des campagnes spécifiques à cet effet ?

Le tourisme domestique reste limité en raison du faible pouvoir d'achat des ménages, une problématique que le gouvernement s'efforce de résoudre. Nous diversifions les formes de tourisme, comme le tourisme scolaire, religieux ou culturel, pour le rendre plus accessible. Nous allons également lancer des campagnes de promotion, notamment « Explorez la RDC, le cœur de l'Afrique », pour inciter les Congolais à découvrir les richesses de leur pays.

Propos recueillis par
Simon Pierre ETOUNDI

Banques

Les premiers pas de Bangui Sana à la tête de la BEAC...

Nommé il y a quelques mois Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), le Centrafricain doit déjà faire face à des défis majeurs, entre stabilisation économique et réformes internes pour garantir l'avenir de cette institution clé de la sous-région.



Par Vanessa ITGNIA

Yvon Bangui Sana a officiellement pris les commandes de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) le 1er mars 2024. Succédant au Tchadien Abbas Mahamat Tolli, qui avait dirigé l'institution depuis 2017, le nouveau Gouverneur doit faire face à des défis complexes dans un contexte où la stabilité économique de la sous-région est mise à rude épreuve.

La BEAC, qui gère la politique monétaire des six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), joue un rôle central pour assurer la stabilité économique de la zone. Ces dernières années, la banque a dû composer avec des crises successives : la pandémie de COVID-19, une crise énergétique mondiale, et des turbulences géopolitiques. Bangui Sana comprend que les économies de la sous-région sont encore fragilisées par ces événements.

Dès sa prise de fonction, il a mis en place des stratégies pour renforcer la résilience des économies de la zone CEMAC. Il s'engage à soutenir une régulation financière plus efficace et une meilleure gestion des secteurs économiques clés. La gestion des réserves de change et le contrôle de l'inflation figurent en tête de son agenda.

Moderniser la gouvernance interne

À peine installé, Bangui Sana a entrepris une réorganisation interne de la BEAC. Il remanie les postes stratégiques et injecte une nouvelle énergie dans l'institution. Son objectif est de rétablir la confiance aussi bien au sein de l'institution qu'auprès des pays membres. En modernisant les outils et les structures de la BEAC, il veut en faire une institution plus performante et plus réactive aux besoins actuels.

Il s'attaque également à la question de la gouvernance, qu'il veut améliorer pour plus de transparence et d'efficacité. Cette réorganisation interne vise à rendre la BEAC plus agile, avec un cadre de travail plus transparent qui puisse s'adapter aux réalités économiques contemporaines.

Lancement de réformes structurelles

Pour Bangui Sana, l'une des priorités est de mener des réformes structurelles au sein de la BEAC. Conscient des lourdeurs bureaucratiques qui freinent l'efficacité de l'institution, il se concentre sur la digitalisation et la modernisation des infrastructures. Il cherche à introduire des systèmes de paiement modernes et à créer des cadres réglementaires mieux adaptés aux défis de l'après-COVID.

En tant que nouveau leader de la BEAC, Bangui Sana vise également à encourager les pays membres de la CEMAC à adopter des politiques fiscales et monétaires qui favorisent une meilleure convergence économique. Il veut s'assurer que la BEAC continue à jouer un rôle moteur dans le développement économique de la région tout en restant en phase avec les transformations mondiales.

Maintenir la stabilité du franc CFA

Un autre enjeu crucial pour Bangui Sana est de garantir la stabilité du franc CFA. Le gouverneur comprend que la pression autour de la monnaie commune grandit, notamment avec les débats sur le lien entre le franc CFA et l'euro. Certains appellent à une réforme tandis que d'autres défendent le maintien du statu quo.

Bangui Sana doit naviguer avec prudence entre ces différentes positions. Sa mission consiste à maintenir la stabilité monétaire tout en explorant, si nécessaire, des ajustements pour mieux répondre aux besoins économiques des pays membres. Il supervise la gestion des réserves de change



© DR

avec rigueur pour éviter tout risque de déstabilisation du franc CFA.

Renforcer la coopération régionale

Bangui Sana s'attaque aussi à la question de la coopération entre les pays membres de la CEMAC. Bien que partageant une monnaie commune, ces États n'ont pas toujours les mêmes priorités économiques. Le nouveau gouverneur met l'accent sur la nécessité de diversifier les économies de la région, particulièrement pour les pays encore dépendants du pétrole.

Il travaille également à renforcer la coopération avec les partenaires internationaux comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. En s'assurant de maintenir des relations solides avec ces institutions, Bangui Sana entend attirer de nouveaux investissements tout en défendant les intérêts de la sous-région. Toutefois, il garde à l'esprit la nécessité de ne pas alourdir la dette extérieure des États membres.

Promouvoir une gouvernance exemplaire

Bangui Sana sait que sa gestion à la tête de la BEAC sera jugée sur sa capacité à imposer une gouvernance exemplaire. L'institution a parfois été critiquée pour son opacité, et il entend corriger ces faiblesses. Il s'emploie à établir une gestion plus rigoureuse des finances publiques, à lutter contre la corruption et à renforcer la transparence dans les processus décisionnels.

> **« BANGUI SANA A ENTREPRIS UNE RÉORGANISATION INTERNE DE LA BEAC. IL REMANIE LES POSTES STRATÉGIQUES ET INJECTE UNE NOUVELLE ÉNERGIE DANS L'INSTITUTION. SON OBJECTIF EST DE RÉTABLIR LA CONFIANCE AUSSI BIEN AU SEIN DE L'INSTITUTION QU'AUPRÈS DES PAYS MEMBRES.**

Bangui Sana cherche également à mieux inclure les PME et les entreprises locales dans le système financier régional. Il veut faciliter leur accès au crédit, un élément essentiel pour stimuler la croissance des économies de la zone CEMAC.

Une mission à haut risque, mais cruciale

Bangui Sana s'engage avec détermination dans ses nouvelles fonctions à la BEAC. Face à une économie mondiale instable et à des défis internes de taille, il doit rapidement prouver sa capacité à mener l'institution vers un avenir plus stable. Les réformes qu'il propose sont audacieuses, et il sait qu'il devra obtenir le soutien des États membres pour les mettre en œuvre.

Ses premiers mois à la tête de la BEAC marquent le début d'une ère où l'institution doit se moderniser, se renforcer et répondre aux besoins d'une sous-région qui aspire à plus de stabilité et de prospérité.■

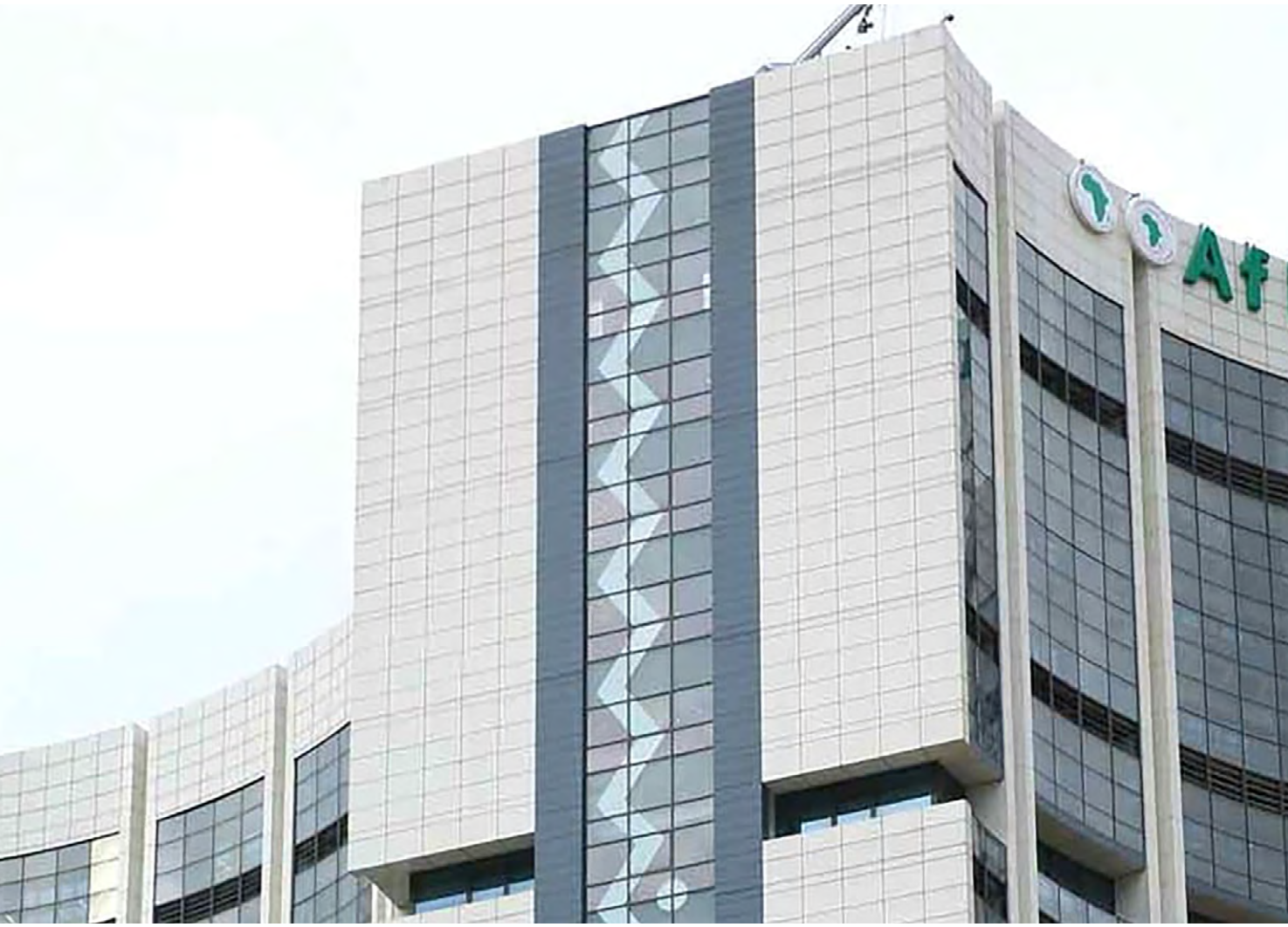
Banque africaine de développement

Le temps du changement...

La Banque africaine de développement (BAD) s'apprête à tourner une page de son histoire avec la fin du mandat de son actuel président, le Nigérian Akinwumi Adesina. La course à sa succession est lancée depuis de longs mois, et plusieurs candidats se positionnent pour le poste de président de l'institution. Une véritable lutte d'influence.

Par René MATEA

Le premier à s'être signalé dans la course à la présidence de la BAD est le Tchadien Abbas Mahamat Tolli, ancien gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Fort de son expérience à la tête de la BEAC, Tolli espère capitaliser sur son expertise en matière de gouvernance financière pour rallier des soutiens à sa candidature. Le Sénégalais Amadou Hott, qui a récemment quitté son poste d'envoyé spécial auprès du président de la BAD chargé l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique (AGIA) est également candidat à la succession. Romuald Wadagni, ministre de l'Économie et



des Finances du Bénin, et Samuel Maimbo, économiste zambien, sont également sur les starting blocks. En attendant que de nouvelles candidatures surgissent, les premières montrent que la compétition pour la présidence de la BAD sera rude, avec des alliances régionales qui joueront un rôle déterminant.

Du reste, le processus électoral à la BAD est régi par une règle non écrite de rotation régionale. Ce qui amoindrit considérablement les chances de Amadou Hott et Romuald Wadagni originaires d'Afrique de l'Ouest comme l'actuel Président Akinwumi Adesina. Ainsi, en toute logique, ce serait au tour de l'Afrique australe ou de l'Afrique centrale d'occuper la présidence. Et c'est dans ce contexte de compétition intense, que le nom d'Albert Zeufack, ancien économiste en chef pour l'Afrique à la Banque mondiale, commence à émerger. Directeur régional de la Banque mondiale dans plusieurs pays africains (RD Congo, Angola, Burundi, Sao Tomé), Albert Zeufack, d'origine camerounaise, jouit d'une réputation de rigueur et de compétence dans les milieux financiers internationaux. Bien que sa candidature ne soit pas encore officielle, elle est perçue comme une option complémentaire à celle de Tolli, renforçant ainsi les chances de l'Afrique centrale d'accéder à la présidence de la BAD. Plutôt que d'entrer en concurrence directe, les deux candidatures visent à maximiser les possibilités pour la région de décrocher enfin ce poste stratégique.



Des défis économiques majeurs pour le futur président

Le futur président de la BAD va hériter d'un environnement économique complexe, où malgré une croissance estimée à 3,7 % en 2024 et 4,3 % en 2025, le continent continue de faire face à des défis persistants, notamment la pauvreté. Plus de 460 millions de personnes en Afrique subsaharienne vivent encore dans l'extrême pauvreté, tandis que des millions de jeunes arrivent chaque année sur un marché du travail insuffisamment pourvu en emplois.

> « CHAQUE ANNÉE, 10 À 20 MILLIONS DE JEUNES ARRIVENT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL, MAIS SEULEMENT 3 MILLIONS DE NOUVEAUX EMPLOIS SONT CRÉÉS, RENFORÇANT AINSI LE RISQUE D'UNE ÉMIGRATION IRRÉGULIÈRE MASSIVE.

Le prochain dirigeant devra intensifier les efforts pour combler le déficit de financement des infrastructures, estimé à plus de 100 milliards de dollars par an, et accélérer l'industrialisation du continent afin de créer des emplois durables pour une population jeune et en pleine croissance.

Transition énergétique et gouvernance

La transition énergétique sera également un enjeu crucial. Amadou Hott a déjà fait de cette question un axe majeur de sa campagne, mais la transition vers des énergies renouvelables est une priorité qui transcende les candidatures. La BAD devra renforcer ses partenariats avec les bailleurs de fonds internationaux pour financer cette transition tout en aidant les pays africains à adopter des solutions énergétiques plus propres et plus vertes.

En parallèle, la transparence, la lutte contre la corruption et le renforcement de la gouvernance interne seront primordiaux pour que la BAD maintienne sa prestigieuse notation « AAA », qui permet à l'institution d'obtenir des financements à des taux préférentiels. Le prochain président devra non seulement répondre aux attentes des actionnaires régionaux, mais aussi de ceux non régionaux, qui jouent un rôle crucial dans les décisions de la Banque. Davantage, il devra non seulement gérer les défis économiques et sociaux immédiats du continent, mais aussi poser les bases d'une BAD plus résiliente et capable de répondre aux aspirations de l'Afrique pour son industrialisation et son développement durable.■

Institutions

L'OEACP poursuit sa mue

Durant le mandat de Georges Rebelo Pinto Chikoti, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) a connu des transformations majeures. Face à des crises mondiales et des enjeux multiples, l'institution a su renforcer son unité et consolider son rôle international.

Par Singa VILUMBA

Sous l'impulsion de Georges Rebelo Pinto Chikoti, depuis mars 2020, l'OEACP a connu une période de restructuration importante. L'organisation, qui regroupe 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a consolidé ses fondations pour devenir un acteur plus agile et influent sur la scène mondiale. Cette refonte interne a permis à l'OEACP de mieux répondre aux crises contemporaines, notamment celles engendrées par la pandémie de COVID-19 et les bouleversements climatiques.

L'une des plus grandes réussites de cette ère est sans doute la signature de l'Accord de Samoa en 2023, un partenariat renouvelé avec l'Union européenne, qui a remplacé l'Accord de Cotonou. Cet accord stratégique repose sur six piliers majeurs : la démocratie, l'économie, le climat, le développement, la sécurité et la migration. La tâche de rassembler les diverses nations autour de cet accord n'a pas été facile, mais le leadership de Chikoti a permis de dissiper les doutes et de renforcer la confiance entre les membres.

Réformes économiques et structuration commerciale

Une part importante du travail réalisé sous le mandat de Chikoti s'est concentrée sur l'amélioration des structures économiques des États membres de l'OEACP. Le renforcement du Département de la Transformation économique structurelle et du Commerce a permis de soutenir les agriculteurs et producteurs locaux dans leur adaptation aux nouvelles normes internationales, notamment celles imposées par l'Union européenne.

Cette dynamique de transformation vise à accroître la compétitivité des produits issus des pays ACP sur le marché mondial. L'objectif de Chikoti était clair : améliorer la résilience économique des États membres en favorisant l'accès aux marchés internationaux tout en soutenant une économie plus inclusive et durable.



L'agenda climatique au cœur de l'action
Face aux menaces existentielles liées au changement climatique, l'OEACP a dû se positionner comme un défenseur de ses membres les plus vulnérables. Des nations insulaires comme le Vanuatu ou les Îles Salomon, particulièrement exposées à la montée des eaux et aux catastrophes naturelles, ont trouvé un allié de poids en Chikoti. Celui-ci a multiplié les interventions sur la scène internationale pour attirer l'attention sur les urgences climatiques et pour mobiliser des ressources en faveur de l'adaptation et de la résilience climatique.
Le Département de l'Environnement et de l'Action climatique de l'OEACP, sous la supervision de Chikoti, a développé des programmes visant à aider les pays membres à faire face aux défis environnementaux, tout en respectant leurs engagements internationaux en matière de réduction des émissions et de préservation des écosystèmes.

Jeunesse, diaspora et développement : des priorités stratégiques
Un autre pilier fondamental de la stratégie de l'OEACP sous l'ère Chikoti a été l'inclusion des jeunes dans les processus de décision et leur implication dans le développement économique. Lors du sommet de 2022 en Angola, un forum des jeunes a été organisé pour discuter des problématiques pressantes telles que le chômage et l'éducation, montrant ainsi la volonté de l'organisation d'engager les jeunes générations dans la construction de l'avenir de leurs pays.
Chikoti a également mis l'accent sur le rôle crucial de la diaspora dans le développement des nations ACP. À travers le centre d'excellence de la diaspora inauguré à Abuja, l'OEACP a ouvert la voie à une participation plus active des diasporas dans le financement du développement et l'innovation. En reconnaissant leur potentiel, l'organisation a mis en place des mécanismes de coopération qui profitent autant aux communautés expatriées qu'aux États membres.



Unité et cohésion au sein de l'OEACP
L'une des réussites les plus remarquables de l'ère Chikoti a été sa capacité à maintenir la cohésion au sein de l'organisation malgré les divergences internes. Avec 79 États membres répartis sur plusieurs continents et aux réalités économiques et sociales très différentes, il n'est pas toujours facile de trouver un terrain d'entente. Toutefois, sous la direction de Chikoti, l'OEACP a su rester unie, notamment à travers des instances telles que le Comité des ambassadeurs, le Conseil des ministres, et le Sommet des chefs d'État.
Chikoti a habilement navigué dans les complexités diplomatiques pour harmoniser les priorités des membres et éviter les tensions qui auraient pu nuire à la dynamique de l'organisation. Ce travail de fond a contribué à la solidité de l'OEACP dans ses relations internationales, notamment avec l'Union européenne, son principal partenaire.

> **FACE AUX MENACES EXISTENTIELLES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'OEACP A DÛ SE POSITIONNER COMME UN DÉFENSEUR DE SES MEMBRES LES PLUS VULNÉRABLES. DES NATIONS INSULAIRES COMME LE VANUATU OU LES ÎLES SALOMON, PARTICULIÈREMENT EXPOSÉES À LA MONTÉE DES EAUX ET AUX CATASTROPHES NATURELLES, ONT TROUVÉ UN ALLIÉ DE POIDS EN CHIKOTI.**

Les défis financiers et organisationnels
Malgré ces succès, l'OEACP sous Chikoti a dû faire face à des défis de taille, notamment en termes de financement. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les difficultés économiques des États membres, certains peinant à respecter leurs engagements financiers vis-à-vis de l'organisation. La restructuration du secrétariat, bien que nécessaire pour améliorer l'efficacité, a été un processus délicat, nécessitant des négociations constantes pour assurer l'harmonie au sein du personnel et entre les différents départements.
L'efficacité des réformes mises en place dépendra en grande partie de la capacité du prochain Secrétaire général à poursuivre dans cette voie tout en s'adaptant aux nouveaux défis.

La succession de Chikoti : un enjeu majeur
Alors que Georges Rebelo Pinto Chikoti se rapproche de la fin de son mandat, la question de sa succession devient centrale pour l'avenir de l'OEACP. Le Cameroun, un acteur influent au sein de l'organisation, pourrait présenter la candidature de son ambassadeur en Belgique, Daniel Evina Abe'e, une personnalité déjà bien implantée dans les rouages diplomatiques. Une candidature camerounaise pourrait marquer un tournant pour l'organisation et renforcer encore plus l'unité africaine au sein de l'OEACP.
La succession de Chikoti sera décisive, car elle devra s'inscrire dans la continuité des réformes entreprises, tout en apportant des solutions aux nouveaux défis mondiaux, tels que la transition écologique, la sécurité alimentaire et la gestion des flux migratoires.■

Trois questions à...

Olivier Kenhago Tazo, *Diplomate et auteur de « L'accord de Samoa entre l'UE et les Etats ACP : négociations, portée, enjeux et perspectives ».*

« Ce nouveau cadre de gouvernance, bien qu'il présente des opportunités, pose également des défis... »

Durant le mandat de Georges Rebelo Pinto Chikoti, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) a connu des transformations majeures. Face à des crises mondiales et des enjeux multiples, l'institution a su renforcer son unité et consolider son rôle international.



Dans votre ouvrage, vous mettez en lumière les innovations politiques, juridiques et institutionnelles découlant des accords de Samoa et de Cotonou. Selon vous, quelles seront les conséquences concrètes de ces innovations pour les États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) dans les dix prochaines années ?

L'accord de Samoa, signé le 15 novembre 2023, vient redéfinir le partenariat historique entre les États membres de l'OEACP et l'Union européenne (UE). Il repose sur l'idée que les progrès en matière de développement reposent sur une coopération plus équilibrée et collective. Les États ACP ont clairement exprimé, lors des négociations, leur volonté de remettre en cause les bases traditionnelles d'une coopération jugée inéquitable. Ils ont appelé de leurs vœux un partenariat fondé sur l'égalité, intégrant de nouveaux domaines de coopération et mobilisant des mécanismes institutionnels plus adaptés aux enjeux actuels.

L'accord de Samoa incarne ce tournant, avec une approche repensée et un cadre institutionnel plus inclusif. Ce nouvel accord encadre les relations entre les États ACP et l'UE pour les vingt prochaines

années. Parmi les transformations notables, on note la disparition du Fonds Européen de Développement (FED), remplacé par l'Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale. Ce nouvel instrument n'est plus spécifiquement dédié aux États de l'OEACP, ce qui impose une refonte des approches politiques et institutionnelles.

Les États ACP ont rapidement pris conscience des changements liés à la mise en œuvre de cet accord, qui fait désormais intervenir, en plus des acteurs étatiques, les organisations régionales, la société civile et d'autres parties prenantes. Ce nouveau cadre de gouvernance, bien qu'il présente des opportunités, pose également des défis, notamment l'intégration de ces acteurs non étatiques dans les mécanismes de décision.

Vous abordez les éléments de rupture et de continuité entre l'accord de Samoa et celui de Cotonou. Pouvez-vous nous expliquer en quoi ces différences pourraient influencer la position stratégique des États ACP dans leurs relations avec l'Union Européenne ?

Les négociateurs ont cherché à trouver un équilibre entre l'innovation et la préservation des acquis de l'accord de Cotonou. Même si certaines questions n'ont pas trouvé de réponses complètes, un équilibre semble se dégager entre les éléments historiques et les innovations. Contrairement à certaines prévisions annonçant la fin de l'ère de Cotonou, un nouvel accord juridiquement contraignant a été conclu. Ce dernier conserve un socle commun tout en introduisant des protocoles régionaux adaptés aux réalités contemporaines, comme la montée en puissance de l'Union africaine.

La dimension régionale, plus marquée dans l'accord de Samoa, témoigne de cette adaptation. Sur la question de la migration, l'accord va encore plus loin que celui de Cotonou. La migration devient désormais un domaine distinct de coopération, reflétant son importance croissante, même si les positions des deux parties divergent encore sur certains aspects. Cette approche combinant innovation et continuité a permis de préserver la stabilité de la relation tout en facilitant des compromis sur des sujets sensibles.

L'accord de Samoa intervient dans un contexte mondial en pleine mutation. Quelles opportunités spécifiques cet accord offre-t-il aux États ACP pour s'adapter à ces changements, notamment dans les domaines du commerce, de la gouvernance et du développement durable ?

L'accord de Samoa clôture un processus de transformation des piliers de la coopération entre les États ACP et l'UE, notamment avec la fin des préférences commerciales. Cela ouvre plusieurs opportunités pour les États ACP.

> **« LES NÉGOCIATEURS ONT CHERCHÉ À TROUVER UN ÉQUILIBRE ENTRE L'INNOVATION ET LA PRÉSERVATION DES ACQUIS DE L'ACCORD DE COTONOU. MÊME SI CERTAINES QUESTIONS N'ONT PAS TROUVÉ DE RÉPONSES COMPLÈTES, UN ÉQUILIBRE SEMBLE SE DÉGAGER ENTRE LES ÉLÉMENTS HISTORIQUES ET LES INNOVATIONS.**

En matière de commerce, Samoa facilite l'accès des produits des États ACP aux marchés européens, tout en encourageant la diversification des économies. Cette diversification se traduit par un soutien accru aux petites et moyennes entreprises (PME), qui sont essentielles à la création d'emplois et à l'intégration des pays ACP dans les chaînes de valeur mondiales.

En termes de gouvernance, l'accord promeut la transparence, l'État de droit et le renforcement des institutions. Il inclut également une coopération renforcée dans les domaines de la paix et de la sécurité, notamment face aux crises migratoires et à la lutte contre le terrorisme. Ce cadre de coopération ouvre également la voie à une implication plus large des acteurs non étatiques, en particulier la société civile et le secteur privé, dans la gouvernance des États ACP.

Concernant le développement durable, l'accord de Samoa s'aligne sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et sur l'Accord de Paris sur le climat. Il offre un soutien aux États ACP dans leurs politiques de lutte contre le changement climatique et de gestion durable des ressources naturelles. De plus, l'accord encourage la transition énergétique en promouvant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, permettant ainsi aux États ACP de réduire leur dépendance aux énergies fossiles. L'agriculture durable est également un domaine prioritaire, avec un appui à la modernisation des systèmes agricoles, renforçant ainsi la résilience des États ACP face aux défis climatiques.

Entretien mené par
Simon Pierre ETOUNDI

Mines

Lilium Mining, le pari perdu de Tiemtoré

Après un long conflit judiciaire, Lilium Mining, la branche minière de Lilium Capital, a cédé les mines d'or de Boungou et Wahgnion à l'État burkinabè. Cette nationalisation met un terme à un différend de plusieurs mois avec Endeavour Mining.

Par Abdoulaye YERO

Le 26 août 2024 marque un tournant dans l'exploitation minière au Burkina Faso. Après un conflit intense entre le géant canadien Endeavour Mining et Lilium Mining, bras minier du groupe Lilium Capital de l'hommes d'affaires Simon Tiemtoré, l'État burkinabè a récupéré la propriété des mines d'or de Boungou et Wahgnion. Cet accord met fin à un différend qui durait depuis mars 2024, après que Lilium ait échoué à respecter ses obligations financières à la suite de l'acquisition des deux sites en juin 2023 pour 300 millions de dollars.

La genèse de ce conflit remonte à l'achat des mines par Lilium Mining auprès d'Endeavour Mining. Quelques mois après la signature du contrat, Endeavour a porté l'affaire devant la justice, accusant Lilium de ne pas avoir respecté les échéances de paiement convenues. Cette situation a rapidement dégénéré en un litige qui paralysait l'exploitation des deux sites stratégiques pour l'économie burkinabè.

Face à cette impasse, l'État burkinabè, soucieux de protéger ses ressources naturelles et de garantir la continuité des opérations minières, est intervenu en tant que médiateur. Les discussions ont abouti à un accord de cession qui permet à l'État de prendre le contrôle total des deux mines, avec des compensations financières pour Endeavour Mining. Cette transaction prévoit notamment une indemnité de 60 millions de dollars à Endeavour, ainsi qu'une redevance de 3 % sur les premières 400 000 onces d'or extraites de Wahgnion. Dans la foulée, un nouveau Directeur général, Lamissa Barro, a été désigné par les autorités pour prendre le contrôle des deux mines.

Lilium : un acteur minier affaibli

Pour Lilium Mining, cette issue représente une perte significative. La société avait acquis Boungou et Wahgnion dans le cadre d'une stratégie d'expansion agressive visant à renforcer sa position dans le secteur minier ouest-africain. Cependant, l'incapacité à honorer ses engagements financiers a rapidement compromis cette ambition. En cédant les deux mines à l'État, Lilium Mining perd deux actifs majeurs, remettant en question sa capacité à s'imposer durablement dans un secteur aussi compétitif.



Cet échec souligne les défis auxquels sont confrontés les opérateurs miniers, particulièrement en Afrique, où les transactions complexes exigent non seulement une solidité financière, mais aussi une gestion stratégique rigoureuse des relations avec les parties prenantes, notamment les gouvernements. Lilium n'a pas su naviguer dans cet environnement complexe, ce qui a conduit à la rupture avec Endeavour Mining et à la perte de ces deux sites clés.

L'État burkinabè médiateur et bénéficiaire…

L'intervention de l'État burkinabè a été décisive pour dénouer ce conflit. En tant que médiateur, le gouvernement a mené les négociations pour protéger les intérêts du pays tout en assurant la continuité de l'exploitation des mines. En devenant propriétaire des sites de Boungou et Wahgnion, l'État burkinabè renforce son contrôle sur ses ressources naturelles, un objectif stratégique dans un contexte de transition politique et économique.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Aboubakar Nacanabo, a confirmé lors de la signature de l'accord que l'État veillerait à maintenir les emplois existants et à poursuivre l'exploitation des deux mines, tout en explorant de nouvelles opportunités dans le secteur minier. Il s'agit d'une étape clé dans la stratégie du gouvernement burkinabè visant à accroître les retombées économiques de l'exploitation minière pour le pays.

Une nouvelle ère …

Cette cession marque un tournant dans la gestion des ressources minières du Burkina Faso. Longtemps dominé par les multinationales, le secteur voit l'État burkinabè reprendre la main sur deux sites stratégiques, ce qui reflète une tendance croissante à travers le continent africain. De plus en plus de gouvernements cherchent à maximiser les bénéfices de leurs ressources naturelles en renforçant leur implication dans l'exploitation et la gestion de ces actifs.



Dans un contexte où les critiques contre les grandes compagnies minières internationales se multiplient, accusées de rapatrier les profits sans en faire bénéficier les économies locales, cette opération envoie un signal fort. L'État burkinabè, par cette acquisition, vise à mieux gérer ses ressources tout en sécurisant les emplois et les revenus générés par ces exploitations.

Endeavour Mining, de son côté, sort de ce conflit en ayant sécurisé une compensation financière non négligeable. La cession des mines de Boungou et Wahgnion à Lilium en 2023 faisait partie de sa stratégie de recentrage sur d'autres actifs plus prometteurs. En récupérant 60 millions de dollars et des royalties sur la production future, Endeavour évite un contentieux long et coûteux tout en maintenant une présence indirecte via les redevances.

Pour Lilium Mining, cet échec est une leçon difficile, mais il marque également un avertissement pour d'autres opérateurs souhaitant s'aventurer dans le secteur minier burkinabè ou ailleurs en Afrique. Pour Simon Tiemtoré, au-delà du flop Lilium Mining c'est toute la stratégie de Lilium Group en Afrique qui pose question. L'homme d'affaires, traîne désormais une réputation sulfureuse qui se traduit par une absence de respect des engagements pris. Dès lors, les observateurs s'interrogent sur la viabilité de son projet de développer Vista Bank, une banque panafricaine dans 25 pays. D'ores et déjà au sein de Lilium Group les départs se succèdent comme ceux de Stéphane Ouédraogo et Thierry Hot, deux piliers de Lilium qui ne s'accommodaient plus de l'absence de vision stratégique du groupe.■

> **POUR LILIUM MINING, CET ÉCHEC EST UNE LEÇON DIFFICILE, MAIS IL MARQUE ÉGALEMENT UN AVERTISSEMENT POUR D'AUTRES OPÉRATEURS SOUHAITANT S'AVENTURER DANS LE SECTEUR MINIER BURKINABÈ OU AILLEURS EN AFRIQUE. POUR SIMON TIEMTORÉ, AU-DELÀ DU FLOP LILIUM MINING C'EST TOUTE LA STRATÉGIE DE LILIUM GROUP EN AFRIQUE QUI POSE QUESTION.**

Transport aérien

Air Sénégal en zone de turbulence

Entre difficultés financières et opérationnelles, une stratégie commerciale inadaptée et une gouvernance instable, la compagnie aérienne nationale sénégalaise continue de naviguer dans un ciel nuageux.

Par Georges Auréole BAMBA

Les nuages continuent de s'amonceler sur le ciel d'Air Sénégal. Après les difficultés opérationnelles souvent déplorées par les voyageurs, avec des retards ou annulations de vols et des incidents techniques, la compagnie aérienne doit désormais composer avec une dette qui dépasse les 100 milliards de FCFA. Cette situation fait peser un réel risque sur la flotte. En effet, dans le cadre du différend l'opposant à la compagnie aérienne, la société américaine de leasing d'avions Carlyle Aviation a obtenu une décision de justice américaine autorisant la saisie de quatre de ses appareils. Cette décision fait suite à un impayé de près de 10 millions de dollars. L'expert en transport aérien Mansour Diop pointe les mauvais choix des dirigeants qui se sont succédés à la tête de la compagnie. Pour lui, les avions loués sur des durées plus ou moins longues n'ont pas démontré une régularité satisfaisante. Mansour Diop, qui pointe « un échec patent », note également une tension de la flotte, c'est-à-dire, le manque de souplesse pour substituer un avion à un autre en cas d'indisponibilité. Ce qui, dit-il, entraîne forcément une régularité défectueuse. Pour le consultant expert en économie des industries du transport aérien et directeur de Aero-Lab Conseil management des transports aériens, Ciré Gaydel Lô, les difficultés opérationnelles persistantes d'Air Sénégal sont symptomatiques d'une gouvernance défaillante. Créée en 2016 et ayant commencé à fonctionner en 2018, la compagnie aérienne nationale traine « une tare congénitale ». Depuis le départ du Français Philippe Bohn en 2019, 4 directeurs généraux se sont succédés à la tête de la compagnie sans réussir à inverser la tendance. L'absence d'une vision et d'une stratégie claire font que les investissements massifs de l'Etat n'ont donné aucun résultat tangible. « Cette situation soulève des questions légitimes sur la gestion des fonds et la possibilité de malversations qui nécessitent une enquête approfondie », explique Ciré Gaydel Lô, réclamant un audit approfondi sur le processus d'acquisition des avions, la gestion financière et les contrats de maintenance.



Un plan de redressement de 150 milliards de FCFA

En dépit de cette situation critique, les nouvelles autorités sénégalaises n'entendent pas déclarer la compagnie en faillite et en créer une autre comme l'avait fait Macky Sall en 2012. Le ministre des Transports aériens Malick Ndiaye a publiquement écarté cette option, promettant de « tout faire pour redresser la compagnie ». Selon lui, l'État est en train de payer les dettes d'Air Sénégal au niveau national et international. L'autre option consisterait à s'inspirer du modèle Asky en ouvrant le capital à un partenaire stratégique et des actionnaires privés nationaux. Ciré Gaydel Lô, lui, propose un plan d'action sur 36 mois visant à redresser la situation et à positionner la compagnie comme un acteur aérien majeur en Afrique de l'Ouest. Ce plan, dit-il, doit avoir comme objectif d'atteindre l'équilibre financier, améliorer la fiabilité opérationnelle et accroitre la part de marché régionale. Il s'agira également de négocier un moratoire de la dette de 104 milliards FCFA, trouver un financement d'urgence de 50 milliards FCFA et réduire les coûts opérationnels de 25%. M. Lô propose dans cette perspective de mettre un terme aux contrats non rentables et de supprimer certaines liaisons et d'en ouvrir d'autres plus rentables. Cette réorganisation opérationnelle doit notamment s'appuyer sur une digitalisation des processus opérationnels et un renforcement de la flotte. Une nouvelle stratégie commerciale s'avère également nécessaire, avec une refonte de la structure tarifaire, estime Mansour Diop qui a eu à occuper le poste de directeur marketing d'Air Afrique. Ce plan de redressement devrait nécessiter des investissements estimés à 150 milliards de FCFA, le recrutement de 20 pilotes et 30 techniciens de maintenance qualifiés et l'acquisition de 2 simulateurs de vol pour la formation interne. Reste à savoir comment trouver cet argent dans un contexte de creusement du déficit budgétaire.■

Un espace économique intégré et durable en construction

Ensemble, nous bâtissons l'Afrique centrale de demain

Créée en 1994, la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) est bien plus qu'une simple Organisation régionale. Elle constitue une vision partagée et un véritable projet de société par six nations sœurs : le Cameroun, le Gabon, la République du Congo, la République Centrafricaine, la Guinée Équatoriale et le Tchad.

Cette ambition est portée par le Gouvernement de la Commission de la CEMAC qui, sous la forte impulsion des Chefs d'Etat de ses pays membres, œuvre à la réalisation d'un véritable marché commun et à faire de la zone CEMAC, un pôle de développement économique dynamique et intégré.



Nos missions sont au cœur de nos actions

- Harmoniser les politiques économiques et financières
- Renforcer la coordination des politiques sectorielles
- Promouvoir la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes
- Assurer la convergence des performances économiques
- Renforcer la coopération régionale
- Edifier un réel marché commun

Pour l'avenir, notre ambition est de faire de la CEMAC, une Institution forte axée sur:

- ☑ Une bonne gouvernance
- ☑ Un capital humain de qualité
- ☑ Une Organisation structurée et digitale
- ☑ Une vision et une stratégie partagées

Un leadership engagé

Les dirigeants de la CEMAC sont des hommes et des femmes engagés, déterminés à faire de cet espace communautaire un modèle de développement pour l'Afrique, avec l'implication et la collaboration de toutes les parties prenantes : Décideurs politiques, opérateurs économiques, acteurs financiers, partenaires au développement, citoyens de la sous-région.

Ensemble, construisons l'Afrique centrale de demain, une région prospère, solidaire et durable.

Commission de la CEMAC, Siège sur l'Avenue des Martyrs, Bangui, République centrafricaine cemac@cemac.int

Suivez nos actualités sur nos différentes plateformes numériques:

www.cemac.int com_cemac commission_cemac/ Page. Commission.Cemac

Entreprises

Pivotal Africa Network sur les fonts baptismaux

Après des décennies marquées par des défis et des succès, l'ancien journaliste vedette de la BBC et d'Africa24, Thierry Hot entame une nouvelle aventure qui cadre avec sa passion, son sens du service, et sa vision pour une Afrique en pleine transformation.

Par Simon Pierre ETOUNDI

Visionnaire engagé pour le développement du continent africain, l'entrepreneur panafricaniste et ancien journaliste, Thierry Hot vient de franchir une nouvelle étape dans son parcours avec la création de Pivotal Africa Network, une plateforme d'innovation et de transformation conçue pour répondre aux besoins stratégiques des États et des entreprises à travers l'Afrique. Pivotal Africa Network est le fruit d'une réflexion approfondie nourrie par des années d'observation et d'engagement sur le terrain. En rassemblant des compétences diversifiées et en proposant un accompagnement adapté aux réalités locales, Pivotal Africa Network entend donner aux décideurs africains les moyens de relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Des ambitions claires pour un continent en évolution

Pivotal Africa Network entend se distinguer par sa capacité à offrir une large palette de services, allant du conseil stratégique à la mobilisation des ressources, en passant par l'analyse approfondie des projets. L'ambition du promoteur est de permettre à ses partenaires de se concentrer sur leurs objectifs, tout en leur fournissant un soutien sur mesure qui prend en compte les particularités du contexte africain. L'ancien vice-président de Lilium Capital, entend faire de Pivotal Africa Network un véritable levier destiné à transformer les aspirations africaines en succès tangibles.

En misant sur l'innovation et l'adaptabilité, Pivotal Africa Network ambitionne de rassembler des acteurs partageant des valeurs communes, afin de proposer des solutions qui répondent aux besoins spécifiques des gouvernements et entreprises africains. Le nouveau-né a pour objectif de devenir un moteur de croissance durable qui va renforcer la compétitivité des acteurs africains sur la scène internationale.

Un pivot du réseautage au service de l'Afrique

À travers cette nouvelle initiative, le natif de Douala au Cameroun continue de démontrer son engagement inébranlable envers le développement de l'Afrique. Fondateur du Rebranding Africa Forum, considéré comme le rendez-vous économique annuel le plus important consacré à l'Afrique en Belgique, Thierry Hot a su rassembler des leaders et experts internationaux autour de la question du développement africain. Homme de réseaux, patron de presse et communicant, tout le parcours professionnel et personnel de ce VRP de luxe transpire le dynamisme et l'apprentissage permanents. Le monde des relations internationales qu'il côtoie depuis sa brillante carrière à la BBC à Londres et Africa24 à Paris, est devenu l'expression de ses multiples talents, faisant de lui un interlocuteur apprécié et bénéficiant de la haute confiance des dirigeants du continent africain et de leurs partenaires.



Titulaire d'un MBA en Management Stratégique et Intelligence Économique de l'École de Guerre Économique à Paris, ce panafricaniste convaincu a toujours su amplifier la voix de l'Afrique sur la scène mondiale. Sa vision pour Pivotal Africa Network s'inscrit dans cette continuité, en offrant une réponse audacieuse et résiliente aux défis du continent.

Un nouveau chapitre plein de promesses

Le lancement de Pivotal Africa Network marque également une transition professionnelle importante pour Thierry Hot, coïncidant avec son départ, pour convenances personnelles de Lilium Group. Doté d'un épais carnet d'adresses, l'expert en communication et relations publiques de 51 ans, qui cultive l'art du rebond démontre ainsi sa volonté de poursuivre son engagement en faveur de l'Afrique, avec une ambition renouvelée et des moyens accrus pour transformer durablement le continent.■



Investir dans l'avenir

« La coopération internationale est devenue un enjeu politique majeur pour faire face à nos défis globaux et doit être considérée comme un investissement pour notre futur en commun, et non comme une obligation de charité ».



Jean Van Wetter
CEO

Le Rapport d'activités 2023-2024 explique comment Enabel est une agence belge, européenne et africaine. Et pourquoi la cooperation internationale a besoin d'une nouvelle vision d'avenir.
Scannez le code pour en savoir plus.

enabel.be

Enabel

Innovation

La success-story Flutterwave

La startup technologique fondée par des entrepreneurs nigérians, s'impose comme un acteur incontournable dans les transactions financières en Afrique. Grâce à ses solutions variées, elle modernise les économies locales et redéfinit les standards des paiements numériques à l'échelle continentale.

Par Abdoulaye YERO

Flutterwave, fondée en 2016 par Olugbenga "GB" Agboola et Iyinoluwa Aboyeji, est rapidement devenue l'une des startups les plus dynamiques du continent africain. Spécialisée dans les solutions de paiement numérique, l'entreprise facilite les transactions financières dans 34 pays africains, répondant ainsi à un besoin croissant de solutions accessibles pour les entreprises comme pour les particuliers. Face à un environnement technologique en constante évolution, Flutterwave résiste aux défis et contribue de manière significative à la transformation des économies locales.

À l'origine de Flutterwave, on trouve Olugbenga Agboola, un ingénieur en informatique et fintech, et Iyinoluwa Aboyeji, un entrepreneur visionnaire qui avait déjà cofondé Andela, une autre startup à succès. Ils ont conçu Flutterwave pour répondre à un problème crucial : l'absence d'infrastructure unifiée pour les paiements à travers les pays africains. Leur vision consistait à créer une plateforme qui permettrait à n'importe qui en Afrique de faire des transactions internationales aussi facilement que des paiements locaux.

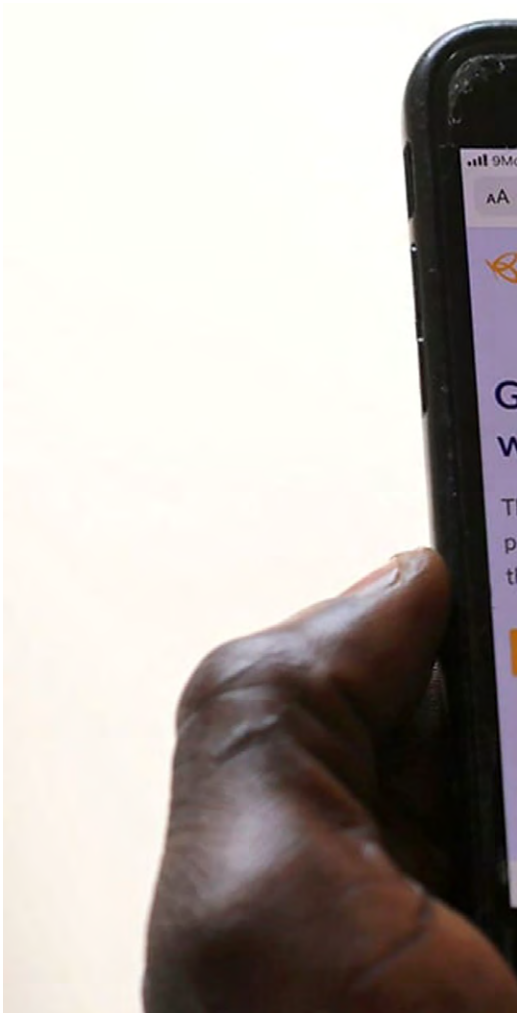
En 2016, ils lancent Flutterwave, avec pour mission de « simplifier les paiements pour les entreprises africaines ». Aujourd'hui, cette vision est devenue une réalité tangible, avec plus de 900 000 entreprises utilisant la plateforme pour traiter des paiements. En 2021, Flutterwave a facilité plus de 140 millions de transactions représentant une valeur de plus de 9 milliards de dollars.

Des solutions concrètes pour des besoins réels

La force de Flutterwave réside dans sa capacité à s'adapter aux réalités locales tout en s'ouvrant au marché international. La plateforme propose des solutions qui permettent aux entreprises africaines d'accepter divers moyens de paiement : cartes bancaires, portefeuilles mobiles, virements bancaires ou encore services de paiement internationaux comme PayPal. Cela inclut l'intégration de systèmes de paiement locaux comme M-Pesa au Kenya et MTN Mobile Money, ce qui a permis à des millions d'Africains non bancarisés de participer à l'économie numérique.

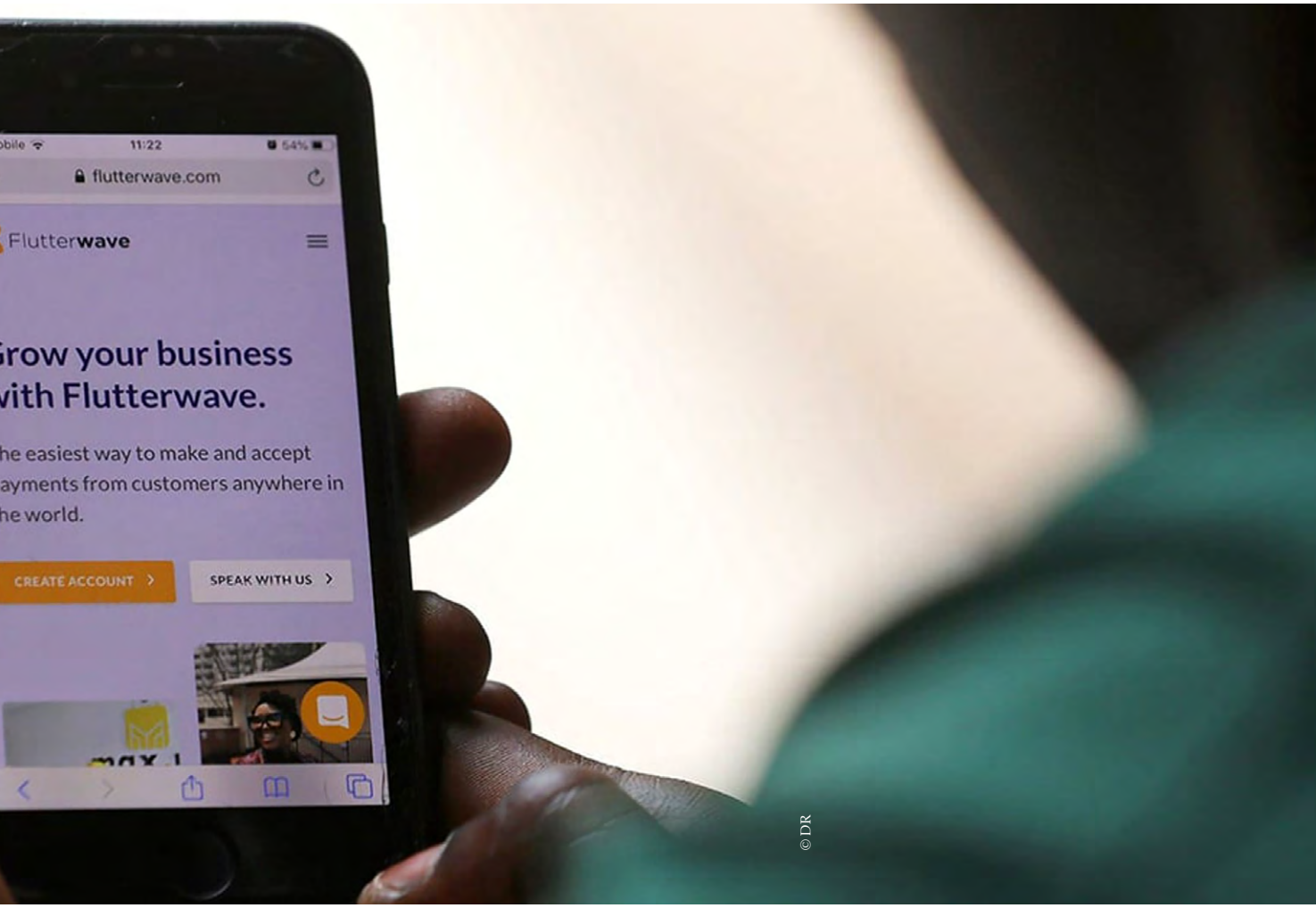
Un exemple concret de l'impact de Flutterwave se trouve dans le secteur de l'e-commerce. Des plateformes telles que Jumia et Bolt utilisent les services de Flutterwave pour accepter des paiements à travers plusieurs pays. Cela a permis à des entreprises locales d'étendre leur portée, facilitant ainsi l'accès à des clients qui, auparavant, n'avaient pas de moyen de paiement numérique sécurisé. En 2020, Flutterwave a également aidé des entreprises à rester opérationnelles pendant la pandémie de COVID-19 en lançant Flutterwave Store, une solution qui permet aux petites entreprises de vendre leurs produits en ligne sans besoin de site web, tout en acceptant des paiements électroniques.

En termes d'expansion, Flutterwave a franchi une étape clé en lançant sa carte virtuelle Barter, qui permet aux utilisateurs de créer des cartes prépayées pour faire des achats en ligne en toute sécurité. Depuis son lancement, plus de 500 000 cartes virtuelles ont été créées via Barter, prouvant ainsi son utilité dans un continent où l'accès aux cartes bancaires classiques reste limité.



La croissance rapide de Flutterwave est soutenue par des levées de fonds straté-

> **FLUTTERWAVE REPRÉSENTE UNE VÉRITABLE SUCCESS STORY AFRICAINE. AVEC DES BUREAUX À LAGOS, NAIROBI, ACCRA, JOHANNESBURG ET SAN FRANCISCO, L'ENTREPRISE PROUVE QU'IL EST POSSIBLE DE BÂTIR DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES PUISSANTES EN AFRIQUE, TOUT EN ATTIRANT L'ATTENTION DES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX**



© DR

giques. En mars 2021, l'entreprise a bouclé un tour de table de 170 millions de dollars, portant sa valorisation à plus d'un milliard de dollars et faisant d'elle une licorne africaine. Ce succès financier a permis à Flutterwave de consolider sa position sur le continent et de s'étendre à d'autres régions, notamment en Europe et aux États-Unis, facilitant ainsi les transactions entre l'Afrique et le reste du monde.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : Flutterwave a traité plus de 200 millions de transactions cumulant une valeur de 16 milliards de dollars en 2022. Avec des clients tels que Uber, Microsoft et Netflix, la startup ne se contente plus de servir uniquement les entreprises africaines, mais elle joue un rôle crucial dans les paiements internationaux, reliant les marchés mondiaux aux économies africaines.

Résistance face aux défis et adaptation aux spécificités locales

Malgré son succès, Flutterwave évolue dans un environnement fragmenté et complexe. L'Afrique, avec ses 54 pays, représente un défi unique en raison des différences réglementaires, technologiques et sociales. La startup doit continuellement s'adapter aux réalités locales, tout en restant compétitive face à des acteurs internationaux et régionaux.

Pour surmonter ces obstacles, Flutterwave s'appuie sur des partenariats stratégiques avec des banques et des opérateurs télécoms locaux, tout en travaillant de près avec les régulateurs. Par exemple, au Nigéria, l'entreprise a collaboré avec la Central Bank of Nigeria pour créer des solutions conformes aux normes locales tout en encourageant l'innovation dans les services financiers.

L'entreprise mise aussi sur l'innovation constante. En 2022, elle a lancé Send by Flutterwave, un service qui permet d'envoyer de l'argent facilement et rapidement à travers plusieurs pays africains. Cette solution simplifie les transferts d'argent transfrontaliers, un secteur en pleine expansion sur le continent, où les envois de fonds des diasporas jouent un rôle majeur dans les économies locales.

Un modèle de réussite pour l'innovation africaine

Flutterwave représente une véritable success story africaine. Avec des bureaux à Lagos, Nairobi, Accra, Johannesburg et San Francisco, l'entreprise prouve qu'il est possible de bâtir des solutions technologiques puissantes en Afrique, tout en attirant l'attention des investisseurs internationaux. Le parcours de Flutterwave inspire une nouvelle génération d'entrepreneurs africains qui voient en elle un modèle à suivre pour développer des solutions locales adaptées aux défis du continent.

En démocratisant l'accès aux paiements numériques, Flutterwave contribue à l'inclusion financière de millions d'Africains. Son impact sur le développement économique des pays où elle opère est indéniable, notamment en permettant aux petites entreprises de croître et de se connecter à l'économie mondiale.■

Transports

Un nouveau souffle pour l'Asecna

Le Gabonais Prosper Zo'o Minto'o a été élu le 27 septembre dernier au poste de Directeur général de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna), devenant ainsi le nouveau visage de la sécurité aérienne en Afrique.

Par René MATEA



Cette élection représente une opportunité unique pour l'Asecna de se réinventer et de s'adapter aux défis du secteur aérien, en pleine expansion sur le continent. Prosper Zo'o Minto'o, fort de son expérience, devra relever plusieurs défis majeurs : restaurer la confiance des équipes et des États membres, tout en modernisant une structure clé pour l'aviation africaine. Ancien cadre de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), il a dédié une grande partie de sa carrière à l'amélioration de la sécurité aérienne en Afrique, ce qui fait de lui une figure respectée dans le milieu. Avec 10 voix sur 18, il a été choisi par les ministres des Transports des 19 États membres de l'Asecna lors d'un second tour face à des candidats du Burkina Faso et du Tchad. Cette élection démontre l'importance stratégique de l'Asecna, qui gère un vaste espace aérien de plus de 16 millions de km². Plus de 1 000 vols commerciaux y transitent quotidiennement, rendant sa mission cruciale pour la sûreté de la navigation aérienne dans la région.

Restaurer la confiance et la coopération régionale

L'un des premiers défis auxquels Prosper Zo'o Minto'o devra faire face est la restauration de la confiance au sein de l'institution. Ces dernières années, l'Asecna a été fragilisée par des tensions internes et des divergences entre les États membres sur des questions de gouvernance et de stratégie. Ce climat de défiance a miné la cohésion de l'agence, alors même qu'elle est indispensable à la sécurité aérienne en Afrique.

Pour surmonter ces obstacles, Prosper Zo'o Minto'o devra user de diplomatie afin d'apaiser les tensions et de renforcer la coopération entre les membres. Son succès reposera en grande partie sur sa capacité à fédérer les différents pays autour d'une vision commune pour l'avenir de la navigation aérienne. Cette coopération est essentielle, car l'Asecna doit faire face à des pressions croissantes pour moderniser ses infrastructures et intégrer les technologies les plus récentes.

Moderniser les infrastructures et former les talents locaux

L'Afrique est l'une des régions à la croissance aérienne la plus rapide dans le monde. Cela crée une demande croissante pour des infrastructures modernes capables de gérer un nombre toujours plus important de vols. Prosper Zo'o Minto'o devra donc superviser l'introduction de nouvelles technologies, telles que la gestion satellitaire et l'amélioration des systèmes de surveillance aérienne, indispensables pour garantir la sécurité et l'efficacité des opérations aériennes.

Cependant, ces modernisations nécessitent des investissements importants. Il lui incombera de veiller à ce que ces fonds soient alloués de manière judicieuse pour maximiser l'impact des améliorations techniques. En parallèle, l'Asecna devra également s'attaquer au manque de professionnels qualifiés dans le secteur. Pour combler ce déficit, Zo'o Minto'o devra promouvoir des programmes de formation adaptés aux réalités locales afin d'assurer une pérennité et une autonomie à long terme. L'objectif est de créer une main-d'œuvre qualifiée sur le continent pour soutenir la croissance continue du secteur.

Une fierté nationale pour le Gabon

L'élection de Prosper Zo'o Minto'o est également perçue comme un succès national pour le Gabon. Le président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, a salué cette victoire comme un symbole du retour du pays sur la scène aérienne africaine. Cette nomination s'inscrit dans une stratégie plus large visant à relancer le secteur aérien gabonais, notamment avec la création de la nouvelle compagnie nationale, Fly Gabon.

Le lancement de Fly Gabon en août 2024, après plus de vingt ans d'absence dans le ciel africain, est une étape décisive pour le Gabon. La compagnie prévoit d'opérer des vols long-courrier d'ici la fin de l'année, marquant ainsi la volonté du pays de retrouver sa place dans l'aviation régionale et internationale.■

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CDEC

DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND



De par ses textes fondateurs et organiques, la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) est un investisseur institutionnel au service de l'intérêt général.

Elle est appelée à concourir au financement du développement économique du Cameroun, par l'intermédiaire des structures spécialisées, selon les priorités définies par le Gouvernement.

Suivant les piliers de la Stratégie Nationale de Développement 2020 – 2030 (SND30), les principaux axes d'intervention de la CDEC consistent à accompagner le Gouvernement à développer :

- Les infrastructures énergétiques afin d'atteindre la cible de 5000 mégawatts de capacité d'énergie installée ;
- Les infrastructures de transport en améliorant les réseaux routier (routes nationales et autoroutes), ferroviaire, portuaire (y compris les ports fluviaux et les ports secs) et aéroportuaire d'une part, et à mettre en œuvre les options modernes et rentables de transports en masse compatibles avec la taille et les besoins des métropoles (BRT, Tramway, Métro, etc.) d'autre part ;
- La productivité et de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique en modernisant le secteur pour accroître sa productivité ;
- Les industries et agro-industries en mettant en place, en structurant et en organisant les zones industrielles d'une part, et en favorisant l'émergence des « champions nationaux » capables de transformer localement la production nationale des filières prioritaires d'autre part ;
- Le capital humain et le bien-être des camerounais à travers le renforcement des systèmes de santé et éducatif, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'habitat.

Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumdem
B.P. : 35567 Yaoundé
Tél. : (+237) 222 23 61 01
E-mail : cdec@cdec.cm
www.cdec.cm

Le portrait Eco

Victor Hugo Guilherme

Monsieur planification !

Fort d'un parcours exceptionnel, ce stratège économique s'attèle à poser les fondations d'un développement harmonieux, alliant vision et pragmatisme, pour hisser l'Angola vers de nouveaux horizons.

Par Vanessa ITGNIA

Depuis janvier 2024, Victor Hugo Guilherme est le ministre de la Planification de l'Angola, un poste stratégique dans un pays engagé dans une transformation économique et sociale profonde. Son expertise et son parcours remarquable en font un acteur incontournable dans la mise en œuvre des réformes pour moderniser l'économie angolaise.

Avant d'occuper ce poste, Guilherme a dirigé le Fonds d'appui social de 1994 à 2013, où il a supervisé de nombreux projets d'infrastructures sociales, notamment des écoles, des hôpitaux et des centres communautaires. Ces réalisations ont permis de renforcer le tissu économique et social du pays, tout en améliorant le bien-être des populations les plus vulnérables. Sa solide connaissance des réalités de terrain fait de lui un leader capable de piloter des politiques publiques inclusives et durables.

Diplômé d'un master en économie de la planification régionale de l'Académie d'économie de Poznan, en Pologne, Victor Hugo Guilherme combine une maîtrise théorique approfondie avec une expérience pratique extensive. Cette double expertise lui a permis de concevoir des stratégies de développement territoriales cohérentes, contribuant à l'équilibre régional du pays.

Entre 2013 et 2017, il a occupé la direction de la planification du développement territorial, jouant un rôle crucial dans l'élaboration des plans nationaux de développement. Ce poste l'a préparé à relever les défis majeurs auxquels l'Angola fait face aujourd'hui: la diversification de son économie, trop dépendante des revenus pétroliers, la réduction des disparités régionales, et l'amélioration des infrastructures, particulièrement dans les zones rurales.

Outre ces défis, Guilherme place l'éducation et la formation professionnelle au cœur de ses priorités. Il estime qu'une jeunesse bien formée est essentielle pour soutenir la transition économique de l'Angola, en s'alignant sur les besoins du marché du travail et en créant des opportunités pour les générations futures.

Visionnaire mais pragmatique, Victor Hugo Guilherme aspire à positionner l'Angola parmi les économies africaines émergentes, en misant sur une croissance durable, inclusive, et sur l'amélioration concrète des conditions de vie des citoyens. Il s'appuie sur une modernisation équilibrée, intégrant innovation, infrastructures et capital humain, pour garantir un avenir prospère pour son pays.■



> **GUILHERME A DIRIGÉ LE FONDS D'APPUI SOCIAL DE 1994 À 2013, OÙ IL A SUPERVISÉ DE NOMBREUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES SOCIALES, NOTAMMENT DES ÉCOLES, DES HÔPITAUX ET DES CENTRES COMMUNAUTAIRES.**



BOAD

Promouvoir le développement durable de l'UEMOA

www.boad.org

L'invité Eco

Vera Daves de Sousa, *ministre des Finances de l'Angola*

« Diversification, stabilité et réformes, voilà les défis et ambitions de l'économie angolaise »



Vera Daves de Sousa, ministre des Finances de l'Angola, revient sur les réformes économiques récentes, les défis que le pays doit relever, ainsi que les perspectives de croissance en dehors du secteur pétrolier. Elle partage également sa vision à long terme pour un Angola plus diversifié et plus résilient, appuyé par des partenariats internationaux solides et des investissements stratégiques dans les secteurs clés de l'économie.

Propos recueillis par
Joseph Marie ELIMBI

Quelle est la situation économique actuelle de l'Angola, et quels sont les principaux défis auxquels le pays doit faire face ?

L'Angola a fait face à des défis importants ces dernières années, notamment une forte volatilité des prix mondiaux du pétrole et une dépréciation significative de la monnaie nationale. L'inflation nationale est en baisse, mais elle reste un sujet de préoccupation. Néanmoins, le pays a connu des progrès dans la gestion de la dette publique, avec une réduction du ratio dette/PIB de 138,7 % en 2020 à 69,9 % en 2022, bien qu'une légère augmentation ait été observée en 2023 en raison de la dépréciation du taux

de change. Les secteurs non pétroliers, notamment l'agriculture et les services marchands, continuent de croître, offrant des opportunités de diversification.

Quelles réformes économiques ont été mises en place pour stabiliser et relancer l'économie, et quels résultats avez-vous obtenus jusqu'à présent ?

Nous avons mis en œuvre plusieurs réformes majeures, telles que la rationalisation des dépenses publiques et la suppression progressive des subventions sur les carburants. Ces mesures ont renforcé l'équilibre fiscal et la viabilité des finances publiques. Nous avons également élargi l'assiette fiscale en convertissant une partie du marché informel et en introduisant la TVA en 2019. Ces réformes ont permis de stabiliser l'inflation et la monnaie nationale, le Kwanza, et de réduire la dette publique à des niveaux plus soutenables. La diversification de l'économie progresse également, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des mines.

L'Angola est traditionnellement dépendant du pétrole. Quelles mesures avez-vous prises pour diversifier l'économie et quels secteurs montrent le plus de potentiel ?

La diversification est au cœur de notre stratégie. Nous avons investi massivement dans l'agriculture et les industries agroalimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et créer des emplois, en particulier dans les zones rurales. Le secteur minier, avec des ressources inexploitées comme les diamants et l'or, offre également un fort potentiel de croissance. Nous avons entrepris des réformes pour attirer les investissements étrangers et moderniser l'industrie minière. De plus, nous nous attaquons à la formalisation du marché informel pour renforcer la stabilité économique et accroître les recettes fiscales.

Quel rôle la coopération internationale joue-t-elle dans le développement économique de l'Angola, et quelles initiatives considérez-vous comme cruciales pour l'avenir ?

La coopération internationale est essentielle pour le développement de notre pays. Le soutien du FMI à travers la Facilité élargie de crédit nous a aidés à stabiliser l'économie et à gérer notre dette publique. Le rééchelonnement de la dette avec des créanciers internationaux, notamment la Chine et le Club de Paris, a permis de libérer des ressources pour les investissements dans des projets de développement. De plus, nos partenariats avec la Chine, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement nous aident à financer des infrastructures critiques et à promouvoir la diversification économique, notamment à travers des projets d'énergie renouvelable.

Quelles sont les priorités de votre ministère pour les années à venir afin de renforcer l'économie angolaise ?

Nous avons trois priorités principales : d'abord, renforcer les revenus et améliorer l'accès des populations à ces revenus en augmentant les salaires et en allégeant la fiscalité pour les travailleurs. Ensuite, nous devons investir davantage dans l'économie et les entreprises locales pour encourager la production nationale. Enfin, il est crucial de rendre le budget de l'État plus durable, notamment en continuant à rationaliser les dépenses publiques et en renforçant l'équilibre fiscal structurel.

> **« NOUS AVONS ÉGALEMENT ÉLARGI L'ASSIETTE FISCALE EN CONVERTISSANT UNE PARTIE DU MARCHÉ INFORMEL ET EN INTRODUISANT LA TVA EN 2019. CES RÉFORMES ONT PERMIS DE STABILISER L'INFLATION ET LA MONNAIE NATIONALE, LE KWANZA, ET DE RÉDUIRE LA DETTE PUBLIQUE À DES NIVEAUX PLUS SOUTENABLES.**

Quelles initiatives sont en place pour encourager l'adoption des nouvelles technologies et promouvoir l'innovation en Angola ?

Nous avons développé un Plan national pour le développement des TIC (PDN-TIC) qui vise à améliorer la formation numérique et à mettre en place des services de gouvernement électronique. Nous encourageons également l'innovation grâce à des incubateurs et des centres technologiques. Avec l'aide de nos partenaires internationaux, nous étendons l'infrastructure numérique à travers le pays, ce qui contribue à la croissance du secteur technologique, qui représente désormais environ 4 % de notre PIB. Nous avons aussi des projets financés par la Banque mondiale et la BAD pour améliorer l'infrastructure numérique et l'éducation.

D'une manière générale, à travers ses réformes économiques et ses partenariats internationaux, l'Angola montre une volonté claire de diversifier son économie, de réduire sa dépendance au pétrole et de se positionner comme un acteur régional clé, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des mines et des technologies. ■

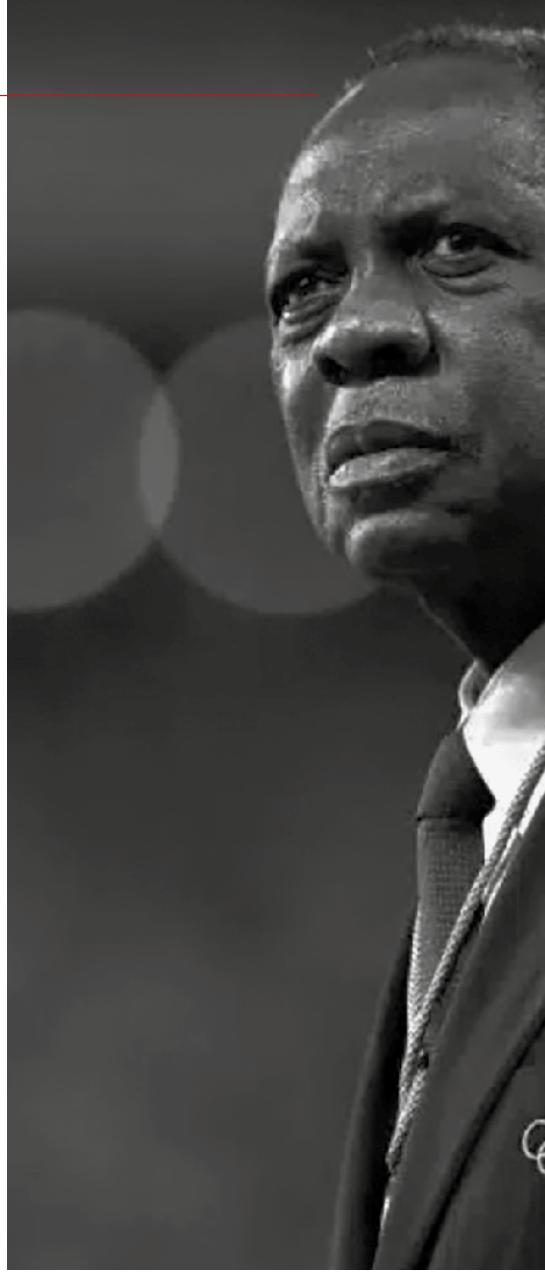
DISPARITION

Issa Hayatou

L'atout-charme s'est éteint

Président de la Confédération africaine de football (CAF) pendant 29 ans, le Camerounais est décédé le 8 août 2024 à Paris, à la veille de ses 78 ans. Ce grand homme laisse derrière lui un héritage considérable dans le développement du football africain.

Par Emmanuel Gustave SAMNICK



Le vendredi 16 août, sous un soleil radieux à Garoua, ville majoritairement musulmane du nord du Cameroun, se sont déroulées les obsèques de ce fils émérite de la région. Le monde du football international s'était réuni pour lui rendre un hommage appuyé, parmi eux, ses successeurs à la CAF, Ahmad Ahmad et Patrice Motsepe, ainsi que Gianni Infantino, président de la Fédération internationale de football association (FIFA). Tous ont salué un leader visionnaire et un défenseur infatigable du football africain, face aux puissances occidentales.

Hayatou s'est battu pour la place de l'Afrique dans le football mondial, comme en témoigne son rôle déterminant dans la décision de la FIFA de faire tourner l'organisation de la Coupe du monde, ce qui a permis à l'Afrique du Sud de l'accueillir en 2010. Grâce à lui, l'Afrique a également obtenu trois places supplémentaires pour la Coupe du monde lorsque le nombre de participants est passé de 24 à 32 équipes. En outre, il a sécurisé la libération des joueurs africains évoluant en Europe pour participer à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), malgré les pressions des clubs. Hayatou a aussi fermement maintenu la périodicité biennale de la CAN, résistant aux pressions européennes pour la faire passer à une fréquence de quatre ans.

> **HAYATOU S'EST BATTU POUR LA PLACE DE L'AFRIQUE DANS LE FOOTBALL MONDIAL, COMME EN TÉMOIGNE SON RÔLE DÉTERMINANT DANS LA DÉCISION DE LA FIFA DE FAIRE TOURNER L'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE, CE QUI A PERMIS À L'AFRIQUE DU SUD DE L'ACCUEILLIR EN 2010. GRÂCE À LUI, L'AFRIQUE A ÉGALEMENT OBTENU TROIS PLACES SUPPLÉMENTAIRES POUR LA COUPE DU MONDE LORSQUE LE NOMBRE DE PARTICIPANTS EST PASSÉ DE 24 À 32 ÉQUIPES.**

Un parcours hors du commun

Rien ne prédestinait ce fils de Garoua à une telle carrière. Après son baccalauréat en 1970, Hayatou, au lieu de poursuivre des études d'ingénieur en France, opte pour l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS) de Yaoundé. Sportif dans l'âme, il a représenté le Cameroun en athlétisme aux premiers Jeux africains de 1965 à Brazzaville. Même si sa carrière d'athlète ne fut pas des plus glorieuses, sa carrière de dirigeant sportif fut couronnée de succès.

Après une brève expérience en tant que professeur de sport, Hayatou est nommé directeur des sports au ministère de la Jeunesse et des Sports, puis président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot). En 1988, après seulement deux ans au sein du comité exécutif de la CAF, il



succède à Ydnekatchew Tessema à la tête de la Confédération africaine de football, et ce, pendant près de trois décennies.
Sous son règne, l'Afrique a obtenu des victoires majeures, notamment l'or olympique du Nigeria en 1996 et celui du Cameroun en 2000. Hayatou a également été président intérimaire de la FIFA de 2015 à 2016, après la suspension de Sepp Blatter, concrétisant ainsi l'un de ses rêves : diriger, même temporairement, l'instance suprême du football mondial.

Un départ salué par tous

Issa Hayatou, affaibli par la maladie, s'est éteint à Paris le 8 août 2024, laissant un vide immense dans le monde du football africain et international. Malgré la demi-finale du Maroc en 2022, Hayatou n'a pas pu voir une équipe africaine soulever la Coupe du monde, l'un de ses plus grands rêves.
Les funérailles à Garoua ont rassemblé une foule nombreuse, célébrant la vie et l'héritage d'un homme qui a façonné le football africain. À travers ses actions, il a laissé une empreinte indélébile, et son nom restera à jamais associé au rayonnement du football sur le continent. ■

RÉACTIONS

Gérard Dreyfus, ancien journaliste sportif à Radio France Internationale (RFI)

« Honte à ceux qui l'ont trahi ! »



J'ai vécu ma première Can en 1980 au Nigeria et toutes celles qui ont suivi jusqu'en 2010 en Afrique du Sud où, à l'initiative d'Issa, j'avais été invité par Sepp Blatter. Et puis, tout naturellement la Coupe du monde. J'ai vécu les plus belles réussites des Lions indomptables. Evidemment, 1990 en Italie. Je n'étais pas logé avec la Team mais je vivais avec elle. En très grande partie grâce à Issa mais aussi à Joseph Fofé. Je me suis pris d'amitié pour Issa Hayatou et pour le Cameroun en général. L'un et l'autre ont compris que je n'étais pas là pour faire du sensationnel, simplement mon métier de journaliste. Ils ont vite compris ma profonde sincérité. Je ne le répéterai jamais assez : Issa Hayatou était un homme très discret et très secret. Il ne m'a jamais dit pourquoi l'entente, entre lui et moi, n'avait, pas une seule fois, cessé d'être à cent pour cent amicale et plus encore fusionnelle. Jamais une incompréhension, jamais une engueulade.
Croyez-moi Issa Hayatou avait l'étoffe d'un grand président de la FIFA. L'homme était au-dessus des petites magouilles du monde du sport et, particulièrement, du football. Il était tout simplement un honnête homme, une figure de son univers sportif, très attachée au rayonnement de l'Afrique et à son épanouissement. Honte à tous ceux qui se sont ligués contre lui. A l'époque, il m'avait confié que s'il était réélu il ne ferait qu'un demi mandat et qu'au terme de ces deux premières années il aurait formé son successeur. Il savait qui présentait les meilleures qualités. Je ne vous dirai pas son nom. Peu importe ! Pour moi, Issa a été victime d'un complot et lorsque j'ai aperçu certains visages à Garoua je me suis dit que ces gens-là n'avaient droit à aucun respect et j'ai eu honte pour eux. ■

Abel Mbengue Mussy, journaliste sportif émérite et ami

« Les amis ne s'oublient pas »



Les circonstances et les événements révèlent au quotidien que la gestion de l'amitié est complexe. Qu'il faut toujours la raisonner et éviter les nuances et les interrogations. Par hasard ou grâce au destin, un ami est ou devient quelqu'un qui vous connaît bien malgré tout. Je pense pour y croire que ma relation avec Yérima (notre intimité l'obligeant) hors des regards communs s'est patiemment bâtie et consolidée et même entretenue à l'instar des jardins plus exigeants que d'autres, sans être forcément les plus beaux.
Mutuellement, nous nous sommes évités de créer le doute en exaltant plutôt un partage de sérénité rassurante. Ainsi peut se résumer la fidélité de nos rapports humains et professionnels. Avec pour sermon que les amis ne s'oublient pas.
Sans regrets ni remords, je n'ai jamais bénéficié d'un statut administratif formel dans l'administration de la Confédération africaine de football élargie à toutes mes autres contributions à la Fifa. J'ai accompagné un ami ! Sans contraintes de prosternation me concernant et sans humiliation de sa part. Quelques avantages attribués singulièrement... Sans diluer le respect constant et la discipline patron/collaborateur. Un patron toujours indulgent et un collaborateur conscient de son rôle majeur pour la réussite des nobles et stratégiques missions exercées. Que du bonheur en partage ! Seuls les esprits ténébreux pourraient s'en offusquer. ■



Par Yahia BELASKRI, écrivain

Un village planétaire...

Il y a des événements, des histoires qui façonnent un regard, une manière d'être au monde. C'est le cas d'un petit village corse situé au nord d'Ajaccio. Un village comme il en existe tant dans ce beau pays. Deux cents habitants à l'année, près de deux mille lorsque la diaspora vient y passer ses vacances d'été.

Depuis trente ans, une association culturelle, Associu Scopre, s'efforce d'offrir aux habitants une vie culturelle qui ferait pâlir d'envie bien des grandes villes, croyez-moi. Évidemment, comme partout ailleurs, cette initiative n'existe que grâce à la volonté de quelques personnes, et surtout grâce au sens du partage et à un engagement infaillible. À sa tête, Paul Ceccaldi, militant convaincu de la liberté. Ce petit village de Corse dispose d'une salle de spectacles où se produisent des compagnies de théâtre et de danse, où ont lieu des concerts de musique corse et internationale, ainsi que des colloques de haute tenue et des projections de films suivies de débats. C'est Marignana, un village très particulier par sa beauté, bien sûr, mais aussi par sa proximité culturelle avec la Mauritanie. Eh oui ! Un enfant corse, né dans ce village, dans une petite maison, est devenu gouverneur de ce pays africain.

À treize ans, en 1880, Xavier Coppolani rejoint sa sœur qui vit en Algérie avec son mari, également corse, dans un pays alors sous domination coloniale. Il ne connaissait pas la France métropolitaine. Il découvre pour la première fois l'école en Algérie, car à cette époque, il n'y avait pas d'école dans son village, et l'instruction n'était pas encore obligatoire.

En 1890, il se rend à Saint-Louis, au Sénégal. De retour de sa mission, il affirme : *« Ces tribus ont un passé dont le souvenir n'a pas complètement disparu de leur mémoire, elles ont des institutions sociales dont nous ne saurions méconnaître l'importance ; elles conservent à l'islam un attachement toujours très vif que nous avons le devoir de respecter.»* Ses paroles tranchent avec les propos racistes des militaires coloniaux de l'époque et rappellent l'influence des saint-simoniens sur Napoléon III, qui prônait le respect des Algériens musulmans. De voyage en voyage à travers l'Afrique, Xavier Coppolani acquiert une connaissance approfondie des peuples d'Afrique de l'Ouest, de leurs coutumes, croyances et langues. Un jour, il atterrit en Mauritanie. Il est important de préciser que Coppolani était un parfait arabisant et islamisant.

> **CES TRIBUS ONT UN PASSÉ DONT LE SOUVENIR N'A PAS DISPARU COMPLÈTEMENT DE LEUR MÉMOIRE, ELLES ONT DES INSTITUTIONS SOCIALES DONT NOUS NE SAURIONS MÉCONNAÎTRE L'IMPORTANCE ; ELLES CONSERVENT À L'ISLAM UN ATTACHEMENT TOUJOURS TRÈS VIF QUE NOUS AVONS LE DEVOIR DE RESPECTER.**

Cet enfant corse devient alors, pour un bref instant, le premier chef d'une administration de gouvernement en Mauritanie. Bref, car nommé Commissaire du gouvernement général en Mauritanie en octobre 1902, il est assassiné le 12 mai 1905.

Le village de Marignana est fier de cet enfant, dont le comportement s'est distingué par le respect et non par la force des armes. C'est peut-être pour cette raison que Marignana a toujours entretenu une certaine affinité avec l'étranger, ce qui se traduit par une activité culturelle remarquable, où l'humain, quel qu'il soit, occupe une place centrale. Paul Ceccaldi nourrit d'ailleurs plusieurs projets, comme un partenariat avec le festival Mauritanides de Nouakchott, la production d'une pièce de théâtre sur l'enfant du village, ainsi que bien d'autres événements en collaboration avec les amis mauritaniens.

Alors que, ailleurs, l'étranger devient bouc émissaire, à Marignana, il est considéré comme un frère.■


50 years of Arab- Africa cooperation
50 years of Arab- Africa cooperation
50
٥٠ عاماً من التعاون العربي الأفريقي
٥٠ عاماً من التعاون العربي الأفريقي
BADEA
Arab Bank for Economic Development in Africa
“ 50 ans au service du Continent et de la coopération arabo-africaine au travers des investissements et du commerce”



GATEWAY TO NEW OPPORTUNITIES

IATF is where Africa converges to create new business opportunities. Over $44 billion in trade and investment deals, 2000+ exhibitors and over 35,000 visitors are expected in 2025.

IATF is Africa's premier trade fair, the go-to AfCFTA marketplace to showcase Africa's goods and services. Embrace the opportunities and take part in accelerating Africa's trade and investment.

Register now to attend or exhibit at
www.intrafricantradefair.com

IATF 2025

The AfCFTA Marketplace

PROMOTED BY Afreximbank | IN COLLABORATION WITH African Union | HOSTED BY ALGERIA

ALGIERS, ALGERIA
4-10 SEPTEMBER 2025

Stay updated with the latest info

customerservice@intrafricantradefair.com